

COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

RAPPORT ANNUEL

AUX

GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SUR

LA SITUATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE
DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

EN

2012



Le présent rapport est présenté en français et en anglais.

Il n'en demeure pas moins que la version officielle est celle en langue française.

LISTE DES MEMBRES
DU
COMITÉ INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES

AU 19 JUIN 2013

Président

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), P.O. Box 264, Lindfield NSW 2070, Australie.

Secrétaire

2. R. KAARLS, Klaverwydenstraat 13, 2381 VX Zoeterwoude, Pays-Bas.

Membres

3. B. BOWSER, directeur général, National Physical Laboratory (NPL), Hampton Road, Middlesex, TW11 0LW Teddington, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
4. H.S. BRANDI, Directeur de la métrologie scientifique et industrielle, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Av. Nossa Senhora das Graças, 50 - Xerém, Digue de Caxias, RJ 25.250-020, Rio de Janeiro, Brésil.
5. K. CARNEIRO, Morlensesvej 16, DK-2840 Holte, Danemark.
6. K.H. CHUNG, doyenne, Graduate School of Analytical Science and Technology, Chungnam National University, 79 Daehakro, Yuseong-gu, Daejeon 305-764, République de Corée.
7. Y. DUAN, sous-directeur, National Institute of Metrology (NIM), No. 18, Bei San Huan Dong Lu, 100013 Beijing, Chine.
8. L. ÉRARD, Conseiller scientifique, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), 1 rue Gaston Boissier, 75015 Paris, France.
9. V.N. KRUTIKOV, Rosstandart, 9 Leninski Prospekt, V-49, GSP-1, 119991 Moscou, Fédération de Russie.
10. W. LOUW, Directeur de la division Développement de l'infrastructure technique, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Private Bag X34, Lynnwood Ridge, 0040 Prétoria, Afrique du Sud.

11. W.E. MAY, directeur associé pour les programmes de laboratoire, premier directeur adjoint, National Institute of Standards and Technology (NIST), 100 Bureau Drive, Stop 1000, Gaithersburg, MD 20899-1000, États-Unis d'Amérique. *Vice-président.*
 12. J.W. McLAREN, 625 Duff Cr., Ottawa ON K1J 7C6, Canada. *Vice-président.*
 13. H.O. NAVA-JAIMES, directeur général, Centro Nacional de Metrología (CENAM), km 4,5 Carretera a Los Cués, El Marqués, C.P. 76241 Querétaro, Mexique.
 14. A. SACCONI, consultant, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Strada delle Cacce 91, 10135-Turin, Italie.
 15. H. UGUR, Kemeralti mah. 123. Sok, Denizkent sitesi, 19C/2 Marmaris, Mugla 48700, Turquie.
 16. J. ULLRICH, président, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Bundesallee 100, D-38116 Braunschweig, Allemagne.
 17. T. USUDA, directeur, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba Central 3, 1-1-1 Umezono, Tsukuba, Ibaraki 305-8563, Japon.
 18. J. VALDÉS, Université nationale de San Martín (UNSAM), doyen, Laboratoire pour la qualité industrielle (UNSAM-INTI), Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), av. Gral. Paz 5545, B1650WAB San Martín, 1001 Buenos Aires, Argentine.
-

**Rapport annuel aux Gouvernements des Hautes Parties contractantes
sur la situation administrative et financière
du Bureau international des poids et mesures
en 2012**

1. — Avant-propos
2. — États financiers du BIPM 2012
 - Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Principales règles comptables
 - Note 3 Estimations et jugements
 - Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles
 - Note 5 Stocks et travaux en cours
 - Note 6 Contributions des États Membres
 - Note 7 Autres créances
 - Note 8 Trésorerie et équivalents de trésorerie
 - Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés
 - Note 10 Avantages du personnel
 - Note 11 Autres créanciers courants
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Souscriptions des Associés
 - Note 14 Autres produits
 - Note 15 Services généraux
 - Note 16 Autres charges opérationnelles
 - Exécution du budget
3. — Contributions payées en 2012
4. — Contributions restant dues au 31 décembre 2012
5. — Avances faites aux États retardataires payées en 2012
6. — Avances faites aux États retardataires restant dues au 31 décembre 2012
7. — Contribution supplémentaire discrétionnaire payée en 2012
8. — Souscriptions payées en 2012
9. — Souscriptions restant dues au 31 décembre 2012
10. — Budget pour 2013
11. — Tableau de répartition de la dotation pour 2013

12. — Tableau des souscriptions des États et Entités économiques associés à la Conférence générale pour 2013
13. — États financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM 2012
- Rapport de l'auditeur indépendant
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de variation de l'actif net
 - Tableau de flux de trésorerie
 - Notes relatives aux états financiers
 - Note 1 Informations générales
 - Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables
 - Note 3 Principales règles comptables
 - Note 4 Estimations et jugements
 - Note 5 Contributions des États Membres
 - Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM
 - Note 7 Pensions
 - Note 8 Provision pour pensions
 - Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements
 - Note 10 Autres créances
 - Note 11 Autres dettes
 - Note 12 Autres produits opérationnels
 - Note 13 Autres charges opérationnelles
14. — Liste des sigles utilisés dans le présent volume
-

1. — AVANT-PROPOS

Directeur du BIPM

M. Michael Kühne, directeur, a pris sa retraite le 31 décembre 2012. Au 1^{er} janvier 2012, M. Martin Milton, qui avait rejoint le BIPM le 1^{er} octobre 2012 en qualité de sous-directeur / directeur désigné, a succédé à M. Michael Kühne en tant que directeur du BIPM.

États Membres et Associés

La République tunisienne, Associée à la CGPM depuis 2007, est devenue État Membre le 1^{er} février 2012. La République du Cameroun et la République populaire démocratique de Corée, n'ayant pas respecté le délai fixé au 21 octobre 2012 par la Résolution 6 (2011) adoptée par la CGPM pour conclure avec le CIPM un accord de rééchelonnement, ont été exclues. Ceci porte le nombre total d'États Parties à la Convention du Mètre à 54 au 31 décembre 2012.

Le Sultanat d'Oman, la République du Botswana, la République arabe syrienne et la République de Namibie ont acquis le statut d'Associé à la CGPM le 8 mai 2012, le 30 mai 2012, le 31 mai 2012 et le 10 août 2012 respectivement. Ceci porte le nombre total d'Associés à 37 au 31 décembre 2012.

Résultats financiers du BIPM pour 2012

En 2012, le résultat des produits et des charges des activités poursuivies étaient presque à l'équilibre.

Le développement d'une balance du watt complètement conçue a débuté en 2012. Par conséquent, le prototype expérimental de balance du watt a été décomptabilisé. De plus, l'expérience acquise lors du développement d'un nouveau logiciel dans le Département du temps a permis de fournir une estimation plus juste de la valeur de l'ancien logiciel « T-soft ». Ces deux éléments ont généré une perte exceptionnelle de 3 646 milliers d'euros en 2012, ce qui conduit le BIPM à présenter une perte nette de 3 654 milliers d'euros en 2012.

En 2012, un changement de méthode comptable a été effectué et comptabilisé de façon rétrospective, sur la base de l'expérience du BIPM concernant l'utilisation de ses bâtiments. Ce changement, qui a consisté à passer de la méthode du coût de reproduction à la méthode du coût de remplacement amorti, doit permettre de fournir une information améliorée et plus appropriée sur les effets des transactions, autres événements et conditions sur la situation financière et la performance financière du BIPM.

L'exécution du budget de l'exercice 2012 s'est terminée sur les montants suivants :

Produits.....	12 760 milliers d'euros
Charges.....	11 803 milliers d'euros

L'exécution du budget de l'année 2012 fait ressortir un excédent budgétaire de 957 milliers d'euros, duquel il convient de déduire 1 512 milliers d'euros de crédits non engagés au budget des exercices 2011 et 2012 reportés au budget de l'exercice 2013. Ces crédits non engagés concernent principalement des équipements scientifiques pour un montant de 964 milliers d'euros, dont l'acquisition a été retardée en raison de l'avancement moins rapide que prévu de certains projets, ainsi que des projets de rénovation de bâtiments pour un montant de 496 milliers d'euros pour lesquels des études complémentaires de faisabilité ont été nécessaires avant leur lancement.

Pour rappel, le CIPM a adopté les montants suivants pour le budget de l'exercice 2012 :

Produits.....	12 569 milliers d'euros
Charges.....	12 087 milliers d'euros

Résultats financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pour 2012

Comme les taux d'intérêt à long terme restent à des niveaux très bas, le taux d'actualisation applicable aux passifs a été réduit à 3,00 %. Ceci a eu comme effet une augmentation considérable de 10 363 milliers d'euros de la valeur des passifs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Par conséquent, le résultat net de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pour 2012 est une perte de 10 105 milliers d'euros.

2. — ÉTATS FINANCIERS BIPM 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2012

Exercice clos le 31 décembre 2012

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Directeur du Bureau international des poids et mesures (BIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au et pour la période se terminant le 31 décembre 2012.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du BIPM, ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent, et
- l'exécution du budget.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du Directeur du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou

d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

Sur la base de nos travaux, nous formulons la réserve suivante.

Au 31 décembre 2011, le BIPM valorisait dans ses comptes un logiciel interne (T-Soft) dédié au calcul du Temps atomique international (TAI) pour un montant de 1 433 K€.

En l'absence d'un processus de suivi analytique des coûts pendant la phase de développement, la BIPM n'a pas été en mesure de justifier le montant figurant à l'actif. Ainsi, nous avons exprimé une réserve sur ce montant dans notre rapport sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

La juste valeur du logiciel au 31 décembre 2012 a pu être déterminée du fait du développement d'un logiciel équivalent sur l'exercice. En conséquence, le logiciel T-Soft fait l'objet d'une dépréciation à hauteur de 1 214 K€ dans les comptes arrêtés au 31 décembre 2012.

Etant donné l'incertitude sur la valeur initiale du logiciel, nous ne sommes pas en mesure de valider l'impact de cette dépréciation entre l'actif net d'ouverture et le résultat de l'exercice.

Sous cette réserve, nous certifions que les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du BIPM au 31 décembre 2012, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net, des flux de trésorerie et de l'exécution du budget pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes 2 « Principales règles comptables » et 4 « Immobilisations incorporelles et corporelles » qui exposent :

- le changement de méthode comptable de la valeur initiale des bâtiments du BIPM au 31 décembre 2009, appliqué de manière rétrospective, ainsi que
- les changements d'estimation comptable des bases de données KCDB, JCRB et JVTLM, de la balance du watt et du logiciel T-Soft.

Paris La Défense, le 11 juin 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011 (retraité)	31 décembre 2011 (audité)
Actifs				
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	4	649	2 021	2 021
Bâtiments	4	19 093	19 236	22 373
Équipements scientifiques et techniques	4	10 396	13 027	13 027
Autres immobilisations	4	1 268	1 314	1 314
Contributions des États Membres	6	2 055		
Prêts sociaux au personnel		152	195	195
Actifs non courants		33 613	35 793	38 930
Actifs courants				
Stocks et travaux en cours	5	488	490	490
Contributions des États Membres	6	622	4 437	4 437
Souscriptions des Associés		33	40	40
Autres créances	7	405	591	591
Charges constatées d'avance		141	144	144
Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés	8, 9	13 314	11 706	11 706
Trésorerie et équivalents de trésorerie, autres		0	0	0
Actifs courants		15 003	17 408	17 408
Total Actif		48 616	53 201	56 338
Actif net				
Résultat de l'exercice		(3 654)	(194)	(1 059)
Réserve de réévaluation		0	0	0
Autres réserves		39 700	39 894	43 896
Actif net		36 046	39 700	42 837
Passifs non courants				
Avantages du personnel non courants	10	8 888	7 505	7 505
Avances faites aux États retardataires	6	2 234		
Autres passifs non courants		0	0	0
Passifs non courants		11 122	7 505	7 505
Passifs courants				
Avantages du personnel courants	10	372	368	368
Avances faites aux États retardataires	6	173	4 061	4 061
Dettes fournisseurs courantes		474	583	583
Autres créditeurs courants	11	429	984	984
Passifs courants		1 448	5 996	5 996
Total Passif		12 570	13 501	13 501

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2012	2011 (retraité)	2011 (audité)
Produits opérationnels				
Contributions	12	11 875	11 590	11 590
Souscriptions	13	320	271	271
Autres produits	14	998	986	986
Total des produits opérationnels		13 193	12 847	12 847
Charges opérationnelles				
Personnel	10	7 358	6 611	6 611
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	10	2 369	2 270	2 270
Services généraux	15	958	1 092	1 092
Dépenses de fonctionnement de laboratoire		372	574	574
Maintenance des bâtiments		235	260	260
Amortissement	4	1 887	1 986	2 851
Autres charges opérationnelles	4, 16	3 660	240	240
Total des charges opérationnelles		16 839	13 033	13 898
Résultat des activités opérationnelles		(3 646)	(186)	(1 051)
Charges financières		8	8	8
Résultat des activités ordinaires		(3 654)	(194)	(1 059)
Résultat de l'exercice		(3 654)	(194)	(1 059)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Réserve de réévaluation	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2011 (audit)	(1 203)	0	45 099
Changement de méthodes comptables			(4 002)
Solde au 1^{er} janvier 2011 (retraité)	(1 203)	0	41 097
Affectation du résultat de l'exercice précédent	1 203		(1 203)
Résultat de l'exercice	(194)		
Solde au 31 décembre 2011	(194)	0	39 894
Affectation du résultat de l'exercice précédent	194		(194)
Résultat de l'exercice	(3 654)		
Solde au 31 décembre 2012	(3 654)	0	39 700

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions		11 352	11 703
Souscriptions		322	244
Remboursement de TVA		613	423
Autres recettes		1 085	394
Personnel		(5 885)	(5 532)
Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM		(2 915)	(3 303)
Fournisseurs		(1 867)	(2 319)
Frais financiers		(8)	(8)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		2 697	1 602
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Achats d'immobilisations		(1 089)	(2 035)
Recettes de ventes d'immobilisations		0	7
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		(1 089)	(2 028)
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		11 706	12 132
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8	13 314	11 706

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

LA MISSION ET LE RÔLE DU BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 54 au 31 décembre 2012, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

Le BIPM a pour mission d'assurer et de promouvoir la comparabilité mondiale des mesures, en fournissant notamment un système international d'unités cohérent essentiel pour :

- les découvertes et l'innovation scientifiques,
- la production industrielle et le commerce international,
- la préservation de la qualité de vie et de l'environnement.

Du fait de son caractère international et impartial, le BIPM joue un rôle unique qui lui permet de :

- coordonner la mise en œuvre et l'amélioration du système mondial de mesure afin de garantir l'exactitude et la comparabilité des résultats de mesure,
- entreprendre certaines activités scientifiques et techniques qui sont plus efficacement menées, dans ses laboratoires, en commun au nom des États Membres,
- promouvoir l'importance de la métrologie pour la science, l'industrie et la société, notamment en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux et en participant à des forums internationaux.

Le rôle unique du BIPM lui permet de remplir sa mission en mettant en place l'infrastructure technique et organisationnelle du Système international d'unités (SI) qui constitue le fondement de la traçabilité des résultats de mesure au niveau international.

Le BIPM accomplit sa mission en menant des activités techniques dans ses laboratoires et en effectuant un travail de coordination internationale.

Les objectifs du BIPM sont les suivants:

- établir et maintenir des étalons de référence appropriés, utilisés pour conduire, au plus haut niveau métrologique, un nombre limité de comparaisons clés internationales ;
- coordonner les comparaisons internationales des étalons de mesure nationaux par l'intermédiaire des Comités consultatifs du Comité international des poids et mesures (CIPM), en jouant le rôle de laboratoire pilote pour certaines comparaisons considérées prioritaires et en menant les travaux scientifiques requis pour ce faire ;
- proposer certains services d'étalonnage aux États Membres ;
- coordonner des activités entre les laboratoires nationaux de métrologie des États Membres, notamment par l'intermédiaire de l'Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM (CIPM MRA), et leur fournir des services techniques afin de soutenir leur travail ;
- collaborer, selon les besoins, avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux, directement ou par l'intermédiaire de comités communs ;

- organiser des réunions scientifiques visant à identifier les évolutions futures du système mondial de mesure qui seront nécessaires pour répondre aux exigences actuelles et à venir en matière de mesures dans l'industrie, les sciences et la société ;
- informer, par le biais de publications et réunions, la communauté scientifique, le grand public et les décideurs sur les questions liées à la métrologie et à ses avantages.

La Convention du Mètre, instrument constitutif du BIPM, a créé le Bureau international des poids et mesures (BIPM), scientifique et permanent, dont le siège est situé au Pavillon de Breteuil, Sèvres, à proximité de Paris, et a mis en place une structure organisationnelle pour sa gouvernance.

La Conférence générale des poids et mesures (CGPM) est l'organe plénier du BIPM ; elle rassemble des délégués de tous les Gouvernements contractants. Elle se réunit au moins une fois tous les six ans, en général tous les quatre ans, pour examiner l'état du Système international d'unités (mieux connu sous le sigle « SI ») et prendre les dispositions nécessaires pour répondre aux futurs besoins technologiques, scientifiques et commerciaux au niveau mondial. La CGPM adopte également des Résolutions portant sur les besoins les plus importants de la métrologie internationale et trace ainsi la voie des évolutions de la science métrologique. Elle reçoit le Rapport du Comité international des poids et mesures (CIPM) sur les travaux accomplis et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du CIPM.

Le **CIPM** est l'organe qui exerce la direction et la surveillance exclusives du BIPM ; il compte 18 membres élus à titre individuel, de nationalité différente. Le CIPM se réunit tous les ans et dirige tous les travaux métrologiques que les États Membres ont décidé de faire exécuter en commun ; il institue la coopération de spécialistes dans les domaines de la métrologie et coordonne les résultats de leurs travaux ; il élabore un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du BIPM ; il approuve le texte de la *Convocation* de la CGPM et du *Programme de travail* soumis à l'approbation de la CGPM ; il rend compte des travaux accomplis à la CGPM ; il adresse aux États Membres, par l'intermédiaire du bureau du CIPM, le *Rapport annuel sur la situation administrative et financière du BIPM* ; il élabore, sur proposition du directeur, le budget annuel ; il approuve les états financiers annuels et les règlements administratifs et financiers ; il administre la gestion de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les laboratoires et bureaux du BIPM comprennent des laboratoires de métrologie dans les domaines des masses, du temps, de l'électricité, des rayonnements ionisants et de la chimie. Le BIPM compte environ 75 membres du personnel scientifiques et de soutien qui assurent le fonctionnement harmonieux du système métrologique international.

Particularités en matière d'impôts et taxes

Conformément à l'Accord de siège conclu avec l'État français, le BIPM bénéficie d'un certain nombre de privilèges et immunités lui permettant d'accomplir sa mission ; il est en particulier exonéré de tout impôt direct. Le BIPM supporte la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les conditions de droit commun en France. Toutefois, la TVA perçue par l'État français afférente aux achats d'une certaine importance effectués par le BIPM pour ses besoins officiels fait l'objet d'un remboursement par l'État français, sur la base d'un relevé quadrimestriel des factures payées.

Les importations effectuées dans le cadre du fonctionnement du BIPM sont exonérées du paiement des droits de douane et de la TVA.

Note 2 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'*International Public Sector Accounting Standards Board* (IPSASB), et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2012 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers). De plus, les normes suivantes ont été appliquées par anticipation :

IPSAS 28 – Instruments financiers : Présentation (01/10) (obligatoire pour les états financiers annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013)

IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et Évaluation (01/10) (obligatoire pour les états financiers annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013)

IPSAS 30 – Instruments financiers : Informations à fournir (01/10) (obligatoire pour les états financiers annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013)

et IPSAS 32 – Accords de concession de service : concédant (10/11) (obligatoire pour les états financiers annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014). Cette norme n'est pas applicable aux activités du BIPM et donc sans effet sur les états financiers.

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Les états financiers ont aussi été établis sur la base du coût historique, sauf pour la réévaluation de certaines immobilisations corporelles.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les dispositions de la Convention du Mètre et de son Règlement annexé, les résolutions adoptées par la CGPM et les décisions du CIPM.

Les principales options retenues pour les états financiers de 2012 sont présentées ci-après :

1. Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement. Le BIPM a anticipé l'application des trois nouvelles normes sur les instruments financiers (IPSAS 28 – Instruments financiers : Présentation, IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et Évaluation, IPSAS 30 – Instruments financiers : Informations à fournir), qui sont obligatoires pour les états financiers des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, pour :

- améliorer la qualité de l'information financière fournie à ses parties prenantes, en présentant de façon séparée la part courante et la part non courante des Contributions des États Membres et des Avances faites aux États retardataires par les autres États Membres dans l'État de la situation financière,
- et appliquer de façon cohérente ces trois nouvelles normes à ces actifs et passifs, comptabilisés au coût amorti à compter de la date de la signature de ces accords de rééchelonnement.

L'anticipation de ces trois nouvelles normes n'a pas eu d'impact sur la présentation des Contributions des États Membres et des Avances faites aux États retardataires par les autres États Membres telles qu'auditées au

31 décembre 2011, puisqu'elles étaient comptabilisées en actifs courants et en passifs courants, étant (en principe) immédiatement exigibles (voir note 6).

2. Concernant les bâtiments, en 2012, un changement de méthode comptable a été effectué, de façon rétrospective, de telle sorte que les états financiers fournissent une information améliorée et plus appropriée sur les effets des transactions, autres événements et conditions sur la situation financière et la performance financière du BIPM (IPSAS 3, § 17 et 27). Ce changement de méthode comptable a été adopté par le BIPM sur la base de son expérience de l'utilisation de ses bâtiments. Ceux-ci, initialement comptabilisés selon la méthode du coût de reproduction, sont désormais valorisés selon la méthode du coût de remplacement amorti (voir note 4).

3. Les changements d'estimation comptable suivants ont été effectués de façon prospective (c'est-à-dire que le changement est comptabilisé dans les états financiers de 2012 et des exercices suivants) :

- l'amortissement des bases de données de la KCDB, du JCRB et du JCTLM, qui étaient considérées avoir une durée d'utilité indéfinie. Du fait d'événements survenus en 2012 (la décision de refondre le site internet du BIPM et la KCDB, ainsi que la mise à jour attendue du logiciel utilisé pour la base de données du JCTLM), il a été déterminé que la durée d'utilité de ces bases de données prendrait fin dans 4 ans, 4 ans et 9 ans, respectivement.
- la décomptabilisation de certains éléments de la balance du watt, équipement scientifique qui était antérieurement comptabilisé en équipement scientifique en développement et qui n'est plus utile pour le nouveau prototype de balance du watt. Ces éléments s'élèvent à 2 004 milliers d'euros. Ce nouveau prototype de balance du watt reste comptabilisé en tant qu'équipement scientifique en développement pour 768 milliers d'euros.
- la décomptabilisation de la balance du watt supraconductrice qui était antérieurement comptabilisée en équipement scientifique en développement pour 110 milliers d'euros, car la balance du watt supraconductrice est un projet terminé qui ne sera pas utilisé à l'avenir (voir note 4).

4. T-soft, comptabilisé en tant qu'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéfinie, a fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à IPSAS 21. En 2012, sa valeur de service recouvrable a été déterminée en utilisant le coût de remplacement amorti, et sa valeur a été comparée au coût de développement attendu de l'UTC rapide, une nouvelle solution pour prédire le Temps universel coordonné (UTC), estimé à 220 milliers d'euros. Aussi, T-Soft, valorisé à 1 434 milliers d'euros dans les états financiers 2011 du BIPM, a été déprécié en considérant que son coût de remplacement amorti utilisé pour déterminer sa valeur de service recouvrable ne devrait pas excéder 220 milliers d'euros, et en comptabilisant une dépréciation de 1 214 milliers d'euros en 2012 (voir note 4).

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Comptabilisation des produits

La dotation comprend les parties fixe et complémentaire visées à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre. La dotation couvre les dépenses générales liées à la mission et aux activités fondamentales du BIPM qui présentent un intérêt commun pour tous les États Membres, y compris les dépenses de fonctionnement, d'investissement en équipement scientifique, de travaux d'entretien et de rénovation des bâtiments, et celles relatives aux ressources humaines.

Contributions des États Membres

La dotation est répartie entre les États Membres conformément à l'article 20 du Règlement annexé à la Convention du Mètre et aux décisions adoptées par la CGPM au cours de ses 11^e, 16^e et 18^e réunions.

La contribution de chaque État Membre pour l'exercice financier, qui est notifiée aux États Membres dans la « *Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour*

l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale », est déterminée selon la méthode approuvée par la CGPM sur la base du *Barème des quote-parts pour la répartition des dépenses des Nations Unies* adopté par l'Organisation des Nations Unies en vigueur lors de l'établissement du tableau des parts contributives et pour la période mentionnée dans le *Barème*. Lorsque ce *Barème* n'est pas connu pour l'exercice financier en question, le *Barème* précédent est maintenu jusqu'à ce que le nouveau *Barème* soit disponible ; les contributions de l'exercice financier sont alors recalculées en utilisant le nouveau *Barème* et les ajustements nécessaires sont faits dans la NOTIFICATION suivante.

La contribution de chaque État Membre ne peut être inférieure à un minimum, ni supérieure à un maximum. Les montants maximum et minimum ont été fixés par la CGPM lors de sa 11^e réunion à 10 % et à 0,5 % de la dotation totale. Depuis la 16^e réunion de la CGPM, ces maximum et minimum sont réévalués au début de chaque quadriennium en les multipliant par un facteur $100/(100 + x)$, où « x » est égal à la somme des pourcentages de répartition des États Membres ayant adhéré à la Convention du Mètre au cours du précédent quadriennium.

L'établissement du tableau des parts contributives tient également compte de l'obligation des États Membres de verser des sommes supplémentaires destinées à parfaire la dotation, en raison des États Membres débiteurs dont les avantages et prérogatives sont suspendus conformément à l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre.

Le BIPM ne comptabilise pas la contribution discrétionnaire supplémentaire des États Membres qui n'ont pas payé leur contribution depuis plus de six ans, ni pour ceux qui ont déclaré leur intention de ne pas s'acquitter de leur part de cette contribution discrétionnaire supplémentaire. Quand le BIPM reçoit le paiement d'une contribution discrétionnaire supplémentaire qui n'avait pas initialement été comptabilisée, cette contribution est comptabilisée en Contribution discrétionnaire supplémentaire si elle se rapporte à l'exercice ou en Autres produits si elle se rapporte à un exercice antérieur.

Si un État Membre précédemment débiteur de plus de trois ans verse ses arriérés de contributions, alors les avances faites par les autres États Membres leur sont restituées.

Les dispositions applicables aux contributions arriérées sont les suivantes : article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre, Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM lors de sa 23^e réunion et Résolution 7 (2011) adoptée par la CGPM lors de sa 24^e réunion.

Les contributions restant dues des États Membres exclus constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 (2007) adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion, un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion (voir note 6).

Les contributions sont notifiées en euros (la monnaie de fonctionnement du BIPM) et sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Contributions de nouveaux États Membres

En vertu de l'article 11 de la Convention du Mètre et de la décision du CIPM adoptée lors de sa 49^e session, un État qui acquiert la qualité d'État Membre au cours d'un exercice financier doit verser une contribution d'entrée égale à sa première contribution annuelle et doit verser une contribution pour l'exercice financier conformément aux dispositions précisées ci-dessus.

Lorsqu'un État Associé adhère à la Convention du Mètre, sa contribution d'entrée est réduite d'un montant égal aux souscriptions qu'il a payées en qualité d'Associé pour un montant maximum correspondant à cinq ans de souscriptions, conformément à la Résolution 5 adoptée par la CGPM à sa 23^e réunion.

Souscriptions des Associés

En vertu de la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion, les États et Économies Associés à la CGPM versent une souscription annuelle au BIPM, afin de couvrir le coût des services que le CIPM met à leur disposition.

Les souscriptions obligatoires de chaque État ayant acquis le statut d'Associé avant l'adoption de nouvelles dispositions votées par la CGPM en octobre 2011 lors de sa 24^e réunion (cf. Résolution 4 (2011)) sont déterminées sur la base de sa contribution aux Nations Unies, comme pour les États Membres, mais en appliquant un minimum égal à 0,05 % de la dotation annuelle du BIPM.

En vertu de la Résolution 4 adoptée par la CGPM à sa 24^e réunion, pendant une période initiale de cinq ans suivant l'accession au statut d'Associé à la CGPM, les États Associés acquitteront une souscription annuelle déterminée à partir de leur contribution à l'Organisation des Nations Unies, comme pour les États Parties à la Convention du Mètre, avec un minimum égal à 0,1 % de la dotation annuelle du BIPM. Cette décision est applicable aux États Associés à la date de cette réunion (octobre 2011) pour le calcul de leur souscription à compter de l'exercice 2013. Après la période initiale de cinq ans susmentionnée, si le CIPM considère, sur le fondement des critères qu'il a adoptés, qu'il est approprié qu'un État Associé devienne État Partie à la Convention du Mètre, le montant de la souscription dudit Associé sera augmenté tous les ans progressivement et de manière irréversible afin d'atteindre, après cinq ans, un montant équivalent à 90 % de la contribution annuelle dont cet État devrait s'acquitter s'il était État Partie à la Convention du Mètre.

Cette augmentation progressive et irréversible sera applicable au 1^{er} janvier de la deuxième année suivant la décision du CIPM d'encourager l'Associé à adhérer à la Convention du Mètre. L'examen de la situation des États Associés par le CIPM en 2011 sera utilisé aux fins d'application de la Résolution 4 (2011), et la première augmentation des souscriptions prendra effet en 2013. Une telle augmentation ne sera pas appliquée aux États Associés dont la souscription annuelle est déjà égale à la contribution dont ils devraient s'acquitter s'ils étaient États Parties à la Convention du Mètre. Tant qu'un État Associé ne remplit pas les critères susmentionnés pour être encouragé à adhérer à la Convention du Mètre, il continuera à bénéficier des avantages du statut d'Associé, tel que prévu par la Résolution 3 adoptée par la CGPM à sa 21^e réunion (1999), ainsi que des services du BIPM que le CIPM a mis à sa disposition, et sa souscription demeurera déterminée comme durant la période initiale de cinq ans.

Les souscriptions obligatoires sont payables en euros, ou dans une devise convertible en euros, au début de chaque année.

Un Associé qui n'a pas réglé sa souscription pendant trois années cesse d'être Associé ; il peut le redevenir en acquittant ces arriérés.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt sont calculés pro rata temporis, par référence au principal encours et au taux d'intérêt effectif applicable. Les autres produits, y compris les remboursements de frais par des tiers, sont pris en compte lorsqu'ils sont acquis au BIPM selon les termes des contrats convenus, ou, en l'absence de contrats, lors de leur encaissement.

Contrats de location

Le BIPM n'a aucun contrat de location-financement.

Les loyers payables dans le cadre de contrats de location simple sont comptabilisés en charges linéairement sur la durée du bail correspondant, même si les paiements ne sont pas effectués sur cette base.

Devises

Les contributions des États Membres, la contribution discrétionnaire supplémentaire et les souscriptions des Associés sont payables en euros ou dans une devise convertible en euros. Si elles sont payées dans une devise convertible en euros, elles sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération, ce qui signifie que le BIPM n'est alors pas exposé au risque de change.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que des bases de données, des logiciels et des sites web, ainsi que certains frais de développement qui répondent aux critères définis par IPSAS 31.

Les immobilisations incorporelles amortissables sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, généralement estimée à cinq ans pour les logiciels.

Les immobilisations incorporelles à durée de vie finie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéfinie sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. Elles sont soumises à un test de dépréciation annuel conformément à IPSAS 21, en utilisant le coût de remplacement amorti pour estimer leur valeur de service recouvrable.

Immobilisations corporelles

Bâtiments

Le BIPM a son siège dans le domaine du Pavillon de Breteuil, situé dans un parc de plus de quatre hectares au sein du Domaine national de Saint-Cloud, qui lui a été concédé par l'État français en 1875.

Trois des sept bâtiments de l'ensemble immobilier du BIPM constituent son patrimoine historique. Il s'agit :

- du Pavillon de Breteuil construit en 1672, rénové entièrement en 1875,
- du Petit Pavillon construit en 1672, rénové entièrement en 1875 et partiellement en 2007,
- de l'Observatoire construit en 1878.

Les quatre autres bâtiments, ainsi que le Nouvel Observatoire, constituent le patrimoine non historique du BIPM. Il s'agit :

- du Nouvel Observatoire construit en 1929,
- du bâtiment des rayonnements ionisants construit en 1964,
- du bâtiment des lasers construit en 1984, rénové partiellement en 2011,
- du Nouveau Pavillon construit en 1988,
- du Pavillon du Mail construit en 2001.

Le BIPM dispose d'une « concession de jouissance » aux termes d'une convention signée le 4 octobre 1875 avec l'État français et amendée en 1930 et 1964, qui lui impose d'entretenir les actifs qui lui ont été concédés « pour tout le temps que fonctionnera » le BIPM. Le BIPM a le droit de faire construire de nouveaux bâtiments sur le site qui lui a été concédé. Si une décision de déménagement du siège du BIPM était prise, le BIPM devrait restituer ces bâtiments à l'État français. Aucune décision n'ayant été prise en ce sens, le BIPM considère donc qu'il peut utiliser ces bâtiments, et éventuellement en faire construire d'autres, pour les besoins de ses activités, en se comportant comme un propriétaire. Le BIPM a choisi de ne pas valoriser le terrain concédé dans ses états financiers.

Le BIPM comptabilise l'ensemble de ses bâtiments en immobilisations corporelles, considérant, conformément à IPSAS 17, qu'il s'agit bien d'actifs identifiables, contrôlés par le BIPM du fait d'événements passés et procurant des avantages économiques futurs ou un potentiel de service au BIPM.

Les bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon.

Les composants des bâtiments historiques et non historiques sont évalués de la même façon, en fonction de leur durée d'utilité, à savoir :

- structure de bâtiment : non amortie ;
- façade, ravalement, toiture : 30 ans ;
- chaufferie : 20 ans ;
- installations générales et techniques : 20 ans ;
- agencements, aménagements : 15 ans.

L'évaluation des bâtiments à la juste valeur a été effectuée au 1^{er} janvier 2009 par un expert indépendant afin d'établir la valeur initiale des bâtiments du BIPM à cette date.

Une réévaluation des bâtiments est effectuée par un expert indépendant tous les douze ans afin de s'assurer que l'évolution de la valeur du patrimoine du BIPM se reflète bien dans son État de la situation financière sur le long terme. La juste valeur retenue dans le cadre de l'évaluation des bâtiments du BIPM est le coût de remplacement amorti.

Équipements scientifiques

Le BIPM possède des équipements scientifiques lui permettant d'accomplir sa mission. Au sein de ces équipements, plusieurs composants sont identifiés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs, de 5 à 75 ans, ou indéfinie pour quelques étalons.

Les durées d'utilité sont revues régulièrement et les changements d'estimation, si nécessaire, sont comptabilisés sur une base prospective.

Le coût de remplacement d'un composant d'un équipement scientifique est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au BIPM et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Les équipements scientifiques sont évalués au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, sauf pour les étalons non amortissables qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale.

Autres immobilisations

Les autres immobilisations du BIPM comprennent des actifs historiques du BIPM, notamment des biens scientifiques historiques qui constituent une « mémoire » des équipements utilisés par le passé en métrologie, qui

ne sont pas amortis et qui font l'objet d'une réévaluation duodécennale par un expert indépendant, la première évaluation à la juste valeur ayant été effectuée au 1^{er} janvier 2009, ainsi que d'autres immobilisations, évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, amorties linéairement selon leur durée d'utilité, de 2 à 25 ans.

Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges dans l'État de la performance financière au moment où ils sont encourus.

Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée en Autres charges opérationnelles.

Après dépréciation, la nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur au cours des exercices antérieurs, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque clôture annuelle. La valeur comptable de l'actif, modifiée en raison de l'augmentation de sa valeur recouvrable, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette des amortissements) si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des exercices antérieurs. La reprise de perte de valeur est immédiatement comptabilisée en résultat dans l'État de la performance financière.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti et comprend les coûts d'acquisition, de fabrication et de transformation de stocks.

Pour les stocks fabriqués et les travaux en cours, essentiellement les prototypes de masse, le coût comprend une quote-part appropriée de frais généraux fondés sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Contributions des États Membres, Souscriptions des Associés et Autres créances

Les contributions des États Membres, souscriptions des Associés et autres créances sont comptabilisées au coût amorti.

Aucune dépréciation n'est comptabilisée au titre des contributions des États Membres et des souscriptions des Associés.

Pour toutes les autres créances, une dépréciation au titre des montants considérés comme irrécouvrables est comptabilisée sur la base d'un examen des montants restant dus à la date de clôture.

Actifs financiers courants

Les actifs financiers courants comprennent des fonds communs de placement en obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur juste valeur, en tant qu'actifs disponibles à la vente. Les actifs financiers courants sont inclus dans Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés dans l'État de la situation financière. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en Autres produits ou Autres charges opérationnelles dans l'État de la performance financière.

La trésorerie et équivalents de trésorerie faisant l'objet de restrictions sont présentés sur une ligne séparée dans l'État de la situation financière.

Les disponibilités comprennent les fonds en caisse et en banque, les dépôts à terme et d'autres placements très liquides à court terme qui sont facilement convertibles en une somme connue et qui ne présentent qu'un risque insignifiant de modification de leur valeur.

La trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés comprennent :

- Report de crédits engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses engagées mais dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours sont automatiquement reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont utilisés uniquement pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report (Règlement financier, article 10) ;
- Report de crédits non engagés au budget de l'exercice financier suivant : les crédits correspondant à des dépenses non engagées et dont le paiement n'est pas effectué à la fin de l'exercice financier en cours peuvent être reportés au budget de l'exercice financier suivant. Les crédits ainsi reportés sont soit utilisés pour honorer les engagements de dépenses qui ont justifié leur report, soit transférés au Fonds de Réserve (Règlement financier, article 9) ;
- Fonds de réserve : il existe un Fonds de Réserve destiné à couvrir les fluctuations dans le versement des contributions annuelles des États Membres. Le Fonds de Réserve est financé par les crédits correspondant aux dépenses non engagées et pour lesquelles aucun paiement n'est effectué à la fin de l'exercice financier, et qui n'ont pas été reportées au budget de l'exercice financier suivant. Le montant maximum du Fonds de Réserve est déterminé par le CIPM quand il approuve le budget (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds de Réserve devrait représenter 35 % du montant total de la dotation de l'exercice à venir ainsi que des contributions pour ledit exercice financier des États qui ont adhéré à la Convention du Mètre après l'adoption de ladite dotation et au plus tard le 31 décembre de l'exercice en cours ;

- Fonds d'Investissement : un Fonds d'Investissement destiné à couvrir les coûts d'infrastructure du BIPM inclut l'amortissement d'équipements, tout autre investissement supplémentaire nécessaire, et toute autre dépense imprévue. Le financement de ce Fonds est assuré par toute somme que le CIPM déciderait de transférer du Fonds de Réserve ainsi que par la contribution d'entrée acquittée par les États accédant au BIPM représentant leur soutien à l'infrastructure du BIPM (Règlement financier, article 16).

Lors de sa réunion de 2010, le CIPM a décidé que le Fonds d'investissement serait constitué des fonds restants. Les sommes sont automatiquement transférées du Fonds d'investissement au Fonds de Réserve, ou du Fonds de

Réserve au Fonds d'investissement, pour être en conformité avec cette décision du CIPM, qui restera en vigueur jusqu'à ce que le CIPM en décide autrement.

Risques financiers

Le BIPM a élaboré des stratégies de gestion des risques conformément à son Règlement financier. Le BIPM est exposé à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. Le BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, le BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et est limité en raison des dispositions de l'article 6 du Règlement annexé à la Convention du Mètre relatives aux avances faites par les États Membres en cas de défaillance à ses obligations de paiement d'un État Membre débiteur (voir Note 1).

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'il devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Avantages du personnel

Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Le BIPM comptabilise en charges les cotisations et contributions à payer à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Lors de son départ à la retraite, tout membre du personnel de plus de 50 ans, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, reçoit une indemnité égale à une fraction du traitement défini dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*. La provision pour indemnité de départ à la retraite représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans les allocations familiales et sociales.

Provision pour assurance maladie

Les membres du personnel qui font valoir leurs droits à la retraite, qui sont affiliés au régime d'assurance lors de leur cessation de fonctions et qui n'exercent pas d'activité lucrative, peuvent continuer à bénéficier des avantages de l'assurance pour le risque maladie et pour les obsèques. La provision pour assurance maladie représente l'estimation des engagements actuariels des prestations définies pour l'assurance maladie des membres du personnel concernés. Les variations de la provision pour assurance maladie sont présentées sur une ligne séparée du tableau des charges de personnel (voir Note 10).

En 2009, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les cinq ans, la dernière révision ayant eu lieu en 2009.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Caisse des prêts sociaux

Le fonds de roulement de la Caisse des prêts sociaux, créée en 1973 par le CIPM pour accorder des prêts sociaux aux membres du personnel, est fixé à 1,2 % de la dotation annuelle du BIPM. Les prêts sociaux sont présentés en Prêts sociaux au personnel et les fonds restant disponibles sont inclus dans la Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés dans l'État de la situation financière.

Emprunts

Le BIPM n'a pas d'emprunt. Si les États Membres décidaient le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés au coût amorti.

Autres passifs non courants

Les autres passifs non courants sont comptabilisés au coût amorti.

Note 3 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif, et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des postes suivants :

- juste valeur des instruments financiers ;
- juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles au 1^{er} janvier 2009 : immeubles, actifs historiques, étalons, bases de données, etc. Le BIPM fait appel à des évaluateurs externes pour évaluer ces actifs ;

- provisions pour avantages du personnel, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement des actifs, le taux d'évolution des coûts médicaux, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Le BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses ;
- charges à payer ;
- actifs et passifs éventuels ;
- provisions pour litiges. Les réclamations contentieuses impliquant le BIPM sont évaluées en interne. Le BIPM peut dans certains cas faire appel à l'assistance d'avocats spécialisés ;
- tests de perte de valeur.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 4 Immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Étalons et équipements scientifiques	Machines-outils	Matériel roulant	Matériel de bureau	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Actifs historiques	Équipements scientifiques en développement	SOUS-TOTAL	Bâtiments	TOTAL
Valeur brute au 01/01/2011	2 363	17 884	994	153	110	785	501	485	3 030	26 305	20 545	46 850
Amortissements cumulés	(247)	(7 438)	(499)	(106)	(104)	(666)	(249)	0	0	(9 308)	(1 192)	(10 500)
Valeur nette comptable au 01/01/2011	2 116	10 446	495	47	6	119	252	485	3 030	16 997	19 353	36 350
Acquisitions	9	486	2 0		11	34	7	0	361	910	505	1 415
Cessions – valeurs brutes	0	(482)	(5)	0	0	(9)	0	0	(47)	(543)	0	(543)
Amortissement	(108)	(1 110)	(45)	(14)	(6)	(63)	(20)	0	0	(1 364)	(622)	(1 986)
Cessions – amortissements cumulés	0	348	5 0		0	9	0	0	0	362	0	362
Dépréciation	0	0	0 0		0	0	0	0	0	0	0	0
Autres variations	4	227	0 0		0	1	0	0	(232)	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2011	2 021	9 915	452	33	11	92	240	485	3 112	16 361	19 236	35 598
Valeur brute au 01/01/2012	2 376	18 114	990	153	121	812	508	485	3 112	26 671	21 050	47 721
Amortissements cumulés	(355)	(8 199)	(538)	(120)	(109)	(720)	(268)	0	0	(10 309)	(1 814)	(12 124)
Valeur nette comptable au 01/01/2012	2 021	9 915	452	33	11	92	240	485	3 112	16 361	19 236	35 597
Acquisitions	13	257	5 0		9	60	9	0	407	760	492	1 252
Cessions – valeurs brutes	0	(317)	0	0	.	(2)	0	0	(2 115)	(2 434)	(194)	(2 628)
Amortissement	(171)	(989)	(45)	(13)	(5)	(47)	(19)	0	0	(1 289)	(598)	(1 887)
Cessions – amortissements cumulés	0	126	0 0		0	2	0	0	0	128	157	285
Dépréciation	(1 214)	0	0	0	0	0	0	0	0	(1 214)	0	(1 214)
Autres variations	0	169	0 0		0	0	0	0	(169)	0	0	0
Valeur nette comptable au 31/12/2012	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Valeur brute au 31/12/2012	1 175	18 223	995	153	130	870	517	485	1 235	23 783	21 348	45 131
Amortissements cumulés	(526)	(9 062)	(583)	(133)	(114)	(765)	(287)	0	0	(11 470)	(2 255)	(13 725)

N.B. : L'information fournie ci-dessus pour 2011 relative aux Bâtiments n'est pas l'information fournie dans les états financiers audités de 2011, mais l'information retraitée tenant compte du changement de méthode comptable décrit ci-après.

Immobilisations incorporelles

Pour les exercices présentés, les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels, un site internet et des bases de données.

T-soft, comptabilisé en tant qu'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéfinie, a fait l'objet d'un test de dépréciation conformément à IPSAS 21. En 2012, sa valeur de service recouvrable a été déterminée en utilisant le coût de remplacement amorti, et sa valeur a été comparée au coût de développement attendu de l'UTC rapide, une nouvelle solution pour prédire le Temps universel coordonné (UTC), estimé à 220 milliers d'euros. Aussi, T-Soft, valorisé à 1 434 milliers d'euros dans les états financiers 2011 du BIPM, a été déprécié en considérant que son coût de remplacement amorti utilisé pour déterminer sa valeur de service recouvrable ne devrait pas excéder 220 milliers d'euros, et en comptabilisant une dépréciation de 1 214 milliers d'euros en 2012.

Concernant les autres bases de données, les changements d'estimation comptable suivants ont été effectués en 2012 : l'amortissement des bases de données de la KCDB, du JCRB et du JCTLM, qui étaient considérées avoir une durée d'utilité indéfinie. Du fait d'événements survenus en 2012 (la décision de refondre le site internet du BIPM et la KCDB, ainsi que la mise à jour attendue du logiciel utilisé pour la base de données du JCTLM), il a été déterminé que la durée d'utilité de ces bases de données prendrait fin dans 4 ans, 4 ans et 9 ans, respectivement.

Étalons et équipements scientifiques

En 2011, il a été procédé à l'inventaire tournant des étalons et équipements scientifiques de deux départements scientifiques (départements de la chimie et du temps). Par ailleurs, une revue complète des durées d'utilité des étalons et équipements scientifiques de tous les départements scientifiques a été effectuée en collaboration avec les directeurs de département, ce qui a contribué à modifier la durée d'utilité de certains étalons et équipements scientifiques. En 2012, il a été procédé à l'examen des étalons et équipements scientifiques du Département des rayonnements ionisants avant le départ à la retraite du directeur de ce département scientifique.

Les principaux investissements effectués en 2011 concernent un détecteur, un générateur d'azote, quatre sphères en silicium et trois étalons en platine iridié pour le Département des masses. Les principaux changements en 2012 concernent la mise en service du condensateur calculable et du pont d'impédance 1 hertz du Département de l'électricité, immobilisations qui figuraient en équipements scientifiques en développement au 31 décembre 2011.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions d'étalons et d'équipements scientifiques (y compris les équipements scientifiques en développement) s'élèvent 146 milliers d'euros en 2011 et 397 milliers d'euros en 2012.

En 2011, les principales sorties d'étalons et d'équipements scientifiques sont :

- le reclassement de platine iridié en stock afin qu'il soit utilisé pour produire des prototypes de masse destinés à être vendus ;
- le démontage et l'enlèvement d'une source de cobalt 60 ainsi que de son irradiateur du Département des rayonnements ionisants. ;
- et la mise au rebut de lasers du Département du temps.

En 2012, les principales sorties d'étalons et d'équipements scientifiques ont concerné deux sources d'uranium 238 du Département des rayonnements ionisants.

Il est à noter que le Département des rayonnements ionisants dispose actuellement de 26 sources scellées dont il a actuellement l'usage. Aucune provision pour démontage et enlèvement de ces sources ne figure dans les états financiers du BIPM car il existe une incertitude tant sur le montant que sur la date de démontage et d'enlèvement de ces sources, ce qui ne permet pas de satisfaire aux conditions de comptabilisation d'une provision.

Équipements scientifiques en développement

Les équipements scientifiques en développement concernaient essentiellement le projet de la balance du watt, projet prioritaire dans le cadre de l'actuel programme de travail et de celui à venir, pour 2 620 milliers d'euros en 2011, dont une augmentation de 321 milliers d'euros en 2011.

Certains éléments de la balance du watt, équipement scientifique qui était antérieurement comptabilisé en équipement scientifique en développement et qui n'est plus utile pour le nouveau prototype de balance du watt, qui s'élèvent à 2 004 milliers d'euros, ont été décomptabilisés en 2012. Ce nouveau prototype de balance du watt reste comptabilisé en tant qu'équipement scientifique en développement pour 768 milliers d'euros.

En 2012, la balance du watt supraconductrice, qui était antérieurement comptabilisée en équipement scientifique en développement pour 110 milliers d'euros, a été décomptabilisée puisqu'il s'agit d'un projet terminé qui ne sera pas utilisé à l'avenir.

Bâtiments

En 2012, le changement de méthode comptable suivant a été effectué, de façon rétrospective, de telle sorte que les états financiers fournissent une information améliorée et plus appropriée sur les effets des transactions, autres événements et conditions sur la situation financière et la performance financière du BIPM (IPSAS 3, § 17 et 27). Ce changement de méthode comptable a été adopté par le BIPM sur la base de son expérience de l'utilisation de ses bâtiments. Ceux-ci, initialement comptabilisés selon la méthode du coût de reproduction, sont désormais valorisés selon la méthode du coût de remplacement amorti.

En 2011, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la rénovation de la toiture du Petit Pavillon ;
- la finalisation de la rénovation du bâtiment des lasers commencée en 2010 ;
- la rénovation des laboratoires du Département des rayonnements ionisants du bâtiment des rayonnements ionisants ;
- la rénovation de l'appartement du directeur dans le Pavillon de Breteuil ;
- la création d'un nouveau local de stockage pour le Département des rayonnements ionisants.

En 2012, les principaux investissements du poste Bâtiments ont concerné :

- la rénovation de la toiture du Pavillon de Breteuil achevée début février 2013,
- la transformation de deux salles de l'Observatoire pour l'aménagement d'une salle informatique.

Les coûts de personnel du BIPM inclus dans les acquisitions du poste Bâtiments s'élèvent à 90 milliers d'euros en 2011 et 79 milliers d'euros en 2012.

En 2012, les principales sorties du poste Bâtiments ont concerné :

- les agencements intérieurs et les installations générales et techniques du bâtiment des lasers, totalement amortis, suite à la finalisation de la rénovation du bâtiment des lasers commencée en 2010,
- l'ancienne toiture du Petit Pavillon, totalement amortie, à la suite de sa rénovation en 2011.

Note 5 Stocks et travaux en cours

Le détail des stocks et travaux encours est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Stocks et travaux en cours		
Matières premières	421	421
Accessoires pour prototypes	17	17
Travaux en cours	43	43
Autres	7	9
Total des stocks et travaux en cours	488	490

Les matières premières sont des métaux précieux et les travaux en cours concernent essentiellement des prototypes de masse.

La variation des stocks et travaux en cours s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Au 1^{er} janvier	490	594
Mouvement de l'exercice	(2)	(104)
Au 31 décembre	488	490

Note 6 Contributions des États Membres

À l'actif, le détail des Contributions des États Membres restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012 (part non courante)	31 décembre 2012 (part courante)	31 décembre 2011
République du Cameroun	0	0	669
République populaire démocratique de Corée	0	0	920
République dominicaine	849	58	1 151
République islamique d'Iran	1 206	215	1 446
Autres États Membres	0	349	251
Total des Contributions des États Membres	2 055	622	4 437

Les valeurs actualisées des Contributions des États Membres de 907 millions d'euros et de 1 421 millions d'euros pour la République dominicaine et la République islamique d'Iran respectivement ont une valeur nominale de 1 093 millions d'euros et de 1 501 millions d'euros respectivement au 31 décembre 2012.

Au passif, le détail des Avances faites aux États retardataires par les autres États Membres est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012 (part non courante)	31 décembre 2012 (part courante)	31 décembre 2011
République du Cameroun	0	76	690
République populaire démocratique de Corée	0	0	822
République dominicaine	884	97	1 141
République islamique d'Iran	1 350	0	1 408
Total des Avances faites aux États retardataires	2 234	173	4 061

Les valeurs actualisées des Avances faites aux États retardataires de 981 millions d'euros et de 1 350 millions d'euros pour la République dominicaine et la République islamique d'Iran respectivement ont une valeur nominale de 1 196 millions d'euros et de 1 463 millions d'euros respectivement au 31 décembre 2012.

L'une des obligations principales d'un État Membre d'une organisation intergouvernementale est de respecter ses obligations financières. En effet, l'article 9 de la Convention du Mètre prévoit que les dépenses annuelles d'entretien du Bureau international des poids et mesures seront couvertes par des contributions des États Parties à la Convention du Mètre. L'article 6, alinéas 6 à 8, du Règlement annexé à la Convention du Mètre prévoit un mécanisme de répartition de la contribution d'un État demeuré trois années sans effectuer le versement de sa contribution. L'alinéa 7 dudit article prévoit également une suspension des avantages et prérogatives conférés audit État par l'adhésion à la Convention du Mètre. Cette disposition est appliquée à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran.

Cette importante et unique procédure permet au BIPM de continuer à remplir sa mission si un État Partie à la Convention du Mètre n'acquiesce pas sa contribution durant plus de trois années.

L'alinéa 8 de l'article 6 du Règlement précise qu'après trois nouvelles années, l'État déficitaire est exclu, et le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions de l'article 20 du Règlement.

La Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), a adopté la Résolution 8 relative aux contributions arriérées établissant le mécanisme d'adoption des décisions et une procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées ainsi que l'exclusion. Le Comité international des poids et mesures a adressé à la République du Cameroun, à la République populaire démocratique de Corée, à la République dominicaine et à la République islamique d'Iran une notification officielle les invitant à exécuter leurs obligations financières et leur rappelant la procédure régissant le recouvrement des contributions arriérées et l'exclusion. Au vu de la persistance de la République du Cameroun, de la République populaire démocratique de Corée, de la République dominicaine et de la République islamique d'Iran à ne pas exécuter leurs obligations financières, dont les arriérés s'élèvent à une somme totale de 3 983 milliers d'euros en 2010, 3 836 milliers d'euros desquels ont été répartis entre les autres États Parties à la Convention du Mètre, quatre projets de résolutions ont été proposés à l'ordre du jour provisoire de la 24^e réunion de la Conférence générale des poids et mesures (octobre 2011) demandant à la CGPM de prendre une décision quant à l'exclusion de chacun de ces États Membres.

Lors de sa 24^e réunion, en 2011, la Conférence générale des poids et mesures a adopté la Résolution 6 relative aux contributions arriérées des États Parties à la Convention du Mètre. La CGPM a ainsi réaffirmé l'absolue nécessité que les contributions des États Parties à la Convention du Mètre soient acquittées en temps et en heure et régulièrement pour permettre au BIPM de remplir sa mission et d'éviter des difficultés financières pesant sur son fonctionnement quotidien et a décidé :

- d'accorder aux États Parties ayant des contributions arriérées depuis plus de 6 ans un délai de 12 mois à compter de la date d'adoption de la Résolution 6 (2011) pour conclure avec le Comité international des poids et mesures (CIPM) un accord de rééchelonnement,
- que si un accord de rééchelonnement n'était pas conclu dans ce délai de 12 mois, ces États seront automatiquement exclus et le CIPM informera par écrit le Ministère français des Affaires étrangères et européennes aux fins de notification, à ces États et à l'ensemble des États Parties à la Convention du Mètre, de l'exclusion au nom de la CGPM, et
- que le calcul des contributions est rétabli conformément aux dispositions applicables dès l'année civile suivant l'exclusion.

Un accord de rééchelonnement a été conclu avec la République dominicaine et avec la République islamique d'Iran, respectivement le 1^{er} août pour un montant de 1 151 milliers d'euros et le 17 octobre 2012 pour un montant de 1 446 milliers d'euros.

Aucun accord de rééchelonnement n'ayant été conclu avec la République du Cameroun ni avec la République populaire démocratique de Corée, à l'issue du délai de 12 mois mentionné ci-dessus, ces États ont été automatiquement exclus le 22 octobre 2012. Leurs Contributions restant dues, respectivement de 669 milliers d'euros et de 975 milliers d'euros, ont été comptabilisées en pertes. Les Avances qui leur avaient été

faites par les autres États Membres, respectivement de 669 milliers d'euros et 877 milliers d'euros, ont été décomptabilisées. Ces montants constituent des actifs éventuels et des passifs éventuels car, conformément à la Résolution 8 adoptée par la Conférence générale des poids et mesures à sa 23^e réunion (2007), un État Membre exclu ne peut de nouveau adhérer à la Convention du Mètre que si le reliquat de ses contributions arriérées a été acquitté et si, conformément à l'article 11 de la Convention du Mètre, cet État Membre acquitte une contribution d'adhésion.

Note 7 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Créance de TVA	201	495
Autres créances	204	96
Total des Autres créances	405	591

Note 8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le détail de la valeur comptable de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2012
Trésorerie	6 245	375	348	-	-	4	6 972
Équivalents de trésorerie	1 498	-	-	-	-	-	1 498
Obligations	3 359	556	-	152	388	-	4 455
Total	11 102	931	348	152	388	4	12 925

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2011
Trésorerie	4 747	297	349	-	-	3	5 396
Équivalents de trésorerie	1 889	-	-	-	-	-	1 889
Obligations	3 359	543	-	151	368	-	4 421
Total	9 995	840	349	151	368	3	11 706

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2012
Trésorerie	6 245	375	348	-	-	4	6 972
Équivalents de trésorerie	1 514	-	-	-	-	-	1 514
Obligations	3 648	613	-	156	411	-	4 828
Total	11 407	988	348	156	411	4	13 314

(en milliers d'euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Autres	Total 31 décembre 2011
Trésorerie	4 747	297	349	-	-	3	5 396
Équivalents de trésorerie	1 907	-	-	-	-	-	1 907
Obligations	3 609	620	-	162	408	-	4 799
Total	10 263	917	349	162	408	3	12 102

Note 9 Trésorerie et équivalents de trésorerie, fonds réservés

Le détail de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, fonds réservés est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Report de crédits engagés au budget d'exercices financiers postérieurs à l'exercice financier	949	505
Report de crédits non engagés au budget et reportés au budget de l'exercice financier suivant	1 512	1 546
Factures non parvenues au 31 décembre	82	74
Fournisseurs à payer	474	583
Dettes - Prestations liées au personnel	9	4
Créditeurs divers	134	28
Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	59
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	204	794
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	0	6
Paiement du Cameroun – avance faite au Cameroun à rembourser aux autres États Membres	76	22
Paiement de la République dominicaine – avance faite à la République dominicaine à rembourser aux autres États Membres	112	0
Fonds de Réserve pour l'assurance maladie	242	305
Caisse des prêts sociaux	126	79
Fonds de réserve	4 071	4 012
Fond d'investissement	5 323	3 689
Total	13 314	11 706

Note 10 Avantages du personnel

Charges de personnel

(en milliers d'euros)	2012	2011
Traitements	4 880	4 724
Allocations familiales et sociales	1 073	963
Charges sociales	498	479
Indemnités de subsistance du personnel en détachement au BIPM	99	88
Variation de la provision pour assurance maladie	1 284	593
Production immobilisée de l'exercice	(476)	(236)
Total des charges de personnel	7 358	6 611

Effectifs

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Membres du personnel en contrat à durée indéterminée	73	72
Membres du personnel en contrat à durée déterminée	3	3
Personnel en détachement au BIPM	1	1
Total des effectifs	77	76

Un informaticien a été engagé le 2 mai 2011. Un chercheur associé a été engagé pour le Département de la chimie le 3 janvier 2011 et deux chercheurs associés ont terminé leur engagement respectivement le 28 février 2011 au Département de la chimie et le 31 août 2011 au Département de l'électricité.

M. Kühne, directeur du BIPM depuis le 1^{er} janvier 2011, a pris sa retraite le 31 décembre 2012. Au 1^{er} janvier 2013, M. Milton, qui avait rejoint le BIPM le 1^{er} octobre 2012 en qualité de sous-directeur / directeur désigné, a succédé à M. Kühne en tant que directeur du BIPM.

Un nouveau directeur du Département des rayonnements ionisants a été engagé le 1^{er} juillet 2012 pour remplacer le précédent directeur du Département des rayonnements ionisants qui a pris sa retraite le 31 mai 2012. Le chef de la section Secrétariat a pris sa retraite le 31 décembre 2012. Le responsable Qualité, santé et sécurité a quitté le BIPM le 31 décembre 2012 au terme de son engagement de durée déterminée.

Contribution à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 369 milliers d'euros en 2012 et 2 270 milliers d'euros en 2011.

Avantages du personnel courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Provision pour congés annuels	372	368
Total des avantages du personnel courants	372	368

Les variations de la provision pour congés annuels sont incluses dans les traitements.

Avantages du personnel non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Provision pour indemnité de départ à la retraite	303	204
Provision pour assurance maladie	8 585	7 301
Total des avantages du personnel non courants	8 888	7 505

Provision pour indemnité de départ à la retraite

Les variations de la provision pour indemnité de départ à la retraite sont incluses dans les allocations familiales et sociales.

Provision pour assurance maladie

En 2009, le BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles : taux d'actualisation et coûts futurs des prestations médicales. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité tous les cinq ans, la dernière révision ayant eu lieu en 2009.

Le BIPM procède à une évaluation actuarielle de la provision pour assurance maladie à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer ses obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel.

Les tableaux ci-après présentent l'évolution des engagements au titre de l'assurance maladie, les montants comptabilisés dans l'État de la situation financière, dans l'État de la performance financière, l'évolution des gains et pertes actuariels ainsi que les principales hypothèses actuarielles retenues.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
<i>Dans l'État de la situation financière</i>		
Provision pour assurance maladie	8 585	7 301
Provision pour assurance maladie	8 585	7 301
<i>Dans l'État de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	326	320
Intérêts sur l'obligation	272	263
(Gains) pertes actuariels	686	10
Variation de la provision pour assurance maladie	1 284	593
<i>Principales hypothèses actuarielles (exprimées en moyennes pondérées)</i>		
Taux d'actualisation à la clôture	3,19 %	3,72 %
Inflation des coûts médicaux (inflation médicale pure, l'effet du vieillissement de la population est pris en compte par le modèle)	3,8 %	3,8 %

L'hypothèse d'évolution des coûts médicaux retenue a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'État de la performance financière et dans l'État de la situation financière. Une variation d'un point de pourcentage dans l'hypothèse d'évolution des coûts médicaux aurait les effets suivants :

(en milliers d'euros)	Augmentation d'un point de pourcentage	Diminution d'un point de pourcentage
Impact sur le coût des services rendus et des intérêts sur l'obligation	255	(180)
Impact sur la provision pour assurance maladie	2 956	(2 128)

Note 11 Autres créiteurs courants

Le détail des Autres créiteurs courants restant dus à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Contributions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	204	794
Souscriptions reçues au cours de l'exercice financier et relatives à l'exercice financier suivant	0	6
Dette Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM	0	59
Autres	225	125
Total des Autres créiteurs courants	429	984

Note 12 Contributions

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Contributions	11 517	11 238
Contribution discrétionnaire supplémentaire	358	352
Total	11 875	11 590

Contributions

Le montant total des contributions comptabilisé en 2011 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2011 car le Royaume d'Arabie saoudite est devenu État Membre le 11 février 2011. Le BIPM lui a notifié sa contribution d'entrée comptabilisée en Autres produits (voir Note 14) ainsi que sa contribution pour 2011.

De même, le montant total des contributions comptabilisé en 2012 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2012 car la République tunisienne est devenue État Membre le 1^{er} février 2012. Le BIPM lui a notifié sa contribution d'entrée comptabilisée en Autres produits (voir Note 14) ainsi que sa contribution pour 2012.

Contribution discrétionnaire supplémentaire

Le montant total de la contribution discrétionnaire supplémentaire comptabilisé en 2011 est différent de celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2011 car la contribution discrétionnaire supplémentaire des États Membres qui ont déclaré leur intention de ne pas s'acquitter de cette contribution supplémentaire discrétionnaire au titre de 2011 n'a pas été comptabilisée. Il en est de même en 2012.

Note 13 Souscriptions des Associés

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Souscriptions des Associés	320	271

Le montant total des souscriptions comptabilisé en 2011 est supérieur à celui notifié dans la *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ÉTATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* de 2011 car la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro ont acquis le statut d'Associé à la CGPM respectivement le 24 mai 2011 et le 1^{er} août 2011 et se sont vu notifier leur souscription pour 2011.

Il en est de même en 2012 car le Sultanat d'Oman, la République du Botswana, la République arabe syrienne et la République de Namibie ont acquis le statut d'Associé à la CGPM le 8 mai 2012, le 30 mai 2012, le 31 mai 2012 et le 10 août 2012 respectivement et se sont vu notifier leur souscription pour 2012.

Note 14 Autres produits

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Autres produits		
<i>Metrologia</i>	114	93
Produits d'intérêt	225	253
Contribution d'entrée des nouveaux États Membres	29	111
Dons	60	88
Frais d'inscription réunions	25	17
Variation de juste valeur des actifs financiers	389	0
Autres	156	424
Total des autres produits	998	986

Metrologia

Le produit net reçu de l'*Institute of Physics Publishing* (IOPP), qui publie, pour le compte du BIPM, *Metrologia*, revue appartenant au BIPM, était de 114 milliers d'euros en 2012 et 93 milliers d'euros en 2011.

Produits d'intérêt

Les produits d'intérêt reçus par suite des placements des actifs financiers s'élevaient à 225 milliers d'euros en 2012 et 253 milliers d'euros en 2011.

Contribution d'entrée des nouveaux États Membres

Le Royaume d'Arabie saoudite, devenu État Membre le 11 février 2011, s'est vu notifier sa contribution d'entrée en 2011. La République tunisienne, devenue État Membre le 1^{er} février 2012, s'est vu notifier sa contribution d'entrée en 2012.

Dons

Le BIPM a reçu différents dons en 2011 pour :

- la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 52 milliers d'euros,
- un don de 29 milliers d'euros du Ministère des affaires étrangères et européennes de la République française à titre de participation à la location de locaux pour la 24^e réunion de la CGPM,
- un don de 7 milliers d'euros effectué par le *National Measurement Institute* (Australie).

Le BIPM a reçu différents dons en 2012 pour :

- la participation de l'*International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) au secrétariat du Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire (JCTLM) pour un montant de 53 milliers d'euros,
- un don de 7 milliers d'euros effectué par le *National Measurement Institute* (Australie).

Frais d'inscription réunions

Le BIPM a facturé 17 milliers d'euros au titre de frais d'inscription à des réunions organisées au siège du BIPM en 2011, qui sont en particulier liés à l'atelier « BIPM Workshop on Development of Advanced Time and Frequency Transfer Techniques ».

Le BIPM a facturé 25 milliers d'euros au titre de frais d'inscription à des réunions organisées au siège du BIPM en 2012, qui sont en particulier liés à l'atelier « Workshop on Challenges on Metrology for Dynamic Measurement' ».

Le BIPM a reçu une contribution de 2 milliers d'euros du *National Institute of Metrology of Japan* (Japon) pour l'atelier « Workshop on Challenges on Metrology for Dynamic Measurement » en 2012.

Autres

Les produits d'écarts de change sont de 51 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et de 43 milliers d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

En 2011, le BIPM a notamment :

- facturé 19 milliers d'euros de redevances à la suite d'un accord de licence passé en 2000 avec une société privée pour la commercialisation de la balance FB-2,
- cédé deux prototypes de masses pour les laboratoires nationaux de métrologie kényan et mexicain pour 113 milliers d'euros et des immobilisations pour 7 milliers d'euros,
- et comptabilisé 49 milliers d'euros correspondant à une année d'un financement de deux ans accordé par le *National Institute of Standards and Technology* (NIST, États-Unis d'Amérique) pour un projet du département de la chimie.

En 2012, le BIPM a notamment :

- comptabilisé 30 milliers d'euros pour la conception et la fabrication d'une chambre d'ionisation à cavité en graphite utilisée comme étalon primaire pour la mesure du kerma dans l'air pour l'ININ (Mexique),
- facturé 20 milliers d'euros à Euram et dans le cadre d'une collaboration dans le domaine de la programmation internationale de la recherche en métrologie,
- et comptabilisé 41 milliers d'euros correspondant à une année d'un financement de trois ans accordé par le *National Institute of Standards and Technology* (NIST, États-Unis d'Amérique) pour un projet du département de la chimie.

Note 15 Services généraux

Les charges de services généraux sont détaillées ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Services généraux		
Chauffage, eau, électricité	287	206
Assurances	34	34
Publications	31	58
Frais de bureau	133	153
Frais de réunions	116	246
Voyages et transport de matériel	277	243
Bibliothèque	42	125
Bureau du Comité	38	27
Total des services généraux	958	1 092

Note 16 Autres charges opérationnelles

Le détail des autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Autres charges opérationnelles		
Variation des stocks	2	104
Audit/revue	47	41
Moins value de cession d'immobilisations	2 343	62
Dépréciation d'immobilisations incorporelles	1 214	
Charges d'écarts de change	12	18
Autres	42	15
Total des autres charges opérationnelles	3 660	240

EXÉCUTION DU BUDGET**Exécution du budget 2012**(en milliers
d'euros)

	Montants réalisés 2012 (A)	Budget 2012 (B)	Écart (A) - (B)
<i>PRODUITS</i>			
1. Contributions des États Membres	11 875	11 814	61
2. Intérêts des fonds	225	246	-21
3. Recettes diverses	226	139	87
4. Souscriptions des Associés	320	280	40
5. <i>Metrologia</i>	114	90	24
<i>TOTAL DES PRODUITS</i>	12 760	12 569	191

(en milliers d'euros)												
	Montants réalisés 2012 (A)	Crédits engagés en 2011 et reportés en 2012 (B)	Crédits engagés en 2012 et reportés en 2013, 2014 et 2015 (C)	Exécution du budget 2012 (D) = (A) - (B) + (C)	Budget 2012 (E)	Crédits non engagés en 2011 et reportés au budget de 2012 (F)	Budget 2012 révisé (G)	Total Budget 2012 (H) = (E) + (F) + (G)	Différence (I) = (D) - (H)	Crédits engagés au budget de 2011 et reportés au budget de 2013	Crédits non engagés au budget de 2012 et reportés au budget de 2013	Différence nette
CHARGES												
<i>A. Dépenses de personnel</i>												
1. Traitements	4 876			4 876	5 000	28		5 028	-152			152
2. Allocations familiales et sociales	1 073			1 073	1 072	16		1 088	-15			15
3. Charges sociales	479			479	488	2		490	-11			11
	6 428	0	0	6 428	6 560	46	0	6 606	-178	0	0	178
<i>B. Contribution à la Caisse de retraite</i>												
	2 325	0	0	2 325	2 325	0	0	2 325	0	0	0	0
<i>C. Services généraux</i>												
1. Chauffage, eau, électricité	287			287	234			234	53			-53
2. Assurances	34			34	39			39	-5			5
3. Publications	31			31	56			56	-25		18	7
4. Frais de bureau	133			133	158			158	-25			25
5. Frais de réunions	116			116	139			139	-23			23
6. Voyages et transport de matériel	277			277	321			321	-44			44
7. Bibliothèque	42			42	150			150	-108		34	74
8. Bureau du Comité	38			38	39			39	-1			1
	958	0	0	958	1 136	0	0	1 136	-178	0	52	126
<i>D. Dépenses de laboratoires</i>												
	920	279	365	1 006	1 335	582	0	1 917	-911	20	964	-73
<i>E. Bâtiments (entretien et rénovation)</i>												
	650	10	125	765	641	919		1 560	-795	5	496	294
<i>F. Divers</i>	61	0	260	321	90	0		390	-69	0	0	69
TOTAL DES CHARGES	11 342	289	750	11 803	12 087	1 547	300	13 934	-2 131	25	1 512	594
SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE	1 418	289	750	957	482	1 547	300	-1 365	2 322	25	1 512	785

Le budget de l'année 2012 a été voté par le CIPM lors de sa 100^e réunion en octobre 2011. Il incluait un total de dépenses pour 2012 d'un montant de 12 087 milliers d'euros et un total de produits pour un montant de 12 569 milliers d'euros. Lors de l'adoption du budget, le CIPM a décidé que l'excédent budgétaire d'un montant correspondant, en août 2012, une révision budgétaire de 300 milliers d'euros afin de passer commande de platine iridiée nécessaire à la fabrication de prototypes de masses d'un kilogramme commandés par des laboratoires nationaux de métrologie d'États Membres.

Exécution du budget

Produits

Le montant des produits correspond au total des produits opérationnels figurant dans l'État de la performance financière à l'exception des produits d'écarts de change et des variations de juste valeur.

Charges

Le montant des charges correspond au total des charges opérationnelles figurant dans l'État de la performance financière à l'exception :

- des dotations aux amortissements,
- de la variation des stocks et travaux en cours,
- des variations des provisions telles que la provision pour assurance maladie, la provision pour congés payés,
- de la subvention des cotisations à l'assurance maladie des pensionnés prélevée sur le Fonds de réserve pour l'assurance maladie,
- des coûts de personnel imputés au développement d'immobilisations au cours de l'exercice,
- des charges d'écarts de change,
- des moins-values de cession des immobilisations,

auquel il convient d'ajouter les dépenses d'acquisition d'immobilisations de l'exercice, y compris les acomptes payés au cours de l'exercice.

L'exécution du budget de l'année 2012 fait ressortir un excédent budgétaire de 957 milliers d'euros, duquel il convient de déduire 1 512 milliers d'euros de crédits non engagés au budget des exercices 2011 et 2012 reportés au budget de l'exercice 2013. Ces crédits non engagés concernent principalement des équipements scientifiques pour un montant de 964 milliers d'euros, dont l'acquisition a été retardée en raison de l'avancement moins rapide que prévu de certains projets, ainsi que des projets de rénovation de bâtiments pour un montant de 496 milliers d'euros pour lesquels des études complémentaires de faisabilité ont été nécessaires avant leur lancement.

Produits

Le montant des produits réalisés s'élève à 12 760 milliers d'euros et est supérieur de 191 milliers d'euros par rapport au montant budgété en raison notamment de la contribution d'un montant de 55 milliers d'euros versée par la Tunisie lors de son adhésion à la Convention du Mètre, des souscriptions supplémentaires résultant des États qui sont devenus Associés au cours de l'exercice 2012 (voir Note 13) et des recettes diverses supplémentaires, en particulier le versement par la Tunisie de sa contribution d'entrée.

Charges

Le montant des charges réalisé s'élève à 11 342 milliers d'euros, montant dont il convient de déduire 289 milliers d'euros correspondant à des charges engagées sur des crédits de l'exercice 2011, et d'ajouter 750 milliers d'euros correspondant à des crédits engagés en 2012 et reportés au budget de 2013. Le montant de 11 803 milliers d'euros qui en résulte est à comparer avec le montant de 13 934 milliers d'euros soit le montant des charges budgété tel qu'adopté par le CIPM pour un montant de 12 087 milliers d'euros auquel il convient d'ajouter un montant de 1 547 milliers d'euros correspondant à des crédits non engagés au budget de l'exercice 2011 et reportés au budget de l'exercice 2012 ainsi qu'un montant de 300 milliers d'euros correspondant à une révision du budget pour financer l'achat de platine iridié.

Le montant des charges réalisé en 2012 est inférieur au montant des charges budgété d'un montant de 2 131 milliers d'euros. Compte tenu des crédits non engagés au budget de 2012 et reportés au budget de 2013 pour un montant de 1 512 milliers d'euros, l'excédent budgétaire s'élève à 594 milliers d'euros et concerne essentiellement les dépenses de personnel, les dépenses de fonctionnement ainsi que les dépenses de bâtiments.

Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel sont inférieures au budget de 178 milliers d'euros en raison essentiellement d'un poste qui n'a pas été pourvu en 2012 comme prévu initialement.

Les allocations familiales et sociales incluent des indemnités de subsistance versées aux scientifiques en détachement auprès du BIPM d'un montant de 99 milliers d'euros, un montant supérieur au budget de 17 milliers d'euros, le BIPM ayant réussi à attirer du personnel de laboratoires nationaux de métrologie en détachement auprès du BIPM.

Services généraux

Les dépenses relatives aux services généraux se sont élevées à 958 milliers d'euros et sont inférieures au budget de 178 milliers d'euros. En tenant compte des crédits non engagés au budget de 2012 et reportés au budget de 2013 pour un montant de 52 milliers d'euros, l'excédent budgétaire s'élève à 126 milliers d'euros. Ceci reflète une réduction des coûts des services généraux liés à des gains d'efficacité.

L'écart constaté résulte principalement du poste Bibliothèque ainsi que du poste Voyages et transport de matériel. Une revue des abonnements a été menée en 2012. Une politique révisée a été mise en œuvre consistant à n'acheter des articles qu'en tant que de besoin au lieu de souscrire à des abonnements à des revues et à souscrire à des abonnements par voie électronique moins onéreux que les versions papier. Quant au poste Voyages et transport de matériel, différents voyages pour assister à des conférences ainsi que pour effectuer des comparaisons sur site avaient été budgétés mais n'ont pu être effectués, ce qui explique l'écart entre les montants réalisés et les montants budgétés. Les dépenses de Chauffage, eau, électricité sont supérieures au montant budgété en raison d'une hausse du prix d'achat de ces services combinée à l'augmentation de la consommation d'électricité rendant urgente la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions planifiées de rationalisation de l'énergie.

Dépenses de laboratoires

Les dépenses de laboratoires se sont élevées à 920 milliers d'euros, montant dont il convient de déduire 279 milliers d'euros correspondant à des charges engagées sur des crédits de l'exercice 2011 et reportées au budget de 2012, et d'ajouter le montant de 365 milliers d'euros de crédits engagés sur le budget de 2012 mais qui ne seront payés qu'en 2013, 2014 et 2015. Le montant de 1 006 milliers d'euros qui en résulte est à comparer avec le montant figurant au budget tel qu'adopté par le CIPM, soit un montant de 1 335 milliers d'euros, auquel il convient d'ajouter un montant de 582 milliers d'euros correspondant à des crédits non engagés au budget de

l'exercice 2011 et reportés au budget de l'exercice 2012. Le total de 1 917 milliers d'euros qui en résulte est inférieur au budget d'un montant de 911 milliers d'euros en raison de crédits non engagés en 2012 et reportés en 2013 pour 964 milliers d'euros. Cependant, des équipements scientifiques ont été acquis pour des montants supérieurs à ceux budgétés, et des contrats de maintenance pluriannuels ont été signés car ils comportaient des conditions tarifaires nettement plus avantageuses que celles des contrats annuels. En conséquence, il a été nécessaire de procéder à un transfert d'un montant de 73 milliers d'euros d'un autre poste du budget.

Dépenses de maintenance et de rénovation des bâtiments

Les dépenses de maintenance et de rénovation des bâtiments se sont élevées à 650 milliers d'euros, montant dont il convient de déduire 10 milliers d'euros correspondant à des charges engagées sur des crédits de l'exercice 2011 et reportées au budget de 2012, et d'ajouter le montant de 125 milliers d'euros de crédits engagés sur le budget de 2012 mais qui ne seront payés qu'en 2013. Le montant de 765 milliers d'euros qui en résulte est à comparer avec le montant du budget tel qu'approuvé par le CIPM, soit 641 milliers d'euros, auquel il convient d'ajouter un montant de 919 milliers d'euros correspondant à des crédits non engagés au budget de l'exercice 2011 et reportés au budget de l'exercice 2012. L'écart entre le montant des dépenses de bâtiments réalisé et le montant budgété s'élève à 79 5 milliers d'euros. Cependant il convient de déduire le montant de 501 milliers d'euros reporté au budget de 2013 correspondant à des crédits non engagés au budget de 2011 et à des crédits non engagés au budget de 2012. Ce montant concerne en particulier des travaux de rénovation tels que la finalisation de la modernisation de l'infrastructure informatique du BIPM et la rénovation des cloisons du Nouveau Pavillon pour remédier aux dommages causés par des problèmes d'étanchéité. Le montant de 294 milliers d'euros qui résulte de la différence entre l'exécution du budget 2012 et le montant budgété pour 2012 doit être transféré au Fonds d'investissement. Ce montant résulte des solutions techniques retenues pour le câblage de l'infrastructure informatique qui n'a finalement nécessité ni de creuser des tranchées dans la cour, ni de procéder ensuite à la rénovation de la cour tel que cela avait été budgété.

En ce qui concerne les dépenses de maintenance, il a été possible de faire des économies d'efficacité d'un montant d'environ 33 milliers d'euros.

Divers

Le chapitre Divers est en excédent d'un montant de 69 milliers d'euros par rapport au montant budgété de 390 milliers d'euros en raison du coût d'achat du platine iridié pour produire des prototypes de masse d'un kilogramme finalement moins élevé que prévu.

3. — CONTRIBUTIONS PAYÉES EN 2012 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS							
	DATE DES VERSEMENTS	DATE OF PAYMENT	2009 et antérieures- 2009 and former financial periods	2010	2011	2012	2013	
Afrique du Sud - South Africa	10 mai	10 May				54 806,00		
Allemagne - Germany	16 mars	16 March				1 081 590,00		
Arabie saoudite - Saudi Arabia	28 mars	28 March				112 969,00		
Argentine - Argentina	2 avril	2 April				54 806,00		
Australie - Australia	17 mai	17 May				257 803,00	6 163,00	
Autriche - Austria	19 avril	19 April				116 324,00		
Belgique - Belgium	20 juin	20 June				146 524,00		
Brésil - Brazil	5 juillet	5 July				220 345,00		
Bulgarie - Bulgaria	19 mars	19 March				54 806,00		
Cameroun - Cameroon	18 juillet	18 July	54 809,59					
Canada - Canada								
Chili - Chile	14 mai	14 May				54 806,00		
Chine - China	21 novembre	21 November				436 216,00		
Croatie - Croatia	18 octobre	18 October				54 806,00		
Danemark - Denmark	2 mai	2 May				100 665,00		
Égypte - Egypt	7 mars	7 March				54 806,00		
Espagne - Spain	23 juillet	23 July				429 481,00	4 498,00	
États-Unis d'Amérique - United States of America	11 juin	11 June				330 803,00		
	12 novembre	12 November				551 339,00		
	13 décembre	13 December				199 448,00		
Fédération de Russie - Russian Federation	28 février	28 February				219 226,00		
Finlande - Finland								
France - France	10 février	10 February				836 639,00		
Grèce - Greece	16 mars	16 March				93 954,00		
Hongrie - Hungary	12 avril	12 April				54 103,00	703,00	
Inde - India	1 ^{er} mars	1 March				72 703,00		
Indonésie - Indonesia	21 décembre	21 December				54 806,00		
Iran (République islamique d') - Iran (Islamic Republic of)								
Irlande - Ireland	14 décembre	14 December					69 462,00	
Israël - Israel								
Italie - Italy	30 avril	30 April				656 735,00		
	4 octobre	4 October				26 669,00		
Japon - Japan	19 juillet	19 July				1 081 590,00		
Kazakhstan - Kazakhstan	29 juin	29 June				53 307,00	1 499,00	
Kenya - Kenya	5 mars	5 March				54 806,00		
Malaisie - Malaysia	13 mars	13 March				54 806,00		
Mexique - Mexico	30 mars	30 March				322 129,00		
Norvège - Norway	31 décembre	31 December					121 558,00	
Nouvelle-Zélande - New Zealand	28 mars	28 March				54 806,00		
Pakistan - Pakistan	2 janvier	2 January	8 410,00					
	10 février	10 February	14 271,13	42 722,87				
	7 juin	7 June		2 500,00				
	14 juin	14 June		7 457,13	50 090,87			
Pays-Bas - Netherlands	26 mars	26 March				253 900,00		
Pologne - Poland								
Portugal - Portugal	6 janvier	6 January				69 347,00		
République de Corée - Republic of Korea	29 mars	29 March				295 877,27		
République dominicaine - Dominican Republic	6 juillet	6 July				54 806,00		
	19 octobre	19 October	57 536,17					
République populaire démocratique de Corée - Democratic People's Republic of Korea								
République tchèque - Czech Republic	1 ^{er} mars	1 March				54 806,00		
Roumanie - Romania	3 février	3 February				54 806,00		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	10 janvier	10 January				902 630,00		
Serbie - Serbia	6 février	6 February				54 806,00		
Singapour - Singapore	10 février	10 February				54 806,00		
Slovaquie - Slovakia	27 janvier	27 January				54 806,00		
Suède - Sweden	21 décembre	21 December				145 405,00		
Suisse - Switzerland	12 janvier	12 January				154 353,00		
Thaïlande - Thailand	27 mars	27 March				54 806,00		
Tunisie - Tunisia	11 décembre	11 December				54 806,00		
Turquie - Turkey	13 février	13 February				83 888,00		
Uruguay - Uruguay	8 mars	8 March			53 733,00			
Venezuela (République bolivarienne du) - Venezuela (Bolivarian Republic of)	5 septembre	5 September			52 219,65	1 847,50		
								TOTAUX - TOTAL
Versements effectués - Payments made	en 2012 - in 2012		135 026,89	52 680,00	156 043,52	10 294 317,77	203 883,00	10 841 951,18

4. — CONTRIBUTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS				
	2009 et antérieures - 2009 and former financial periods	2010	2011	2012	
Afrique du Sud - South Africa					
Allemagne - Germany					
Arabie saoudite - Saudi Arabia					
Argentine - Argentina					
Australie - Australia					
Autriche - Austria					
Belgique - Belgium					
Brésil - Brazil					
Bulgarie - Bulgaria					
Canada - Canada					
Chili - Chile					
Chine - China					
Croatie - Croatia					
Danemark - Denmark					
Égypte - Egypt					
Espagne - Spain					
États-Unis d'Amérique - United States of America					
Fédération de Russie - Russian Federation					
Finlande - Finland				77 177,00	
France - France					
Grèce - Greece					
Hongrie - Hungary					
Inde - India					
Indonésie - Indonesia					
Iran (République islamique d') - Iran (Islamic Republic of)	38 577,12				
Iran (République islamique d') - Contributions réparties entre les autres Etats - Iran (Islamic Republic of) - Distributed contributions among the other Member States	1 301 383,95	52 680,00	53 733,00	54 806,00	
Irlande - Ireland					
Israël - Israel				54 806,00	
Italie - Italy					
Japon - Japan					
Kazakhstan - Kazakhstan					
Kenya - Kenya					
Malaisie - Malaysia					
Mexique - Mexico					
Norvège - Norway					
Nouvelle-Zélande - New Zealand					
Pakistan - Pakistan			3 642,13	54 806,00	
Pays-Bas - Netherlands					
Pologne - Poland					
Portugal - Portugal					
République de Corée - Republic of Korea				12 828,73	
République dominicaine - Dominican Republic	0,00				
République dominicaine - Contributions réparties entre les autres Etats - Dominican Republic - Distributed contributions among the other Member States	986 774,30	52 680,00	53 733,00	0,00	
République tchèque - Czech Republic					
Roumanie - Romania					
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland					
Serbie - Serbia					
Singapour - Singapore					
Slovaquie - Slovakia					
Suède - Sweden					
Suisse - Switzerland					
Thaïlande - Thailand					
Tunisie - Tunisia					
Turquie - Turkey					
Uruguay - Uruguay				54 806,00	
Venezuela (République bolivarienne du) - Venezuela (Bolivarian Republic of)				52 958,50	
				TOTAUX - TOTAL	
Totaux dus - Total	2 326 735,37	105 360,00	111 108,13	362 188,23	2 905 391,73
dont total des contributions réparties - Including total distributed contributions	2 288 158,25	105 360,00	107 466,00	54 806,00	2 555 790,25

5. — AVANCES FAITES AUX ÉTATS RETARDATAIRES PAYÉES EN 2012 (EUROS)

	DATE DES VERSEMENTS	DATE OF PAYMENT	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS					
			2009 et antérieures - 2009 and former financial periods	2010	2011	2012	2013	
Afrique du Sud - South Africa	10 mai	10 May				1 068,00		
Allemagne - Germany	16 mars	16 March				21 088,00		
Arabie saoudite - Saudi Arabia	28 mars	28 March				2 204,00		
Argentine - Argentina	2 avril	2 April				1 068,00		
Australie - Australia	17 mai	17 May				5 148,00		
Autriche - Austria	19 avril	19 April				2 268,00		
Belgique - Belgium	20 juin	20 June				2 856,00		
Brésil - Brazil	5 juillet	5 July				4 296,00		
Bulgarie - Bulgaria	19 mars	19 March				1 068,00		
Cameroun - Cameroon								
Canada - Canada								
Chili - Chile	14 mai	14 May				1 068,00		
Chine - China	21 novembre	21 November				8 508,00		
Croatie - Croatia	18 octobre	18 October				1 068,00		
Danemark - Denmark	2 mai	2 May				1 964,00		
Égypte - Egypt	7 mars	7 March				1 068,00		
Espagne - Spain	23 juillet	23 July				8 464,00		
États-Unis d'Amérique - United States of America	13 décembre	13 December				21 088,00		
Fédération de Russie - Russian Federation	28 février	28 February				4 276,00		
Finlande - Finland								
France - France	10 février	10 February				16 312,00		
Grèce - Greece	16 mars	16 March				1 832,00		
Hongrie - Hungary	12 avril	12 April				1 068,00		
Inde - India	1 ^{er} mars	1 March				1 420,00		
Indonésie - Indonesia	21 décembre	21 December				1 068,00		
Iran (République islamique d') - Iran (Islamic Republic of)								
Irlande - Ireland								
Israël - Israel								
Italie - Italy	4 octobre	4 October				13 328,00		
Japon - Japan	19 juillet	19 July				21 088,00		
Kazakhstan - Kazakhstan	29 juin	29 June				1 068,00		
Kenya - Kenya	5 mars	5 March				1 068,00		
Malaisie - Malaysia	13 mars	13 March				1 068,00		
Mexique - Mexico	30 mars	30 March				6 280,00		
Norvège - Norway								
Nouvelle-Zélande - New Zealand	28 mars	28 March				1 068,00		
Pakistan - Pakistan	10 février	10 February	1 032,00					
	14 juin	14 June		1 036,00				
Pays-Bas - Netherlands	26 mars	26 March				4 952,00		
Pologne - Poland								
Portugal - Portugal	6 janvier	6 January				1 352,00		
République de Corée - Republic of Korea								
République dominicaine - Dominican Republic								
République populaire démocratique de Corée - Democratic People's Republic of Korea								
République tchèque - Czech Republic	1 ^{er} mars	1 March				1 068,00		
Roumanie - Romania	3 février	3 February				1 068,00		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	10 janvier	10 January				17 600,00		
Serbie - Serbia	6 février	6 February				1 068,00		
Singapour - Singapore	10 février	10 February				1 068,00		
Slovaquie - Slovakia	27 janvier	27 January				1 068,00		
Suède - Sweden	21 décembre	21 December				2 836,00		
Suisse - Switzerland	12 janvier	12 January				3 012,00		
Thaïlande - Thailand	27 mars	27 March				1 068,00		
Tunisie - Tunisia								
Turquie - Turkey	13 février	13 February				1 636,00		
Uruguay - Uruguay	8 mars	8 March			1 060,00			
Venezuela (République bolivarienne du) - Venezuela (Bolivarian Republic of)	5 septembre	5 September			1 060,00			
Versements effectués en 2012 - Payments made in 2012			1 032,00	1 036,00	2 120,00	193 032,00	0,00	
							TOTAUX - TOTAL	197 220,00

6. — AVANCES FAITES AUX ÉTATS RETARDATAIRES RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS			
	2009 et antérieures - 2009 and former financial periods	2010	2011	2012
Afrique du Sud - South Africa				
Allemagne - Germany				
Arabie saoudite - Saudi Arabia				
Argentine - Argentina				
Australie -Australia				
Autriche - Austria				
Belgique - Belgium				
Brésil - Brazil				
Bulgarie - Bulgaria				
Cameroun - Cameroon				
Canada - Canada				
Chili - Chile				
Chine - China				
Croatie - Croatia				
Danemark - Denmark				
Égypte - Egypt				
Espagne - Spain				
États-Unis d'Amérique - United States of America				
Fédération de Russie - Russian Federation				
Finlande - Finland				1 504
France - France				
Grèce - Greece				
Hongrie - Hungary				
Inde - India				
Indonésie - Indonesia				
Iran (République islamique d') - Iran (Islamic Republic of)				
Irlande - Ireland				
Israël - Israel				1 068
Italie - Italy				
Japon - Japan				
Kazakhstan - Kazakhstan				
Kenya - Kenya				
Malaisie - Malaysia				
Mexique - Mexico				
Norvège - Norway				
Nouvelle-Zélande - New Zealand				
Pakistan - Pakistan			1 060	1 068
Pays-Bas - Netherlands				
Pologne - Poland				
Portugal - Portugal				
République de Corée - Republic of Korea				6 020
République dominicaine - Dominican Republic				
République tchèque - Czech Republic				
Roumanie - Romania				
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland				
Serbie - Serbia				
Singapour - Singapore				
Slovaquie - Slovakia				
Suède - Sweden				
Suisse - Switzerland				
Thaïlande - Thailand				
Tunisie - Tunisia				
Turquie - Turkey				
Uruguay - Uruguay				1 068
Venezuela (République bolivarienne du) - Venezuela (Bolivarian Republic of)				1 068
				TOTAUX - TOTAL
Totaux dus - Total	0	0	1 060	11 796
				12 856

8. — SOUSCRIPTIONS PAYÉES EN 2012 (EUROS)

Associés - Associates	DATE DES VERSEMENTS	DATE OF PAYMENT	AU TITRE DES ANNEES - FINANCIAL PERIODS			
			2010	2011	2012	
Albanie - Albania	31 décembre	31 December			5 593,00	
Bangladesh - Bangladesh	12 mars	12 March			5 593,00	
Bélarus - Belarus	30 mars	30 March			5 593,00	
Bolivie (Etat plurinational de) - Bolivia (Plurinational State of)	12 juillet	12 July		5 483,00	5 593,00	
Bosnie-Herzégovine - Bosnia Herzegovina	1 ^{er} mars	1 March			5 593,00	
Botswana - Botswana	23 avril	23 April			10 966,00	
	30 mai	30 May			219,00	
CARICOM - CARICOM	11 juin	11 June			8 948,00	
Costa Rica - Costa Rica	17 mai	17 May	651,70	4 941,30		
Cuba - Cuba	24 mai	24 May		12 019,00		
Équateur - Ecuador	1 ^{er} juin	1 June	220,73	5 483,00	214,83	
	18 décembre	18 December			5 183,98	
Estonie - Estonia	12 janvier	12 January			5 593,00	
Ex-République yougoslave de Macédoine - Former Yugoslav Republic of Macedonia	7 juin	7 June		4 987,00	606,00	
Géorgie - Georgia	24 octobre	24 October			5 593,00	
Ghana - Ghana	20 janvier	20 January			5 593,00	
Hong Kong, Chine - Hong Kong, China	12 janvier	12 January			21 252,00	
Jamaïque - Jamaica	28 février	28 February			2 796,50	
	17 mai	17 May			2 796,50	
Lettonie - Latvia						
Lituanie - Lithuania	1 ^{er} juin	1 June			2 000,00	
	29 juin	29 June			2 000,00	
	12 octobre	12 October			4 948,00	
Malte - Malta	13 mars	13 March			5 593,00	
Maurice - Mauritius	9 juillet	9 July			5 593,00	
Monténégro - Montenegro	12 avril	12 April			5 593,00	
Namibie - Namibia	10 août	10 August			11 185,00	
Oman - Oman	8 mai	8 May			12 304,00	
Panama - Panama						
Paraguay - Paraguay	9 août	9 August			5 593,00	
Pérou - Peru	1 ^{er} mars	1 March			12 304,00	
Philippines - Philippines	15 février	15 February			12 304,00	
République arabe syrienne - Syrian Arab Republic	25 avril	25 April			5 593,00	
	31 mai	31 May			5 592,00	
République de Moldova - Republic of Moldova	8 août	8 August			5 593,00	
Seychelles - Seychelles	15 novembre	15 November			5 593,00	
Slovénie - Slovenia	2 juillet	2 July			14 541,00	
Sri Lanka - Sri Lanka	7 mars	7 March		5 483,00	110,00	
TAÏPEI chinois - Chinese Taipei	14 février	14 February			39 148,00	
Ukraine - Ukraine	21 février	21 February			12 304,00	
Viet Nam - Viet Nam	30 mai	30 May			5 593,00	
Zambie - Zambia	16 avril	16 April			5 593,00	
Zimbabwe - Zimbabwe	29 février	29 February			5 593,00	
			TOTALS - TOTAL			
Versements effectués en 2012 - Payments made in 2012			872,43	38 396,30	282 396,81	321 665,54

9. — SOUSCRIPTIONS RESTANT DUES AU 31 DÉCEMBRE 2012 (EUROS)

Associés - Associates	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS			
	2010	2011	2012	
Albanie - Albania				
Bangladesh - Bangladesh				
Bélarus - Belarus				
Bolivie (Etat plurinational de) - Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnie-Herzégovine - Bosnia Herzegovina				
Botswana - Botswana				
CARICOM - CARICOM				
Costa Rica - Costa Rica		541,70	5 593,00	
Cuba - Cuba			10 067,00	
Équateur - Ecuador			194,19	
Estonie - Estonia				
Ex-République yougoslave de Macédoine - Former Yugoslav Republic of Macedonia			4 987,00	
Géorgie - Georgia				
Ghana - Ghana				
Hong Kong, Chine - Hong Kong, China				
Jamaïque - Jamaica				
Lettonie - Latvia				
Lituanie - Lithuania				
Malte - Malta				
Maurice - Mauritius				
Monténégro - Montenegro				
Namibie - Namibia				
Oman - Oman				
Panama - Panama		63,37	5 593,00	
Paraguay - Paraguay				
Pérou - Peru				
Philippines - Philippines				
République arabe syrienne - Syrian Arab Republic				
République de Moldova - Republic of Moldova				
Seychelles - Seychelles				
Slovénie - Slovenia				
Sri Lanka - Sri Lanka			5 483,00	
TAÏPEI chinois - Chinese Taipei				
Ukraine - Ukraine				
Viet Nam - Viet Nam				
Zambie - Zambia				
Zimbabwe - Zimbabwe				
			TOTAUX - TOTAL	
Totaux dus - Total	0,00	605,07	31 917,19	32 522,26

10. — BUDGET POUR 2013

	euros
<i>PRODUITS/REVENUE</i>	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 632 570
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	218 000
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	369 700
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	554 541
5. <i>Metrologia</i>	123 500
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	12 898 311
<i>CHARGES/EXPENSES</i>	
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenses</i>	6 728 100
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 328 500
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	1 028 900
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	1 487 000
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	879 500
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	446 311
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES	12 898 311
<i>SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET BALANCE</i>	0

11. — TABLEAU DE RÉPARTITION DE LA DOTATION POUR 2013

	Barème ONU	Pourcentage de répartition	Contribution sur la base de 11 577 000 euros	Remboursement d'avances faites pour le Cameroun (1997 et 1998) et la République dominicaine (1966 à 1976 et 2012)	Contribution nette pour 2013
<i>États Membres</i>			euros	euros	euros
Afrique du Sud *	0,385	0,48	55 570,00	1 029,00	54 541,00
Allemagne*	8,018	9,53	1 103 288,00	17 474,17	1 085 813,83
Arabie saoudite	0,830	1,00	115 770,00	551,00	115 219,00
Argentine *	0,287	0,48	55 570,00	850,12	54 719,88
Australie	1,933	2,33	269 744,00	3 995,14	265 748,86
Autriche	0,851	1,03	119 243,00	1 991,28	117 251,72
Belgique	1,075	1,29	149 343,00	2 657,20	146 685,80
Bésil	1,611	1,94	224 593,00	3 444,09	221 148,91
Bulgarie *	0,038	0,48	55 570,00	883,09	54 686,91
Canada	3,207	3,86	446 872,00	7 672,84	439 199,16
Chili *	0,236	0,48	55 570,00	409,18	55 160,82
Chine	3,189	3,84	444 556,00	3 084,58	441 471,42
Croatie *	0,097	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Danemark	0,736	0,89	103 035,00	1 725,94	101 309,06
Égypte *	0,094	0,48	55 570,00	883,09	54 686,91
Espagne	3,177	3,83	443 399,00	5 636,52	437 762,48
États-Unis d'Amérique*	22,000	9,53	1 103 288,00	17 474,17	1 085 813,83
Fédération de Russie	1,602	1,93	223 436,00	9 486,90	213 949,10
Finlande	0,566	0,68	78 723,00	1 344,46	77 378,54
France	6,123	7,38	854 382,00	15 566,03	838 815,97
Grèce	0,691	0,83	96 089,00	458,00	95 631,00
Hongrie *	0,291	0,48	55 570,00	963,03	54 606,97
Inde	0,534	0,64	74 092,00	1 756,14	72 335,86
Indonésie *	0,238	0,48	55 570,00	859,85	54 710,15
Iran (Rép. islamique d') *	0,233	0,48	55 570,00		55 570,00
Irlande	0,498	0,60	69 462,00	949,09	68 512,91
Israël *	0,384	0,48	55 570,00	668,43	54 901,57
Italie	4,999	6,02	696 935,00	11 784,50	685 150,50
Japon *	12,530	9,53	1 103 288,00	16 690,23	1 086 597,77
Kazakhstan *	0,076	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Kenya *	0,012	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Malaisie *	0,253	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Mexique	2,356	2,84	328 786,00	3 154,99	325 631,01
Norvège	0,871	1,05	121 558,00	1 544,09	120 013,91
Nouvelle-Zélande *	0,273	0,48	55 570,00	668,43	54 901,57
Pakistan *	0,082	0,48	55 570,00	353,86	55 216,14
Pays-Bas	1,855	2,23	258 167,00	3 899,76	254 267,24
Pologne	0,828	1,00	115 770,00	1 874,69	113 895,31
Portugal	0,511	0,62	71 777,00	970,49	70 806,51
République de Corée	2,260	2,72	314 894,00	2 753,20	312 140,80
République dominicaine *	0,042	0,48	55 570,00		55 570,00
République tchèque *	0,349	0,48	55 570,00	979,49	54 590,51
Roumanie *	0,177	0,48	55 570,00	901,90	54 668,10
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,604	7,96	921 529,00	14 291,51	907 237,49
Serbie *	0,037	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Singapour *	0,335	0,48	55 570,00	668,43	54 901,57
Slovaquie *	0,142	0,48	55 570,00	979,49	54 590,51
Suède	1,064	1,28	148 185,00	2 918,26	145 266,74
Suisse	1,130	1,36	157 447,00	2 725,25	154 721,75
Thaïlande *	0,209	0,48	55 570,00	883,37	54 686,63
Turquie	0,617	0,74	85 669,00	1 112,92	84 556,08
Uruguay *	0,027	0,48	55 570,00	327,58	55 242,42
Venezuela (République bolivarienne du) *	0,314	0,48	55 570,00	533,94	55 036,06
Totaux		100,00	11 577 000,00	173 164,72	11 403 835,28
<i>État ayant adhéré après la Vingt-quatrième réunion de la Conférence générale</i>					
Tunisie *	0,030	0,48	55 570,00		55 570,00
Totaux			11 632 570,00	173 164,72	11 459 405,28

**12. — TABLEAU DES SOUSCRIPTIONS DES ÉTATS ET ENTITÉS ÉCONOMIQUES
ASSOCIÉS À LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE POUR 2013**

	Barème ONU	Coefficient BIPM	Souscription sur la base de 11 577 000 euros
			euros
Albanie	0,010	0,100	11 577
Bangladesh	0,010	0,100	11 577
Bélarus	0,042	0,126	14 587
Bolivie (État plurinational de).....	0,007	0,100	11 577
Bosnie-Herzégovine.....	0,014	0,100	11 577
Botswana	0,018	0,100	11 577
CARICOM		0,080	9 262
Costa Rica	0,034	0,126	14 587
Cuba	0,071	0,158	18 292
Équateur	0,040	0,126	14 587
Estonie	0,040	0,100	11 577
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,007	0,100	11 577
Géorgie	0,006	0,100	11 577
Ghana	0,006	0,100	11 577
Hong Kong, Chine		0,180	20 839
Jamaïque	0,014	0,126	14 587
Lettonie	0,038	0,126	14 587
Lituanie	0,065	0,150	17 366
Malte	0,017	0,100	11 577
Maurice	0,011	0,100	11 577
Monténégro	0,004	0,100	11 577
Namibie	0,008	0,100	11 577
Oman	0,086	0,100	11 577
Panama	0,022	0,126	14 587
Paraguay	0,007	0,100	11 577
Pérou	0,090	0,110	12 735
Philippines	0,090	0,110	12 735
République arabe syrienne	0,025	0,100	11 577
République de Moldova	0,002	0,100	11 577
Seychelles	0,002	0,100	11 577
Slovénie	0,103	0,190	21 996
Sri Lanka	0,019	0,100	11 577
TAIPEI chinois		0,340	39 362
Ukraine	0,087	0,174	20 144
Viet Nam	0,033	0,126	14 587
Zambie	0,004	0,100	11 577
Zimbabwe	0,003	0,100	11 577
Totaux.....		4,334	517 957

6. — ÉTATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PRÉVOYANCE DU BIPM 2012

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures

Siège : Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex
France

Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers 2012

Exercice clos le 31 décembre 2012

Madame, Messieurs les membres du Comité international des poids et mesures,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Comité international des poids et mesures (CIPM), nous vous présentons notre rapport sur les états financiers arrêtés au et pour la période se terminant le 31 décembre 2012.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Caisse de retraite et de prévoyance du Bureau international des poids et mesures (BIPM), ces états comprennent pour l'exercice clos au 31 décembre 2012 :

- l'état de la situation financière,
- l'état de la performance financière,
- l'état des variations de l'actif net,
- le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi que
- les notes d'annexes qui s'y rattachent.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

L'établissement et la présentation sincère des états financiers ont été effectués sous la responsabilité du management de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances. Ces états financiers ont été préparés conformément aux Normes Comptables Internationales pour le Secteur Public (IPSAS).

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, et la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM au 31 décembre 2012, de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel IPSAS.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'observation suivante :

Les fonds du BIPM ne couvrent pas l'engagement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. La couverture de celui-ci repose donc sur la gestion actif/passif et le soutien des Etats Membres.

Paris La Défense, le 13 juin 2013

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Baudouin Griton
Associé

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actifs			
Actifs du régime	9	13 002	12 973
Autres créances	10	17	73
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	1 374	1 087
Total Actifs		14 393	14 133
Actif net			
Résultat de l'exercice		(10 105)	(847)
Autres réserves		(58 352)	(57 505)
Actif net		(68 457)	(58 352)
Passifs			
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	8	75 214	66 996
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises	8	7 633	5 489
Autres dettes	11	3	0
Total Passifs		82 850	72 485

ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE

(en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
Produits opérationnels			
Contributions des États Membres	5	2 369	2 270
Cotisations des membres du personnel du BIPM	6	493	475
Produits des placements	9	442	433
Autres produits opérationnels	12	64	83
Total des produits opérationnels		3 368	3 261
Charges opérationnelles			
Pensions	7	2 799	2 790
Variation de la provision pour pensions	8	10 363	1 214
Autres charges opérationnelles	13	291	82
Total des charges opérationnelles		13 453	4 086
Résultat des activités opérationnelles		(10 085)	(825)
Charges financières		20	22
Résultat des activités ordinaires		(10 105)	(847)
Résultat de l'exercice		(10 105)	(847)

ÉTAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(en milliers d'euros)	Résultat de l'exercice	Autres réserves
Solde au 1^{er} janvier 2011	(4 182)	(53 323)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	4 182	(4 182)
Résultat de l'exercice	(847)	
Solde au 31 décembre 2011	(847)	(57 505)
Affectation du résultat de l'exercice précédent	847	(847)
Résultat de l'exercice	(10 105)	
Solde au 31 décembre 2012	(10 105)	(58 352)

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	Notes	2012	2011
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Contributions des États Membres		2 411	6 833
Cotisations des membres du personnel du BIPM		493	1 376
Pensions		(2 796)	(8 146)
Frais financiers		(20)	(22)
Autres charges opérationnelles		(237)	(26)
Total de flux de trésorerie des activités opérationnelles		(149)	15
Flux de trésorerie des activités d'investissement			
Produits des placements		436	861
Total des flux de trésorerie des activités d'investissement		436	861
Flux de trésorerie des activités de financement			
		0	0
Total des flux de trésorerie des activités de financement		0	0
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		287	876
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	9	1 087	211
		1 374	1 087

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

Note 1 Informations générales

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a été instituée, en 1901, par la Troisième Conférence générale des poids et mesures (CGPM) au bénéfice des membres du personnel du Bureau international des poids et mesures (BIPM) ; son administration a été confiée, par la Dixième Conférence générale des poids et mesures, au Comité international des poids et mesures (CIPM).

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a pour vocation le paiement aux membres du personnel du BIPM des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues en vertu du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, à l'exclusion de tout autre paiement.

BIPM

Le Bureau international des poids et mesures (BIPM) est l'organisation intergouvernementale créée par la Convention du Mètre en 1875 ; ses États Membres, au nombre de 54 au 31 décembre 2012, agissent en commun en ce qui concerne les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure.

Le BIPM a pour mission d'assurer et de promouvoir la comparabilité mondiale des mesures, en fournissant notamment un système international d'unités cohérent essentiel pour :

- les découvertes et l'innovation scientifiques,
- la production industrielle et le commerce international,
- la préservation de la qualité de vie et de l'environnement.

Du fait de son caractère international et impartial, le BIPM joue un rôle unique qui lui permet de :

- coordonner la mise en œuvre et l'amélioration du système mondial de mesure afin de garantir l'exactitude et la comparabilité des résultats de mesure,
- entreprendre certaines activités scientifiques et techniques qui sont plus efficacement menées, dans ses laboratoires, en commun au nom des États Membres,
- promouvoir l'importance de la métrologie pour la science, l'industrie et la société, notamment en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales et organismes internationaux et en participant à des forums internationaux.

Le rôle unique du BIPM lui permet de remplir sa mission en mettant en place l'infrastructure technique et organisationnelle du Système international d'unités (SI) qui constitue le fondement de la traçabilité des résultats de mesure au niveau international.

Le BIPM accomplit sa mission en menant des activités techniques dans ses laboratoires et en effectuant un travail de coordination internationale.

La Convention du Mètre, instrument constitutif du BIPM, a créé le Bureau international des poids et mesures (BIPM), scientifique et permanent, dont le siège est situé au Pavillon de Breteuil, Sèvres, à proximité de Paris, et a mis en place une structure organisationnelle pour sa gouvernance.

La Conférence générale des poids et mesures (CGPM) est l'organe plénier du BIPM ; elle rassemble des délégués de tous les Gouvernements contractants. Elle se réunit au moins une fois tous les six ans, en général tous les quatre ans, pour examiner l'état du Système international d'unités (mieux connu sous le sigle « SI ») et prendre les dispositions nécessaires pour répondre aux futurs besoins technologiques, scientifiques et commerciaux au niveau mondial. La CGPM adopte également des Résolutions portant sur les besoins les plus importants de la métrologie internationale et trace ainsi la voie des évolutions de la science métrologique. Elle reçoit le Rapport du Comité international des poids et mesures (CIPM) sur les travaux accomplis et procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du CIPM.

Le **CIPM** est l'organe qui exerce la direction et la surveillance exclusives du BIPM ; il compte 18 membres élus à titre individuel, de nationalité différente. Le CIPM se réunit tous les ans et dirige tous les travaux métrologiques que les États Membres ont décidé de faire exécuter en commun ; il institue la coopération de spécialistes dans des questions de métrologie et coordonne les résultats de leurs travaux ; il élabore un règlement détaillé pour l'organisation et les travaux du BIPM ; il approuve le texte de la *Convocation* de la CGPM et du *Programme de travail* soumis à l'approbation de la CGPM ; il rend compte des travaux accomplis à la CGPM ; il adresse aux États Membres, par l'intermédiaire du bureau du CIPM, le *Rapport annuel sur la situation administrative et financière du BIPM* ; il élabore, sur proposition du directeur, le budget annuel ; il approuve les états financiers annuels et les règlements administratifs et financiers ; il administre la gestion de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les laboratoires et bureaux du BIPM comprennent des laboratoires de métrologie dans les domaines des masses, du temps, de l'électricité, des rayonnements ionisants et de la chimie. Le BIPM compte environ 75 membres du personnel scientifique et de soutien qui assurent le fonctionnement harmonieux du système métrologique international.

Administration de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Politique d'investissement

Le CIPM est chargé de définir la politique d'investissements des avoirs de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Placements

Le directeur est chargé, dans le cadre des principes retenus par le CIPM, de veiller aux placements financiers des ressources affectées à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ; il peut prendre, à cet effet, toute mesure visant à assurer la mise en œuvre de ces principes.

Rapport annuel

Le directeur adresse chaque année au CIPM, dans le cadre de l'approbation des comptes du BIPM, le détail des placements réalisés et de la situation financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM

Garantie des États Membres

Les États Membres du BIPM garantissent collectivement et solidairement le paiement des pensions, allocations, indemnités ou toute autre prestation dues au titre du Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. En cas de transformation ou de dissolution du BIPM, les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer sans interruption le service des pensions, allocations, indemnités ou de toute autre prestation dues au titre du présent Règlement, jusqu'à l'extinction des droits du dernier bénéficiaire de ces prestations.

Cotisations et contributions

Les ressources de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont constituées :

- d'une cotisation obligatoire de 10 % prélevée mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel en activité, y compris des membres du personnel bénéficiant de logements de fonction, et sur les allocations d'invalidité des membres du personnel mis en invalidité ;
- de contributions des États Membres, votées au titre de la dotation et affectées par le CIPM lors de l'adoption des budgets annuels du BIPM ;
- des intérêts des cotisations et contributions tirés du placement des actifs financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM.

Les cotisations des membres du personnel et contributions des États Membres sont destinées à maintenir l'équilibre actuariel de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM à long terme.

Le taux de cotisation est révisable tous les cinq ans, sur la base d'une étude actuarielle réalisée à la demande du Directeur.

Conditions d'ancienneté pour bénéficier d'une pension de retraite

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite.

Un membre du personnel cessant ses fonctions avant l'âge normal de départ à la retraite peut demander à ce que la liquidation de la pension de retraite soit :

- différée jusqu'au premier jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge normal de départ à la retraite ;
- ou anticipée et immédiate, sous réserve qu'il ait atteint, au moins, l'âge de 50 ans pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 ou 55 ans pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010. Dans ce cas, la pension de retraite anticipée est réduite en fonction de l'âge du membre du personnel au moment de la liquidation de ses droits selon les barèmes figurant dans les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES*.

Allocation de départ

Tout membre du personnel, recruté avant le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 3 fois le montant des cotisations prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, majorées d'un intérêt de 4 % l'an.

Tout membre du personnel, recruté après le 1^{er} janvier 2010, qui cesse ses fonctions au BIPM sans pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, a droit, à la fin de son engagement, au versement d'une allocation de départ égale à 2,25 fois le montant des cotisations en *points* prélevées sur son traitement brut au titre de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM pendant toutes ses années de service, la conversion des *points* en euros s'effectuant au taux en vigueur à la date de cessation de fonctions du membre du personnel pour le décompte des traitements du personnel en activité.

Note 2 Adoption des nouvelles règles comptables

Lors de sa réunion de 2009, le CIPM a décidé que le système comptable de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM passerait d'une comptabilité de trésorerie à une comptabilité d'engagement et que les nouvelles règles comptables seraient mises en place à partir des états financiers de 2010.

Le CIPM a décidé de changer le système comptable de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et d'adopter les normes IPSAS (*International Public Sector Accounting Standards*, Normes comptables internationales du secteur public, développées pour s'appliquer aux états financiers à usage général des entités du secteur public) afin d'augmenter l'efficacité et l'efficacité de la gestion financière de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, de renforcer la reddition de comptes et la transparence financière.

Les IPSAS adoptées pour les états financiers 2012 sont toutes les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 (même celles qui ne sont pas applicables aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers), ainsi que IPSAS 32 – Accords de concession de service : concédant (10/11) qui a été appliquée par anticipation. Cette norme n'est pas applicable aux activités de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM et donc sans effet sur les états financiers.

Les normes suivantes, qui remplacent IPSAS 15 sur les instruments financiers et qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, n'ont pas été anticipées :

IPSAS 28 – Instruments financiers : Présentation (01/10)

IPSAS 29 – Instruments financiers : Comptabilisation et Évaluation (01/10)

IPSAS 30 – Instruments financiers : Informations à fournir (01/10)

IAS 26 – Comptabilité et rapports financiers des régimes de retraite (01/87 – reformatée en 1994) a été appliquée, sauf pour les dispositions relatives aux instruments financiers couvertes par IPSAS 15.

Note 3 Principales règles comptables

Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables internationales applicables au secteur public (IPSAS) publiées par l'IPSASB, et fondées sur les normes comptables internationales IAS (*International Accounting Standards*) et IFRS (*International Financial Reporting Standards*) édictées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB).

En l'absence de normes IPSAS spécifiques, ce sont les normes IFRS et IAS qui s'appliquent.

Les états financiers ont été préparés selon le principe de continuité d'exploitation et les principes comptables ont été appliqués de manière systématique pour tout l'exercice. Ils ont été établis sur la base du coût historique, sauf pour la valeur actualisée des prestations de retraite qui a été évaluée selon la méthode des unités de crédit projeté.

Les états financiers ont été établis en conformité avec les Statut et Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel du Bureau international des poids et mesures révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Les principaux principes comptables adoptés sont exposés ci-après :

Monnaie fonctionnelle et de présentation

L'unité de compte de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est l'euro . Par conséquent, les états financiers de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM sont préparés en euros et présentés en milliers d'euros.

Devises

Les opérations en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs libellés en devises sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

À chaque clôture, les actifs et passifs monétaires qui sont libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des actifs et passifs libellés en devises, sont comptabilisés dans l'État de la performance financière en Autres produits opérationnels ou en Autres charges opérationnelles.

Actifs du régime

Les actifs du régime comprennent des obligations et des fonds communs de placement investis dans des actions et des obligations. Ils sont évalués sur la face des états financiers à leur valeur nominale. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est fournie dans les notes aux états financiers.

La politique suivie par la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM en matière de gestion des actifs financiers s'inscrit sur le long terme. Les actifs du régime ne font donc pas l'objet d'une dépréciation en cas de moins-value conjoncturelle d'autant que les flux de trésorerie et les actifs financiers ne présentant pas de moins-value conjoncturelle sont suffisants pour être en mesure de payer les pensions et prestations prévues au Règlement de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM. Si une telle éventualité se présentait, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM dispose d'une part d'actifs financiers liquides et d'autre part d'actifs qui ne présentent pas de moins-value conjoncturelle qui seraient cédés sans devoir procéder à la cession d'actifs financiers présentant une moins-value conjoncturelle.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires et placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois. Les équivalents de trésorerie sont évalués sur la face des états financiers à leur valeur nominale. Leur juste valeur à la clôture de chaque exercice présenté est présentée dans les notes aux états financiers.

Risques financiers

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est exposée à des risques financiers variés, notamment risque de liquidité et risque de crédit. La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM ne recourt pas aux instruments financiers dérivés pour se couvrir contre ces différents risques.

- Risque de liquidité

En cas de besoin de liquidités, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas négocié de facilités de crédit bancaire.

- Risque de crédit

Le risque de crédit de la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM représente le risque de défaut de paiement des contributions par les États Membres et des cotisations par les membres du personnel du BIPM, ces paiements étant effectués par le biais du BIPM. Le risque de crédit est donc lié au risque de défaut de paiement du BIPM.

Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a une obligation résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle devra assurer le règlement. Les provisions sont constituées sur la base de l'estimation la plus fiable de la dépense requise pour régler cette obligation à la date d'établissement de l'État de la situation financière.

Prestations de retraite

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM est un régime de retraite à prestations définies. Les *STATUT ET REGLEMENT DE LA CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES* ont été révisés par décision du CIPM du 16 octobre 2009 et sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2010. Il existe deux règlements, l'un applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés avant le 1^{er} janvier 2010, l'autre applicable aux membres du personnel du BIPM recrutés après le 1^{er} janvier 2010.

En 2008, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM a réexaminé ses principales hypothèses actuarielles. Les hypothèses démographiques sont revues dans leur intégralité au moins tous les 5 ans, la dernière révision ayant eu lieu en 2008.

Il est procédé à une évaluation actuarielle de la provision pour pensions à la date de clôture de l'exercice afin de mesurer les obligations au titre des avantages consentis aux membres du personnel du BIPM, selon la méthode des unités de crédit projeté. Selon la méthode des unités de crédit projeté, chaque période de service ouvre droit à une unité supplémentaire de droit aux avantages et chaque unité est mesurée séparément jusqu'à constituer l'obligation finale.

Tout membre du personnel du BIPM a droit, après 7 années de service, à une pension de retraite, dont le montant est fonction du nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, plafonné à 35 ans.

Pour les membres du personnel recrutés avant le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le :

- 63^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est inférieur ou égal à 45 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- 62^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 45 ans et inférieur ou égal à 50 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 61^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 50 ans et inférieur ou égal à 55 ans au 1^{er} janvier 2010;
- 60^e anniversaire du membre du personnel, si son âge est supérieur à 55 ans au 1^{er} janvier 2010.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,02 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel en *points* correspondant au grade et à l'échelon occupés par le membre du personnel pendant six mois au moins avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, au grade et à l'échelon les plus élevés occupés pendant au moins six mois au cours de sa carrière au BIPM.

Pour les membres du personnel recrutés après le 1^{er} janvier 2010 :

La liquidation de la pension de retraite peut être demandée, sauf dans le cas de retraite anticipée, à compter du premier jour du mois suivant le 65^e anniversaire du membre du personnel.

Le montant annuel, en *points*, de la pension de retraite est égal à :

$$N \times 0,019 \times S \times 1,085.$$

N : représente le nombre d'années de service accomplies au BIPM depuis la date d'entrée en service et pendant lesquelles l'intéressé a cotisé à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM, plafonné à 35.

S : représente le traitement brut annuel moyen en *points* correspondant aux grades et aux échelons occupés par le membre du personnel, au cours des 36 derniers mois avant sa cessation de fonctions ou, le cas échéant, correspondant aux grades et échelons les plus élevés occupés pendant sa carrière au BIPM au cours de 36 mois.

Emprunts

La Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM n'a pas d'emprunt. Si le CIPM décidait le recours à l'emprunt, les coûts d'emprunt seraient comptabilisés en charges lors de leur survenance.

Note 4 Estimations et jugements

Estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux règles de comptabilisation et d'évaluation édictées par les IPSAS, implique de procéder à un certain nombre d'estimations et de retenir certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et de charges au cours de l'exercice.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Les révisions des estimations comptables sont prises en compte au cours de l'exercice pendant lequel l'estimation est révisée, si l'estimation concerne uniquement cet exercice, ou au cours de l'exercice pendant lequel la révision intervient et des exercices futurs, si la révision concerne à la fois l'exercice en cours et les exercices futurs.

Les principales estimations faites lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur l'évaluation des provisions pour pensions, que ce soit sur la face des états financiers ou dans leurs notes annexes. Les techniques actuarielles utilisées pour estimer la valeur des régimes à prestations définies mettent en œuvre des hypothèses financières telles que le taux d'actualisation, taux de rendement des actifs, et des hypothèses démographiques telles que les tables de mortalité, le taux de rotation du personnel. Chaque année, la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM fait appel à un actuaire indépendant pour estimer ces hypothèses.

Jugements

La comptabilisation de certaines provisions, de certains actifs, passifs et des passifs éventuels existant à la date de l'établissement des états financiers, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugement sont détaillés dans les notes correspondantes.

Note 5 Contributions des États Membres

La contribution du BIPM à la Caisse de retraite et de prévoyance du BIPM s'élève à 2 270 milliers d'euros en 2011 et 2 369 milliers d'euros en 2012.

Note 6 Cotisations des membres du personnel du BIPM

Les cotisations obligatoires, de 10 % en 2011 et en 2012, prélevées mensuellement sur les traitements bruts des membres du personnel du BIPM en activité ainsi que sur les allocations d'invalidité des membres du personnel du BIPM en invalidité, s'élèvent à 475 milliers d'euros en 2011 et 493 milliers d'euros en 2012.

Elles concernent les effectifs du BIPM suivants :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté > 7 ans)	54	51
Membres du personnel en activité et en invalidité (ancienneté < 7 ans)	24	26
Total des effectifs	78	77

Note 7 Pensions

Les pensions servies s'élèvent à 2 790 milliers d'euros en 2011 et 2 799 milliers d'euros en 2012.

Le détail du nombre de pensions servies est présenté ci-après :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Pensions de retraite	51	52
Pensions de réversion	8	7
Pensions d'orphelin	4	4
Allocations d'invalidité	2	2
Total du nombre de pensions servies	65	65

Note 8 Provision pour pensions

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
(en milliers d'euros)		
<i>Dans l'état de la situation financière</i>		
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les pensions servies	43 262	40 895
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises pour les membres du personnel actifs (ancienneté > 7 ans)	31 952	26 101
Valeur actualisée des prestations de retraite acquises	75 214	66 996
Valeur actualisée des prestations de retraite non acquises (ancienneté < 7 ans)	7 633	5 489
Provision pour pensions	82 847	72 485
<i>Dans l'état de la performance financière</i>		
Coût des services rendus	2 385	2 026
Charge d'intérêt	2 670	2 834
Prestations payées	(3 056)	(2 872)
(Gains) pertes actuariels	8 364	(774)
Variation de la provision pour pensions	10 363	1 214
Principales hypothèses actuarielles		
- Hypothèses économiques		
Inflation	2 %	2 %
Taux d'actualisation	3,0 %	3,7 %
Augmentation annuelle de la masse salariale 2013 - 2015	1 %	2 %
Augmentation annuelle de la masse salariale à partir de 2016	2 %	2 %
Taux de cotisation (en % de la masse salariale)	56 %	56 %
- Hypothèses démographiques		
Hypothèse de mortalité des pensionnés	ICSLT 2008	ICSLT 2008
(Hypothèse pas de mortalité avant le départ à la retraite)		
Mobilité	Non prise en compte	Non prise en compte
Invalidité	Non prise en compte	Non prise en compte
Âge de départ à la retraite	Retraite à taux plein sauf cas particuliers Âge communiqué par le BIPM	Retraite à taux plein sauf cas particuliers Âge communiqué par le BIPM
Âge du conjoint		
- Hypothèses techniques		
Revalorisation des retraites	Égale à celle du <i>point</i> Mensuelle à terme échu	Égale à celle du <i>point</i> Mensuelle à terme échu
Périodicité de la rente		
Réversion de la rente	60 % sur le conjoint	60 % sur le conjoint

La table de mortalité utilisée a été changée en 2011. Il s'agit désormais de la table de mortalité des fonctionnaires internationaux basés en Europe, dite table ICSLT 2008. Cette table de mortalité est prospective, c'est-à-dire qu'elle tient compte d'un allongement futur probable de l'espérance de vie.

Le coût des services rendus correspond aux droits acquis au cours de l'exercice, c'est-à-dire à l'unité de crédit acquise par les membres du personnel du BIPM pendant l'exercice.

La charge d'intérêt correspond aux intérêts acquis pendant l'exercice sur la provision à la date de clôture en fonction de l'hypothèse de taux d'actualisation.

Les prestations payées correspondent aux pensions versées pendant l'exercice.

Les pertes ou gains actuariels sont calculés de manière à équilibrer le compte en fonction de l'engagement de retraite calculé à la date de clôture.

Taux d'actualisation

L'hypothèse du taux d'actualisation a un effet significatif sur les montants reconnus dans l'état de la performance financière et dans l'état de la situation financière.

- Au 31 décembre 2012 :

Pour les membres du personnel actifs et pensionnés du BIPM, le tableau ci-dessous présente les résultats pour différentes hypothèses de taux d'actualisation au 31 décembre 2012 :

(en milliers d'euros)	Engagements au titre des membres du personnel actifs	Engagements au titre des membres du personnel pensionnés	Total	Coût des services rendus
Taux d'actualisation à 2,75 % (0,75 % net d'inflation)	42 053	44 369	86 422	3 143
Taux d'actualisation à 3,00 % (1,00 % net d'inflation)	39 586	43 262	82 847	2 933
Taux d'actualisation à 3,25 % (1,25 % net d'inflation)	37 308	42 202	79 510	2 737

- Au 31 décembre 2011 :

Pour les membres du personnel actifs et pensionnés du BIPM, le tableau ci-dessous présente les résultats pour différentes hypothèses de taux d'actualisation au 31 décembre 2011 :

(en milliers d'euros)	Engagements au titre des membres du personnel actifs	Engagements au titre des membres du personnel pensionnés	Total	Coût des services rendus
Taux d'actualisation à 3,45 % (1,42 % net d'inflation)	33 462	41 908	75 371	2 550
Taux d'actualisation à 3,70 % (1,67 % net d'inflation)	31 590	40 895	72 485	2 385
Taux d'actualisation à 3,95 % (1,91 % net d'inflation)	29 857	39 924	69 781	2 233

Note 9 Actifs du régime, trésorerie et équivalents de trésorerie, produits des placements

Le détail de la valeur comptable de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)
Trésorerie	47	3
Équivalents de trésorerie	1 327	1 084
Total	1 374	1 087

Le détail de la juste valeur de la Trésorerie et équivalents de trésorerie est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)
Trésorerie	47	3
Équivalents de trésorerie	1 329	1 085
Total	1 376	1 088

Le détail de la valeur comptable des Actifs du régime est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)
<i>Fonds communs de placement (actions)</i>		
- Europe	2 177	2 177
- États-Unis d'Amérique	256	259
- Japon	608	608
- Asie hors Japon	114	114
- Autres	115	117
<i>Total Fonds communs de placement (actions)</i>	3 270	3 275
<i>Fonds communs de placement (obligations)</i>		
- Europe haut rendement	250	250
<i>Total Fonds communs de placement (obligations)</i>	250	250
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro	5 866	5 866
dont :		
- OAT 2009-2019, 4,25 %	850	850
- OAT 2029, 3,4 % indexé	825	825
- Europe hors zone euro	1 442	1 383
- États-Unis d'Amérique	1 489	1 518
- Canada (Canada 2003-2013, 5,25 %)	685	681
<i>Total Obligations</i>	9 482	9 448
Total	13 002	12 973

Le détail de la juste valeur des Actifs du régime est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2012 (en milliers d'euros)	Total 31 décembre 2011 (en milliers d'euros)
<i>Fonds communs de placement (actions)</i>		
- Europe	2 139	1 828
- États-Unis d'Amérique	306	282
- Japon	448	440
- Asie hors Japon	209	189
- Autres	77	70
Total Fonds communs de placement (actions)	3 179	2 809
<i>Fonds communs de placement (obligations)</i>		
- Europe haut rendement	413	325
Total Fonds communs de placement (obligations)	413	325
<i>Obligations</i>		
- Europe zone euro	7 271	6 627
dont :		
- OAT 2009-2019, 4,25 %	1 038	959
- OAT 2029, 3,4 % indexé	1 529	1 260
- Europe hors zone euro	1 631	1 600
- États-Unis d'Amérique	1 684	1 757
- Canada (Canada 2003-2013, 9 %)	704	727
Total Obligations	11 290	10 711
Total	14 882	13 845

Le détail de la valeur comptable du portefeuille obligataire libellé dans une monnaie autre que l'euro est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2012 (en milliers)	Total 31 décembre 2011 (en milliers)
USD	1 965	1 965
GBP	444	444
CAD	900	900
NOK	6 600	6 600

Le détail du portefeuille obligataire selon la duration est présenté ci-après :

	Total 31 décembre 2012	Total 31 décembre 2011
(en milliers d'euros)	11 290	10 711
1-3 ans	38,81 %	30,08 %
4-5 ans	31,60 %	13,84 %
6-7 ans	20,89 %	31,82 %
8-10 ans	-	12,50 %
> 10 ans	8,70 %	11,76 %
Total	100,00 %	100,00 %

Les Produits des placements concernent les revenus (intérêts, coupons, dividendes) des éléments suivants :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Fonds communs de placement (actions)	5	3
Obligations	434	424
Équivalents de trésorerie	3	6
Trésorerie	-	-
Total Produits des placements	442	433

Note 10 Autres créances

Le détail des Autres créances restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Opérations avec le BIPM	0	59
TVA sur achats	3	2
Intérêts à recevoir	14	0
Produits à recevoir	0	12
Total des Autres créances	17	73

Note 11 Autres dettes

Le détail des Autres dettes restant dues à la date de clôture est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Pensions à payer	3	0
Opérations avec le BIPM	0	0
Total des Autres dettes	3	0

Note 12 Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Produits d'écarts de change	64	83
Total des Autres produits opérationnels	64	83

Note 13 Autres charges opérationnelles

Le détail des Autres charges opérationnelles est présenté ci-après :

(en milliers d'euros)	12 mois jusqu'au 31 décembre 2012	12 mois jusqu'au 31 décembre 2011
Charges d'écarts de change	34	0
Autres charges opérationnelles	257	82
Total des Autres charges opérationnelles	291	82

Les autres charges opérationnelles correspondent à l'allocation de départ versée, à la fin de leur engagement, aux membres du personnel qui ont cessé leurs fonctions au BIPM en 2011 et 2012 et qui ne peuvent pas bénéficier d'une pension de retraite.

14. — LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT VOLUME

BIPM	Bureau international des poids et mesures
CENAM	<i>Centro Nacional de Metrología</i> (Mexique)
CGPM	Conférence générale des poids et mesures
CIPM	Comité international des poids et mesures
CIPM MRA	Arrangement de reconnaissance mutuelle du CIPM/ <i>CIPM Mutual Recognition Arrangement</i>
EURAMET	<i>European Association of National Metrology Institutes</i>
IAS	<i>International Accounting Standards</i>
IASB	<i>International Accounting Standards Board</i>
IFCC	<i>International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine</i>
IFRS	<i>International Financial Reporting Standards</i>
ININ	<i>Instituto Nacional de Investigaciones Nucleares</i> (Mexique)
INMETRO	<i>Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia</i> (Brésil)
INRIM	<i>Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica</i> (Italie)
INTI	<i>Instituto Nacional de Tecnología Industrial</i> (Argentine)
IOPP	<i>Institute of Physics Publishing</i>
IPSAS	Normes comptables internationales du secteur public/ <i>International Public Sector Accounting Standards</i>
IPSASB	<i>International Public Sector Accounting Standards Board</i>
JCRB	Comité mixte des organisations régionales de métrologie et du BIPM/ <i>Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM</i>
JCTLM	Comité commun pour la traçabilité en médecine de laboratoire/ <i>Joint Committee on Traceability in Laboratory Medicine</i>
KCDB	Base de données du BIPM sur les comparaisons clés/ <i>BIPM Key Comparison Database</i>
LNE	Laboratoire National de Métrologie et d'Essais (France)
NIM	<i>National Institute of Metrology</i> (Chine)
NIST	<i>National Institute of Standards and Technology</i> (États-Unis d'Amérique)
NMIA	<i>National Measurement Institute, Australia</i> (Australie)
NMIJ	<i>National Metrology Institute of Japan</i> (Japon)
NMISA	<i>National Metrology Institute of South Africa</i> (Afrique du Sud)
NPL	<i>National Physical Laboratory</i> (Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord)
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Allemagne)
SI	Système international d'unités
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UNSAM	Université nationale de San Martín (Argentine)
UTC	Temps universel coordonné



The present report is presented in French and in English.

Please note, however, that the official version is the French one.

CURRENT MEMBERS
OF THE
INTERNATIONAL COMMITTEE FOR WEIGHTS AND MEASURES

AS OF 19 JUNE 2013

President

1. B. INGLIS, National Measurement Institute (NMIA), P.O. Box 264, Lindfield NSW 2070, Australia.

Secretary

2. R. KAARLS, Klaverwydenstraat 13, 2381 VX Zoeterwoude, The Netherlands.

Members

3. B. BOWSHER, Managing Director, National Physical Laboratory (NPL), Hampton Road, Middlesex, TW11 0LW Teddington, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.
4. H.S. BRANDI, Director for Scientific and Industrial Metrology, Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia (INMETRO), Av. Nossa Senhora das Graças, 50 - Xerém, Dugue de Caxias, RJ 25.250-020, Rio de Janeiro, Brazil.
5. K. CARNEIRO, Morlensesvej 16, DK-2840 Holte, Denmark.
6. K.H. CHUNG, Dean, Graduate School of Analytical Science and Technology, Chungnam National University, 79 Daehakro, Yuseong-gu, Daejeon 305-764, Republic of Korea.
7. Y. DUAN, Deputy Director, National Institute of Metrology (NIM), No. 18, Bei San Huan Dong Lu, 100013 Beijing, China.
8. L. ÉRARD, Scientific Advisor, Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), 1 rue Gaston Boissier, 75015 Paris, France.
9. V.N. KRUTIKOV, Rosstandart, 9 Leninsky Prospekt, V-49, GSP-1, 119991 Moscow, Russian Federation.
10. W. LOUW, Director, Technical Infrastructure Development, National Metrology Institute of South Africa (NMISA), Private Bag X34, Lynnwood Ridge, 0040 Pretoria, South Africa.

11. W.E. MAY, Associate Director for Laboratory Programs, Principle Deputy, National Institute of Standards and Technology (NIST), 100 Bureau Drive, Stop 1000, Gaithersburg, MD 20899-1000, United States of America. *Vice-president.*
 12. J.W. McLAREN, 625 Duff Cr., Ottawa ON K1J 7C6, Canada. *Vice-president.*
 13. H.O. NAVA-JAIMES, Director General, Centro Nacional de Metrología (CENAM), km 4,5 Carretera a Los Cués, El Marqués, C.P. 76241 Querétaro, Mexico.
 14. A. SACCONI, Consultant, Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica (INRIM), Strada delle Cacce 91, 10135-Turin, Italy.
 15. H. UGUR, Kemeralti mah. 123. Sok, Denizkent sitesi, 19C/2 Marmaris, Mugla 48700, Turkey.
 16. J. ULLRICH, President, Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB), Bundesallee 100, D-38116 Braunschweig, Germany.
 17. T. USUDA, Director, Metrology Management Center, National Metrology Institute of Japan (NMIJ/AIST), Tsukuba Central 3, 1-1-1 Umezono, Tsukuba, Ibaraki 305-8563, Japan.
 18. J. VALDÉS, National University of San Martín (UNSAM), Dean, Institute for Industrial Quality (UNSAM-INITI), Instituto Nacional de Tecnología Industrial (INTI), av. Gral. Paz 5545, B1650WAB San Martín, 1001 Buenos Aires, Argentina.
-

**Annual report to the Governments of the High Contracting Parties
on the administrative and financial situation
of the International Bureau of Weights and Measures
in 2012**

1. — Foreword
2. — 2012 BIPM Financial statements
 - Independent Auditor's Report
 - Statement of financial position
 - Statement of financial performance
 - Statement of changes in net assets
 - Cash Flow Statement
 - Notes to the Financial Statements
 - Note 1 General information
 - Note 2 Significant accounting policies
 - Note 3 Estimates and judgments
 - Note 4 Intangible and tangible assets
 - Note 5 Inventories and work in progress
 - Note 6 Member States Contributions
 - Note 7 Other receivables
 - Note 8 Cash and cash equivalent
 - Note 9 Cash and cash equivalent, restricted use
 - Note 10 Employee benefits
 - Note 11 Other current debtors
 - Note 12 Contributions
 - Note 13 Subscriptions of Associates
 - Note 14 Other income
 - Note 15 General services
 - Note 16 Other operating expenses
 - Budget outturn
3. — Contributions settled in 2012
4. — Outstanding contributions as at 31 December 2012
5. — Advances made to the States in arrears settled in 2012
6. — Outstanding advances made to the States in arrears as at 31 December 2012
7. — Additional discretionary contribution settled in 2012
8. — Subscriptions settled in 2012
9. — Outstanding subscriptions as at 31 December 2012
10. — Budget for 2013
11. — Table of repartition of the dotation for 2013
12. — Table of subscriptions of Associate States and Economies of the CGPM for 2013

13. — 2012 BIPM Pension and Provident Fund Financial Statements

Independent Auditor's Report

Statement of financial position

Statement of financial performance

Statement of changes in net assets

Cash flow statement

Notes to the Financial Statements

- Note 1 General information
- Note 2 Adoption of the new Accounting Standards
- Note 3 Significant accounting policies
- Note 4 Estimates and judgments
- Note 5 Contributions from Member States
- Note 6 Contributions from BIPM staff members
- Note 7 Pensions
- Note 8 Pension provision
- Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income
- Note 10 Other receivables
- Note 11 Other debtors
- Note 12 Other operating income
- Note 13 Other operating expenses

14. — List of acronyms and initialisms used in the present volume

1. — FOREWORD

Director of the BIPM

On the 31 December 2012 Professor Michael Kühne, Director, retired. Therefore, 1 January 2013 marked a transition in the Directorship of the BIPM from Professor Kühne to Dr Martin Milton, who had joined the BIPM on 1 October 2012 as Deputy Director, Director Designate.

Membership

The Republic of Tunisia, formerly an Associate of the CGPM since 2007, became a Member State on 1 February 2012. The Republic of Cameroon, and the Democratic People's Republic of Korea, having failed to meet the deadline 21 October 2012 set by Resolution 6 (2011) adopted by the CGPM for concluding a rescheduling agreement with the CIPM, were excluded. This brought the total number of States Parties to the Metre Convention to 54 on the 31 December 2012.

The Sultanate of Oman, the Republic of Botswana, the Syria Arabic Republic and the Republic of Namibia became associates of the CGPM on 8 May 2012, 30 May 2012, 31 May 2012 and 10 August 2012 respectively. This brought the total number of Associates to 37 on the 31 December 2012.

BIPM Financial Outturn for 2012

In 2012, the income and expenditure on on-going activities were close to balanced.

The development of the fully-designed watt balance started during 2012, and hence the experimental prototype watt balance equipment has been written off. Additionally, the experience gained from the development of new software in the Time Department has enabled a more accurate value to be estimated for the older "T-soft" software. These two items have generated a one-off extraordinary loss of 3 646 thousand Euros for 2012 and, therefore, the BIPM net result for 2012 is a loss of 3 654 thousand Euros.

In 2012, a change in accounting policies, based on the BIPM experience of the use of its buildings was implemented and applied retrospectively. This resulted in a change from a reproduction cost approach to the depreciated replacement cost approach, and will provide improved and more relevant information about the effects of transactions, other events, and conditions on the BIPM's financial position and financial performance.

The execution of the 2012 budget is as follows:

Revenue	12 760 thousand Euros
Expenses	11 803 thousand Euros

This shows a budget surplus of 9 57 thousand Euros, to which should be deducted 1 512 thousand Euros of non-committed appropriations in 2011 and 2012 carried forward to the 2013 budget. These non-committed appropriations are mainly related to scientific equipment for an amount of 964 thousand Euros, the purchase of which was delayed given the slower than expected progress in some projects as well as renovation building projects for an amount of 496 thousand Euros for some of which feasibility studies have been required before launching them.

For reference, the CIPM has adopted the following amounts for the budget of 2012 financial period:

Revenue	12 569 thousand Euros
Expenses.....	12 087 thousand Euros

BIPM Pension and Provident Fund Financial Outturn for 2012

As a result of interest rates remaining at long-term low levels, the applicable discount rate for the liabilities has been reduced to 3.00 %. This has resulted in a significant increase of 10 363 thousand Euros in the valuation of the BIPM Pension and Provident Fund liabilities.

As a consequence, the BIPM Pension and Provident Fund Financial net result for 2012 is a loss of 10 105 thousand Euros.

2. — 2012 BIPM FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

International Bureau of Weights and Measures

Registered office:
Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex

Independent Auditors' Report on 2012 financial statements

Period ended December 31st, 2012

To the members of the International Committee of Weights and Measures,

In accordance with the engagement entrusted to us by the Director of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM), we hereby report to you on the financial statements of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2012.

We have audited the accompanying financial statements of the BIPM as of and for the period ending December 31st, 2012, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended,
- Notes to the financial statements, and
- Budget outturn.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The director of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Qualified Opinion

Our qualified opinion is based on the following fact.

As at December 31st, 2011, the BIPM valued in its financial account for €1 433k a software (T-Soft) dedicated to the International Atomic Time calculation.

Since there was no monitoring of the capitalized costs during the development phase, the BIPM was not able to justify the value of the accounted asset. Thus, we qualified our opinion on this value in our report on the financial statements as at December 31st, 2011.

The fair value of the software as at December 31st, 2012 was determined based on the capitalized costs of a similar software developed during the period. Consequently, the T-Soft software has been impaired for €1 214k in the financial statements as at December 31st, 2012. Given our qualification on the initial value of the software, we are not able to confirm the impact of the impairment on the opening net assets and the net result of the period.

In our opinion, except for the effect of the matters described above, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2012, and of its financial performance, its changes in net asset, its cash flows for the year then ended and the budget outturn in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matters set out in Note 2 "Significant accounting policies" and Note 4 "Intangible and tangible assets" regarding:

- The change in accounting policy related to buildings as at December 31st, 2009, applied retrospectively



- The change in accounting estimates on the KCDB, JCRB and JVTLM data bases, the Watt balance and T-Soft software.

Paris La Défense, June 11th, 2013

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2012	31 December 2011 (restated)	31 December 2011 (audited)
Assets				
Non current assets				
Intangible assets	4	649	2 021	2 021
Buildings	4	19 093	19 236	22 373
Scientific equipment	4	10 396	13 027	13 027
Other property, plant and equipment	4	1 268	1 314	1 314
Member States contributions	6	2 055		
Staff social loans		152	195	195
Non current assets		33 613	35 793	38 930
Current assets				
Inventories and work in progress	5	488	490	490
Member States contributions	6	622	4 437	4 437
Subscriptions of Associates		33	40	40
Other receivables	7	405	591	591
Prepayment		141	144	144
Cash and cash equivalent, restricted use	8, 9	13 314	11 706	11 706
Cash and cash equivalent, other		0	0	0
Current assets		15 003	17 408	17 408
Total Assets		48 616	53 201	56 338
Net Assets				
Net result for the period		(3 654)	(194)	(1 059)
Revaluation reserve		0	0	0
Other reserves		39 700	39 894	43 896
Net Assets		36 046	39 700	42 837
Non current liabilities				
Non current employee benefits	10	8 888	7 505	7 505
Advances made to the States in arrears	6	2 234		
Other non current liabilities		0	0	0
Non current liabilities		11 122	7 505	7 505
Current liabilities				
Current employee benefits	10	372	368	368
Advances made to the States in arrears	6	173	4 061	4 061
Current payables		474	583	583
Other current debtors	11	429	984	984
Current liabilities		1 448	5 996	5 996
Total Liabilities		12 570	13 501	13 501

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2012	2011 (restated)	2011 (audited)
Operating revenue				
Contributions	12	11 875	11 590	11 590
Subscriptions	13	320	271	271
Other income	14	998	986	986
Total operating revenue		13 193	12 847	12 847
Operating expenses				
Staff	10	7 358	6 611	6 611
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund	10	2 369	2 270	2 270
General services	15	958	1 092	1 092
Laboratory operating expenses		372	574	574
Building maintenance		235	260	260
Depreciation and amortization	4	1 887	1 986	2 851
Other operating expenses	4, 16	3 660	240	240
Total operating expenses		16 839	13 033	13 898
Result from operating activities		(3 646)	(186)	(1 051)
Financial expenses		8	8	8
Result from ordinary activities		(3 654)	(194)	(1 059)
Net result for the period		(3 654)	(194)	(1 059)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Revaluation reserve	Other reserves
Balance at 1 January 2011 (audited)	(1 203)	0	45 099
Change in accounting policies			(4 002)
Balance at 1 January 2011 (restated)	(1 203)	0	41 097
Allocation of prior period net result	1 203		(1 203)
Net result for the period	(194)		
Balance at 31 December 2011	(194)	0	39 894
Allocation of prior period net result	194		(194)
Net result for the period	(3 654)		
Balance at 31 December 2012	(3 654)	0	39 700

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2012	2011
Cash flows from operating activities			
Contributions		11 352	11 703
Subscriptions		322	244
VAT reimbursement		613	423
Other receipts		1 085	394
Staff		(5 885)	(5 532)
Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund		(2 915)	(3 303)
Suppliers		(1 867)	(2 319)
Financial payments		(8)	(8)
Total cash flows from operating activities		2 697	1 602
Cash flows from investing activities			
Purchase of tangible and intangible assets		(1 089)	(2 035)
Proceeds from sale of tangible and intangible assets		0	7
Total cash flows from investing activities		(1 089)	(2 028)
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		1 608	(426)
Cash and cash equivalent at beginning of period		11 706	12 132
Cash and cash equivalent at end of period	8	13 314	11 706

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

THE MISSION AND ROLE OF THE BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 54 at 31 December 2012, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to ensure and promote the global comparability of measurements, including providing a coherent international system of units for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Sustaining the quality of life and the global environment.

The unique role of the BIPM is based on its international and impartial character enabling it:

- To coordinate the realization and improvement of the world-wide measurement system to ensure it delivers accurate and comparable measurement results.
- To undertake selected scientific and technical activities that are more efficiently carried out in its own laboratories on behalf of Member States.
- To promote the importance of metrology to science, industry and society, in particular through collaboration with other intergovernmental organizations and international bodies and in international forums.

The unique role of the BIPM enables it to achieve its mission by developing the technical and organizational infrastructure of the International System of Units (SI) as the basis for the world-wide traceability of measurement results.

This is achieved both through technical activities in its laboratories and through international coordination.

The objectives of the BIPM are:

- To establish and maintain appropriate reference standards for use as the basis of a limited number of key international comparisons at the highest level.
- To coordinate international comparisons of national measurement standards through the Consultative Committees of the CIPM; taking the role of coordinating laboratory for selected comparisons of the highest priority and undertaking the scientific work necessary to enable this to be done.
- To provide selected calibrations for Member States.
- To coordinate activities between the NMIs of Member States, such as through the CIPM MRA, and to provide technical services to support them.
- To liaise as required with relevant intergovernmental organizations and other international bodies both directly and through joint committees.

- To organize scientific meetings to identify future developments in the world-wide measurement system required to meet existing and future measurement needs in industry, science and society.
- To inform, through publications and meetings, the wider scientific public and decision makers on matters related to metrology and its benefits.

The Metre Convention, the constituent instrument of the BIPM, created a permanent and scientific International Bureau of Weights and Measures (BIPM), located at the Pavillon de Breteuil, Sèvres, on the outskirts of Paris together with an organizational structure for its governance.

The **General Conference on Weights and Measures** (CGPM) is the plenary organ of the BIPM and is formed by the delegates of all the Member States. It meets at least once every six years, in general once every four years, to discuss the state of the International System of Units (known as the SI) and plan its evolution to meet the world's future technological, scientific and commercial needs. The CGPM also adopts Resolutions that address the most important needs of international metrology, thus setting a path for the evolution of the science of metrology. It receives the Report of the International Committee for Weights and Measures (CIPM) on work accomplished and proceeds by secret ballot to the renewal of half of the CIPM.

The **CIPM** is the organ which exerts the exclusive direction and supervision of the BIPM and is made up of 18 individually elected members, each of a different nationality. The CIPM meets every year and directs all metrological work that the Member States have decided to carry out in common, provides for cooperation between experts on metrology matters and coordinates the results of their work, and draws up the detailed regulations for the BIPM and the work of the BIPM. It approves the text of the *Convocation* of the CGPM and of the *Programme of Work* to be submitted for the approval of the CGPM; it reports on the work accomplished to the CGPM; it submits to the Member States, through the bureau of the CIPM, the *Annual Report on the financial and administrative situation of the BIPM*; it draws up, based on a proposal from the Director, the annual budget; it approves the annual financial statements and the administrative and financial regulations; and it supervises the management of the BIPM Pension and Provident Fund.

The laboratories and offices of the BIPM located at the Pavillon de Breteuil include a number of metrology laboratories in areas of mass, time, electricity, ionizing radiation and chemistry. The BIPM is staffed with about 75 metrologists and support staff members who ensure the harmonious operation of the international metrology system.

Specific matters relating to tax

According to the Headquarters agreement (“Accord de siege”) with the French State, the BIPM benefits of a number of functional privileges and immunities to allow it to carry out its mission, in particular it is exempted from paying any direct tax.

The BIPM pays value added tax (VAT) according to the normal French legislation. However, the VAT is reimbursed by the French State for items that have been purchased that exceed a certain value and which are for the official use of the BIPM. The reimbursement is based on a list of paid invoices submitted every 4 months.

Imported items for the official use of the BIPM are exempted from import duties and VAT.

Note 2 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the International Public Sector Accounting Standards Board (IPSASB), based on International Accounting Standards (IASs) and International Financial Reporting Standards (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The IPSAS adopted for the 2012 financial statements are all those standards effective for periods beginning on 1 January 2012 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements). In addition, the following standards have been anticipated:

IPSAS 28—Financial Instruments: Presentation (01/10) (mandatory for annual financial statements covering periods beginning on or after 1 January 2013)

IPSAS 29—Financial Instruments: Recognition and Measurement (01/10) (mandatory for annual financial statements covering periods beginning on or after 1 January 2013)

IPSAS 30—Financial Instruments: Disclosures (01/10) (mandatory for annual financial statements covering periods beginning on or after 1 January 2013)

and IPSAS 32—Service Concession Arrangements: grantor (10/11) (mandatory for annual financial statements covering periods beginning on or after 1 January 2014). This standard is not applicable to the activities of the BIPM and therefore without impact on the financial statements.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have also been prepared on the historical cost basis, except for the revaluation of certain tangible assets.

Financial statements have been prepared in accordance with the provisions of the Metre Convention and its Annexed Regulations, Resolutions adopted by the CGPM, and CIPM decisions.

The main accounting options for the 2012 financial statements are presented below:

1. A rescheduling agreement has been concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively. The BIPM has anticipated the application of the three new standards on financial instruments (IPSAS 28 – Financial Instruments: Presentation, IPSAS 29 – Financial Instruments: Recognition and Measurement, IPSAS 30 – Financial Instruments: Disclosures), which are mandatory for financial statements starting on 1 January 2013, in order:

- to improve the quality of financial information provided to its stakeholders, splitting current and non-current parts of the Member States Contributions and Advances made to the States in arrears by the other Member States on the face of the Statement of the financial situation,
- and to apply consistently these three new standards on these assets and liabilities, recognized at amortized cost since the date of the signature of these rescheduling agreements.

The anticipation of these three new standards has not impacted the presentation of the Member States Contributions and Advances made to the States in arrears by the other Member States as audited 31 December 2011, since they were all accounted as current assets and current liabilities, being (in principle) payable immediately (see note 6).

2. About buildings, in 2012, a change in accounting policies was implemented, applied retrospectively, because this change results in the financial statements providing improved and more relevant information about the effects of transactions, other events, and conditions on the BIPM's financial position and financial performance (IPSAS 3 § 17 and 27). The BIPM has implemented this change in accounting policy, based on its experience of the use of its buildings. These buildings, initially recognised using the reproduction cost approach, are now evaluated using the depreciated replacement cost approach (see note 4).

3. The following changes in accounting estimates were implemented, recognized prospectively (i.e. the change is recorded in the 2012 BIPM financial statements and onwards):

- amortisation of the KCDB, JCRB and JCTLM databases, which were considered to have an indefinite useful life. Some triggering events occurred in 2012 (the decision to revamp the BIPM website, the KCDB, as well as the predicted upgrade of the software supporting the JCTLM database) have indicated an expected end of their useful life, respectively in 4 years, 4 years and 9 years,
- derecognition of some elements of the watt balance, scientific equipment which was previously recognized as scientific equipment under development and is no longer useful for the new watt balance prototype. These elements amount to 2 004 thousand Euros. This new watt balance prototype remains recognized as scientific equipment under development for 768 thousand Euros.
- derecognition of the superconducting watt balance which was previously recognized as scientific equipment under development for 110 thousand Euros, since the superconducting watt balance is a completed project which will not be used in the future (see note 4).

4. T-soft, recognized as an intangible asset with an indefinite useful life, has been tested for impairment according to IPSAS 21. In 2012, its recoverable service amount was determined using the depreciated replacement cost approach, and its value has been benchmarked with the expected development cost of Rapid UTC, a new solution to predict UTC, estimated at 220 thousand Euros. Hence T-soft, valued 1 434 thousand Euros in the 2011 BIPM financial statements, has been impaired considering that its depreciated replacement cost used to determine its recoverable service amount, would not exceed 220 thousand Euros, recognizing an impairment of 1 214 thousand Euros in 2012 (see note 4).

The main accounting policies adopted are set out below.

Revenue recognition

The dotation comprises the fixed and complementary parts mentioned in Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and covers general expenses related to the BIPM's mission and core activities of common interest to all Member States, including all operating, scientific equipment, maintenance and renovation of buildings and human resources expenditure.

Member States Contributions

The dotation is distributed among Member States according to Article 20 of the Annexed Regulations to the Metre Convention and the decisions adopted by the CGPM at its 11th, 16th and 18th meetings.

The contributive part of each Member State for the financial period, which is notified to the Member States in the "*Notification des parts contributives dues par les Gouvernements des Hautes Parties contractantes pour l'entretien du Bureau international des poids et mesures et des souscriptions dues par les États et Entités économiques associés à la Conférence générale*", is determined following the method approved by the CGPM, based on the Scale of Assessments for the apportionment of the expenses of the United Nations adopted by the United Nations Organization in force at the time of the calculation of the Table of the contributive parts and for the period mentioned in the Scale of Assessment of the United Nations Organization. If such a Scale of Assessments is not yet available from the United Nations Organization for the period in question, the previous

Scale of Assessments is maintained until such time that the new Scale of Assessments is available when the contribution will be re-calculated using the new Scale of Assessments and appropriate adjustments made in the next *NOTIFICATION*.

The contribution of each Member State cannot be less than a minimum nor higher than a maximum. The maximum and minimum amounts were set by the CGPM at its 11th meeting at 10 % and 0.5 % of the total dotation. Since the 16th meeting of the CGPM, these maximum and minimum have been re-evaluated at the beginning of each quadrennium by multiplying them by a factor of $100/(100 + x)$, where “x” is equal to the sum of percentages of repartition corresponding to Member States having acceded to the Metre Convention during the previous quadrennium.

The calculation of the Table of contributive parts takes also into account the Member States obligation to pay supplementary sums to make up the dotation due to the default of Member States to which advantages and prerogatives are suspended in accordance with Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention.

The BIPM does not recognize additional discretionary contribution for Member States that have not paid their contribution over more than six years, nor for Member States that have declared that they will not pay their share of the additional discretionary contribution. When the BIPM receives payment for an additional discretionary contribution, initially not recognized, this contribution is either recognized in Additional discretionary contribution if it relates to the financial period or in Other income if it relates to a former period.

If a Member State previously in arrears by more than three years pays its arrears of contributions, then the advances made by the other Member States are returned to them.

The applicable provisions on contributions in arrears are the following: Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention, Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting and Resolution 7 (2011) adopted by the CGPM at its 24th meeting.

The outstanding contributions of excluded Member States are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 (2007) adopted by the CGPM at its 23rd meeting, an excluded Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution (see Note 6).

Contributions are notified in Euros (the functional currency of the BIPM) and are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

Contributions of new Member States

In accordance with Article 11 of the Metre Convention and the decision made by the CIPM at its 49th session, a State which becomes a Member State during the financial period is required to make an entry contribution equal to its first annual contribution and is required to make a contribution for the financial period in accordance with the above mentioned regulations.

When an Associate State accedes to the Metre Convention, the entry contribution is reduced by an amount equal to its subscriptions paid as an Associate up to a maximum of 5 years subscription in accordance with Resolution 5 adopted by the CGPM at its 23rd meeting.

Subscriptions of Associates

In accordance with Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting, the Associate States and Economies of the CGPM pay an annual subscription to the BIPM to meet the cost of providing the services that the CIPM made available to them.

The assessed subscription of each State having acceded to the status of Associate prior to the adoption of new provisions voted by the CGPM in October 2011 at its 24th meeting (see Resolution 4 (2011)) is determined from its

UN contribution, as for Member States, but with a minimum equal to 0.05 % of the annual dotation of the BIPM.

In accordance with Resolution 4 adopted by the CGPM at its 24th meeting, during an initial 5-year period following the accession to the status of Associate of the CGPM, Associate States shall pay an annual subscription determined from their contributions to the United Nations Organisation, as for States Parties to the Metre Convention, with a minimum equal to 0.1 % of the annual dotation of the BIPM. This decision is applicable to Associate States at the date of this meeting (October 2011) for the calculation of their subscription starting for the year 2013. After the above-mentioned initial 5-year period, if the CIPM considers, on the basis of the criteria it adopted, that it would be appropriate for an Associate State to become a State Party to the Metre Convention, the amount of subscription for such an Associate will be progressively and irreversibly increased each year so that it reaches, in five years, an amount equivalent to 90 % of the annual contribution it would pay as a State Party to the Metre Convention.

This progressive and irreversible increase will be applicable starting on the 1st January of the second year following the CIPM decision to encourage an Associate State to become a State Party to the Metre Convention. The CIPM review of the situation of Associate States in 2011 will be used in application of the Resolution 4 (2011) and the first increase of the subscriptions will become effective in 2013. Such increase will not apply to Associate States whose annual subscription is already equal to the contribution they would pay as a State Party to the Metre Convention. As long as an Associate State does not fulfil the above-mentioned criteria to be encouraged to become a State Party to the Metre Convention, it will continue to benefit from the advantages of the Associate Status, as provided for in Resolution 3 adopted by the CGPM at its 21st meeting (1999), and from the BIPM services that the CIPM made available to them, and its subscription will continue to be determined as during the initial 5-year period.

Assessed subscriptions are payable in Euros, or in a Euro convertible currency, at the beginning of each year.

An Associate three years in arrears with its subscription ceases to be an Associate; it may be reinstated on payment of these arrears.

Interest income

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable. Other income, including costs reimbursed by third parties, is recognized when they are acquired, either contractually, or in the absence of a contract, upon receipt.

Leasing

The BIPM does not have any finance leases.

Rentals payable under operating leases are charged to income on a straight-line basis over the term of the relevant lease, even if the payments are not made on such a basis.

Foreign currencies

Member State contributions, additional discretionary contribution and subscriptions of Associates are payable in Euros or in a Euro convertible currency. If they are paid in a Euro convertible currency, they are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions, which means that the BIPM does not support the foreign currency risk on them.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance.

Intangible assets

Intangible assets include depreciable items such as databases, software, websites as well as certain development costs that meet the IPSAS 31 criteria.

Depreciable intangible assets are amortized using the straight-line method over their useful lives, usually estimated to 5 years for software.

Intangible assets considered to have finite useful life are carried at their costs less accumulated amortization and accumulated impairment losses.

Intangible assets with an indefinite useful life are carried at their costs less accumulated impairment losses. They are tested for impairment annually according to IPSAS 21, using the amortised replacement cost to estimate their recoverable service amount.

Tangible assets

Buildings

The BIPM has its headquarters in the grounds of the Pavillon de Breteuil granted to the BIPM by France in 1875 and located in a park that is in excess of four hectares in the *Domaine national de Saint-Cloud*.

Three out of the seven buildings of the BIPM are heritage assets. These are:

- the Pavillon de Breteuil built in 1672, entirely renovated in 1875;
- the Petit Pavillon built in 1672, entirely renovated in 1875 and partially renovated in 2007;
- the Observatoire built in 1878.

The four other buildings as well as the Nouvel Observatoire are non-historical heritage assets of the BIPM. These are:

- the Nouvel Observatoire, built in 1929,
- the Ionizing radiation building built in 1964,
- the Lasers building, built in 1984 and partially renovated in 2011
- the Nouveau Pavillon built in 1988,
- the Pavillon du Mail built in 2001.

The BIPM has a grant of tenure (*concession de jouissance*) signed on 4 October 1875 with France and amended in 1930 and 1964, which requires it to maintain the assets that have been granted as long as the BIPM operates on the site. The BIPM has the right to erect new buildings on the granted site. If a decision to relocate the BIPM were taken, the BIPM should return these buildings to France. No such decision has been taken so far, therefore the BIPM considers that it can use these buildings, and possibly build new ones, for the purpose of its activities, behaving as the owner of these buildings. The BIPM has chosen not to value the land granted in its financial statements.

The BIPM recognizes all of its buildings in tangible assets, considering, in accordance with IPSAS 17, that they are identifiable assets, controlled by the BIPM as a result of past events and which provide future economic benefits or service potential to the BIPM.

Heritage and non-heritage buildings are valued using the same method.

The specific components of heritage and non-heritage buildings are valued using the same method, according to their useful life, namely:

- Building structure: not depreciated;
- External painting/roof: 30 years;
- Boiler: 20 years;
- General and technical installations: 20 years;
- Fittings: 15 years.

The fair value valuation was performed on 1 January 2009 by an independent expert in order to determine the initial value of the BIPM buildings at that date.

A revaluation of buildings is performed by an independent expert every twelve years to ensure that the evolution of the heritage of the BIPM is well reflected in its Statement of financial position over the long term. The fair value used in connection with the building assessment of the BIPM is the depreciated replacement cost.

Scientific equipment

The BIPM has scientific equipment in order to accomplish its mission. Among scientific equipment, components are identified, each of them having a specific useful life, in line with the useful life of assets, from 5 years to 75 years, or indefinite for some standards.

Useful lives are reviewed on a regular basis and changes in estimates, when relevant, are accounted for on a prospective basis.

The cost of replacing part of an item of scientific equipment is recognized in the carrying amount of the item if it is probable that the future economic benefits embodied within the part will flow to the BIPM and its cost can be measured reliably. The costs of the day-to-day servicing of scientific equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Scientific equipment is measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, except for standards with an indefinite useful life which are revalued every 12 years.

Other property, plant and equipment

Other property, plant and equipment (PPE) of the BIPM include heritage assets of the BIPM, such as heritage scientific equipment which constitute heirloom equipment, formerly used in metrology, which are not depreciated and are revalued every twelve years by an independent expert, first fair value was made on 1 January 2009, as well as other property, plant and equipment measured at cost, less accumulated depreciation and accumulated impairment losses, depreciated using the straight-line method over their estimated useful lives, from 2 years to 25 years.

The costs of the day-to-day servicing of property, plant and equipment are recognized as expenses in the Statement of financial performance as incurred.

Impairment of tangible and intangible assets

Whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying amount of tangible and intangible assets may not be recoverable, an impairment test is performed. The purpose of this test is to compare the carrying value of the asset with its recoverable value.

An asset's recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell it and its value in use which is the present value of the future cash flows expected to be derived from the use of the asset or its disposal. Where the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount, an impairment loss is recognized in the caption Other operating expenses.

After the impairment loss, the newly assessed asset is depreciated prospectively over its remaining life.

It is assessed, at each reporting date, whether there is any indication that an impairment loss recognized in prior periods for an asset may no longer exist or may have decreased. The increase in the carrying value of the assets, revised due to the increase of the recoverable value, cannot exceed the carrying amount that would have been determined had no impairment loss been recognized for the asset in prior periods. Such reversal is recognized in the Statement of financial performance.

Inventories

Inventories are stated at the lower of cost and net realizable value. Cost is determined using the first in first out method and includes expenditure incurred in acquiring the inventories, production or conversion costs.

In the case of manufactured inventories and work in progress, mainly mass prototypes, cost includes an appropriate share of production overhead based on normal operating capacity.

Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and selling expenses.

Member States contributions, Subscriptions of Associates and Other receivables

Member States contributions, subscriptions of Associates and other receivables are stated at amortised cost.

No allowance for loss is recorded with respect to receivables related to Member States contributions and subscriptions of Associates.

For all other receivables, an allowance for estimated irrecoverable amounts is established based on a review of outstanding amounts at the reporting date.

Current financial assets

Current financial assets include mutual fund investments in bonds. They are valued on the face of the financial statements at their fair value, as assets available for sale. Current financial assets are included in Cash and cash equivalent, restricted use on the face of the Statement of financial position. Fair value adjustments are recognised in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consist of cash, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued at their fair value. Fair value adjustments are recognised in Other income or Other operating expenses on the face of the Statement of financial performance.

Cash and cash equivalent that are restricted from use by the BIPM are presented on a separate line in the Statement of financial position.

Cash and cash equivalent comprise cash on hand and in banks, time deposits and other short-term highly liquid investments that are readily convertible to a known amount of cash and are subject to an insignificant risk of changes in value.

Cash and cash equivalent, restricted use comprises:

- Carry forward of committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to expenditure committed but for which no payment has been made by the end of the current financial period, shall be carried forward automatically to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used only for the realization of the commitments that justified their carry forward (Financial Regulations, article 10);
- Carry forward of non-committed appropriations to the Budget of the ensuing financial period: Appropriations corresponding to non-committed expenditure and for which no payment has been made by the end of the current financial period may be carried forward to the Budget of the ensuing financial period. Appropriations so carried forward shall be used either for the realization of the expenditure that justified their carry forward or transferred to the Reserve Fund (Financial Regulations, article 9);
- Reserve Fund: A Reserve Fund exists aimed at covering the fluctuations in payments of annual contributions from Member States. The Reserve Fund shall be financed by appropriations corresponding to expenditures that have not been committed, for which no payment has been made by the end of the current financial period, and that are not carried forward to the Budget of the ensuing financial period. The maximum amount of the Reserve Fund shall be determined by the CIPM when approving the Budget (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Reserve Fund shall represent 35 % of the total sum of the dotation of the ensuing financial period plus the contributions for the said financial period of States that have acceded to the Metre Convention after the adoption of the said dotation and at latest on 31 December of the current financial period;

- Capital Investment Fund: A Capital Investment Fund exists aimed at supporting the infrastructure of the BIPM and includes depreciation of equipment, any other additional capital investment needed, and any unexpected expenses. The source of finance of this Fund shall be whatever sums the CIPM may decide to transfer from the Reserve Fund and the entry contribution paid by States acceding to the BIPM representing their support to the infrastructure of the BIPM (Financial Regulations, article 16).

At its 2010 meeting, the CIPM decided that the Capital Investment Fund shall be constituted of the remaining funds. Sums shall be automatically transferred from the Capital Investment Fund to the Reserve Fund or from the Reserve Fund to the Capital Investment Fund to be in accordance with the CIPM decision, which shall be into force until such time that the CIPM decides otherwise.

Financial risks

The BIPM has developed risk management policies in accordance with its Financial Regulations. The BIPM is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

BIPM Credit risk represents the risk of default of payment of contributions by Member States. It is limited because of the provisions of Article 6 of the Annexed Regulations to the Metre Convention on the advances made by Member States for failure of payment obligations of a defaulting Member State (see Note 1).

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Employee benefits

BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM accounts for pension costs related to the BIPM Pension and Provident Fund as expenses.

Retirement indemnity provision

Upon retirement, staff recruited before 1 January 2010, over the age of 50 shall receive a retirement indemnity equal to a fraction of salary defined in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*. The retirement indemnity provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for retirement indemnity of the said staff members. The changes in the retirement indemnity provision are included in Family and social allowances.

Health insurance provision

Staff members who retire, and who are affiliated to the insurance scheme on leaving service and who do not have any gainful occupation, can continue to benefit from the health and funerals expenditures insurance. The health insurance provision represents the estimated actual liability of the defined benefits for health insurance of the said staff members. The changes in the health insurance provision are presented on a specific line in the staff cost chart (see Note 10).

In 2009 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years and the last review was in 2009.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Social Loans Fund

The operating funds of the Social Loans Fund, created by the CIPM in 1973 to grant social loans to staff members, is 1.2 % of the annual BIPM donation. Social loans are presented in Staff social loans and the remaining available funds are included in Cash and cash equivalent, restricted use on the face of the Statement of financial position.

Borrowings

The BIPM does not have any borrowings. If the Member States decided the use of borrowings, borrowings would be recognized at amortised cost.

Other non current liabilities

Other non current liabilities are recognized at amortised cost.

Note 3 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on the following items:

- fair value of financial instruments;
- fair value of tangible and intangible assets as at 1 January 2009: buildings, heritage assets, standards, databases etc. The BIPM uses external experts for the valuation of these assets;
- provisions for employee benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined benefit plan involve financial assumptions (discount rate, rate of return on assets, medical costs trend rate) and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate etc. The BIPM uses an external independent actuary in the assessment of these assumptions;
- accrued charges;
- contingent assets and liabilities;
- provisions for litigation. The litigation and claims to which the BIPM is exposed are internally assessed. In certain situations, the BIPM may seek the assistance of external specialized lawyers;
- impairment tests.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 4 Intangible and tangible assets

(in thousands of Euros)	Intangible assets	Standards & Scientific equipment	Machine tools	Vehicles	Office equipment	IT	Office furniture	Heritage assets	equipment under development	SUB-TOTAL	Buildings	TOTAL
Gross value 01/01/2011	2 363	17 884	994	153	110	785	501	485	3 030	26 305	20 545	46 850
Accumulated depreciation	(247)	(7 438)	(499)	(106)	(104)	(666)	(249)	0	0	(9 308)	(1 192)	(10 500)
Net value 01/01/2011	2 116	10 446	495	47	6	119	252	485	3 030	16 997	19 353	36 350
Additions	9	486	2 0		11	34	7	0	361	910	505	1 415
Disposals – gross value	0	(482)	(5)	0	0	(9)	0	0	(47)	(543)	0	(543)
Depreciation	(108)	(1 110)	(45)	(14)	(6)	(63)	(20)	0	0	(1 364)	(622)	(1 986)
Disposals – accumulated depreciation	0	348	5 0		0	9	0	0	0	362	0	362
Impairment loss	0	0	0 0		0	0	0	0	0	0	0	0
Other movements	4	227	0 0		0	1	0	0	(232)	0	0	0
Net value 31/12/2011	2 021	9 915	452	33	11	92	240	485	3 112	16 361	19 236	35 598
Gross value 01/01/2012	2 376	18 114	990	153	121	812	508	485	3 112	26 671	21 050	47 721
Accumulated depreciation	(355)	(8 199)	(538)	(120)	(109)	(720)	(268)	0	0	(10 309)	(1 814)	(12 124)
Net value 01/01/2012	2 021	9 915	452	33	11	92	240	485	3 112	16 361	19 236	35 597
Additions	13	257	5 0		9	60	9	0	407	760	492	1 252
Disposals – gross value	0	(317)	0	0	.	(2)	0	0	(2 115)	(2 434)	(194)	(2 628)
Depreciation	(171)	(989)	(45)	(13)	(5)	(47)	(19)	0	0	(1 289)	(598)	(1 887)
Disposals – accumulated depreciation	0	126	0 0		0	2	0	0	0	128	157	285
Impairment loss	(1 214)	0	0	0	0	0	0	0	0	(1 214)	0	(1 214)
Other movements	0	169	0 0		0	0	0	0	(169)	0	0	0
Net value 31/12/2012	649	9 161	412	20	16	105	230	485	1 235	12 313	19 093	31 406
Gross value 31/12/2012	1 175	18 223	995	153	130	870	517	485	1 235	23 783	21 348	45 131
Accumulated depreciation	(526)	(9 062)	(583)	(133)	(114)	(765)	(287)	0	0	(11 470)	(2 255)	(13 725)

NB: The 2011 information provided above for Buildings is not the information disclosed in the 2011 audited financial statements, but the restated information taking into account the change in accounting policy described below.

Intangible assets

For the periods presented, intangible assets include software, the website and the databases.

T-soft, recognized as an intangible asset with an indefinite useful life, has been tested for impairment according to IPSAS 21. In 2012, its recoverable service amount was determined using the depreciated replacement cost approach, and its value has been benchmarked with the expected development cost of Rapid UTC, a new solution to predict UTC, estimated at 220 thousand Euros. Hence T-soft, valued 1 434 thousand Euros in the 2011 BIPM financial statements, has been impaired considering that its depreciated replacement cost used to determine its recoverable service amount, would not exceed 220 thousand Euros, recognizing an impairment of 1 214 thousand Euros in 2012.

Concerning the other databases, it has been proceeded to the following changes in accounting estimates in 2012: amortisation of the KCDB, JCRB and JCTLM databases, which were considered to have an indefinite useful life. Some triggering events occurred in 2012 (the decision to revamp the BIPM website, the KCDB, as well as the predicted upgrade of the software supporting the JCTLM database) have indicated an expected end of their useful life, respectively in 4 years, 4 years and 9 years.

Standards and scientific equipment

In 2011, cycle counting of standards and scientific equipment was performed for two scientific departments (Chemistry and Time Departments). Moreover, a complete review of the useful life of standards and scientific equipment of all scientific departments was performed in liaison with the Directors of Departments, which contributed to a change in the useful life of some standards and scientific equipment. In 2012, standards and scientific equipment of the Ionizing Radiation Department were reviewed before the retirement of the Director of this scientific department.

The main investments in 2011 were a detector, a nitrogen generator, four silicon spheres and three platinum iridium standards for the Mass Department. The main changes in 2012 were the completion of the calculable capacitor and the 1 hertz impedance bridge of the Electricity Department which were scientific equipment under development as at 31 December 2011.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of standards and scientific equipment (including scientific equipment under development) amounts to 146 thousand Euros in 2011 and 397 thousand Euros in 2012.

In 2011, the main disposals of standards and scientific equipment were:

- the transfer of platinum iridium to inventories in order for it to be used to produce mass prototypes for subsequent sale,
- dismantling and removal of a cobalt 60 source as well as its irradiator in the Ionizing Radiation Department,
- disposal of lasers in the Time Department.

In 2012, the main disposals of standards and scientific equipment were two 238 uranium sources in the Ionizing Radiation Department.

The Ionizing Radiation Department currently has 26 sealed sources which are being used. No dismantling and removal provision for these sources is presented in the BIPM financial statements because there is uncertainty both on the amount and on the date of dismantlement, which does not satisfy the conditions for recording a provision.

Scientific equipment under development

Scientific equipment under development mainly related to the watt balance project, a priority project in the present and next programmes of work, for 2 620 thousand Euros at 31 December 2011, including an increase of 321 thousand Euros in 2011.

Some elements of the watt balance, scientific equipment which were previously recognized as scientific equipment under development and which are no longer useful for the new watt balance prototype, which amount to 2 004 thousand Euros, were derecognized in 2012. This new watt balance prototype remains recognized as scientific equipment under development for 768 thousand Euros.

In 2012, the superconducting watt balance, which was previously recognized as scientific equipment under development for 110 thousand Euros, was derecognized, since it is a completed project which will not be used in the future.

Buildings

In 2012, the following change in accounting policies was implemented, applied retrospectively, because this change results in the financial statements providing improved and more relevant information about the effects of transactions, other events, and conditions on the BIPM's financial position and financial performance (IPSAS 3 § 17 and 27). The BIPM has implemented this change in accounting policy, based on its experience of the use of its buildings. These buildings, initially recognised using the reproduction cost approach, are now evaluated using the depreciated replacement cost approach.

In 2011, major investments in Buildings were:

- the renovation of the roof of the Petit Pavillon,
- the completion of the renovation of the Lasers building started in 2010,
- the renovation of laboratories of the Ionizing Radiation Department in the Ionizing Radiation building,
- the renovation of the Director's flat in the Pavillon de Breteuil,
- the creation of a new storage room for the Ionizing Radiation Department.

In 2012, major investments in Buildings were:

- the renovation of the roof of the Pavillon de Breteuil finished early February 2013,
- the transformation of two rooms in the Observatoire for the installation of an IT room.

The BIPM labour cost included in the value of the additions of buildings amounts to 90 thousand Euros in 2011 and 79 thousand Euros in 2012.

In 2012, the major disposals in Buildings were:

- the fittings as well as the general and technical installations of the Lasers building, fully depreciated, pursuant the completion of the renovation of the Lasers building started in 2010,
- the former roof of the Petit Pavillon, fully depreciated, pursuant to its renovation in 2011.

Note 5 Inventories and work in progress

A breakdown of inventories and work in progress are as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
Inventories and work in progress		
Raw materials	421	421
Accessories for prototypes	17	17
Work in progress	43	43
Other	7	9
Total Inventories and work in progress	488	490

Raw materials are precious metals and work in progress concerns mainly mass prototypes.

The change in the inventories and work in progress is as follows:

(in thousands of Euros)	2012	2011
At 1 January	490	594
Movement of the year	(2)	(104)
At 31 December	488	490

Note 6 Member States Contributions

On the asset side, the breakdown of Member States Contributions, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012 (non current part)	31 December 2012 (current part)	31 December 2011
Republic of Cameroon	0	0	669
Democratic People's Republic of Korea	0	0	920
Dominican Republic	849	58	1 151
Islamic Republic of Iran	1 206	215	1 446
Other Member States	0	349	251
Total Member States Contributions	2 055	622	4 437

The discounted Member States Contributions of 907 thousand Euros and 1 421 thousand Euros for the Dominican Republic and the Islamic Republic of Iran respectively have a nominal amount of 1 093 thousand Euros and 1 501 thousand Euros respectively as at 31 December 2012.

On the liability side, the breakdown of Advances made to the States in arrears by the other Member States is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012 (non current part)	31 December 2012 (current part)	31 December 2011
Republic of Cameroon	0	76	690
Democratic People's Republic of Korea	0	0	822
Dominican Republic	884	97	1 141
Islamic Republic of Iran	1 350	0	1 408
Total Advances made to the States in arrears	2 234	173	4 061

The discounted Advances made to the States in arrears of 981 thousand Euros and 1 350 thousand Euros for the Dominican Republic and the Islamic Republic of Iran respectively have a nominal amount of 1 196 thousand Euros and 1 463 thousand Euros respectively as at 31 December 2012.

One of the main obligations of a Member State of an intergovernmental organization is to fulfil its financial obligations. Indeed, Article 9 of the Metre Convention states that the annual expenses for the maintenance of the International Bureau of Weights and Measures shall be covered by the contributions of the States Parties to the Metre Convention. Article 6 paragraph 6 to 8 of the Regulations annexed to the Metre Convention provides for a mechanism for the distribution of the contribution of a State which has remained three years without paying its contribution. Paragraph 7 of Article 6 also provides for a suspension of the advantages and prerogatives conferred to the said State by accession to the Metre Convention. This provision has been applied for the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran.

This important and unique procedure allows the BIPM to continue to fulfil its mission in the event that a State Party to the Metre Convention fails to make the payment of its contribution for more than three years.

Paragraph 8 of Article 6 provides that, after three more years, the State in arrears is excluded and the calculation of contributions is re-established in accordance with the provisions of Article 20 of the Regulations.

The General Conference on Weights and Measures, at its 23rd meeting (2007), adopted Resolution 8 on financial arrears defining the decision-making process and a procedure governing the recovery of arrears and exclusion. The International Committee for Weights and Measures sent a formal notification to the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran inviting them to fulfil their financial obligations and reminding them of the procedure governing the recovery of arrears and exclusion. Given the persistence of the Republic of Cameroon, the Democratic People's Republic of Korea, the Dominican Republic, and the Islamic Republic of Iran in their failure to fulfil their financial obligations, whose total amount of arrears is 3 983 thousand Euros in 2010, among which 3 836 thousand Euros were distributed among other States Parties to the Metre Convention, four draft Resolutions have been proposed in the Provisional agenda of the 24th meeting of the General Conference on Weights and Measures (October 2011) asking the CGPM to take a decision with regard to the exclusion of these Member States.

During its 24th meeting in 2011, the General Conference on Weights and Measures adopted Resolution 6 on financial arrears of States Parties to the Metre Convention. The CGPM thus reaffirmed the absolute necessity that contributions of States Parties to the Metre Convention be paid timely and consistently to allow the BIPM to fulfil its mission and to avoid financial problems in its day-to-day operation, and decided:

- for States Parties in arrears for more than 6 years to grant a period of 12 months from the date of adoption of Resolution 6 (2011) to conclude with the International Committee for Weights and Measures (CIPM) a rescheduling agreement,
- that if a rescheduling agreement is not concluded within 12 months, those States will automatically be excluded, and the CIPM will inform in writing the *Ministère français des Affaires étrangères et européennes* for notification to this effect to those States and to all States Parties to the Metre Convention on behalf of the CGPM, and
- that the calculation of contributions will be re-established in accordance with the applicable provisions in the most immediate calendar year after exclusion.

A rescheduling agreement has been concluded with the Dominican Republic and with the Islamic Republic of Iran respectively on 1 August 2012 for an amount of 1 151 thousand Euros and on 17 October 2012 for an amount of 1 446 thousand Euros. Since no rescheduling agreement has been concluded with the Republic of Cameroon and with the Democratic People's Republic of Korea within the above mentioned 12 months period, these States have been automatically excluded on 22 October 2012. Their outstanding Contributions, 669 thousand Euros and 975 thousand Euros respectively, have been withdrawn. The Advances made to these States by the other Member States, 669 thousand Euros and 877 thousand Euros respectively, have been derecognised. These amounts are contingent assets and contingent liabilities since, according to Resolution 8 adopted by the General Conference on Weights and Measures at its 23rd meeting (2007), an excluded

Member State may only again accede to the Metre Convention if its remaining arrears have been paid, and if, pursuant to Article 11 of the Metre Convention, that Member State pays an entrance contribution.

Note 7 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
VAT receivable	201	495
Other receivables	204	96
Total Other receivables	405	591

Note 8 Cash and cash equivalent

A breakdown of carrying value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2012
Cash	6 245	375	348	-	-	4	6 972
Cash equivalent	1 498	-	-	-	-	-	1 498
Bonds	3 359	556	-	152	388	-	4 455
Total	11 102	931	348	152	388	4	12 925

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2011
Cash	4 747	297	349	-	-	3	5 396
Cash equivalent	1 889	-	-	-	-	-	1 889
Bonds	3 359	543	-	151	368	-	4 421
Total	9 995	840	349	151	368	3	11 706

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2012
Cash	6 245	375	348	-	-	4	6 972
Cash equivalent	1 514	-	-	-	-	-	1 514
Bonds	3 648	613	-	156	411	-	4 828
Total	11 407	988	348	156	411	4	13 314

(in thousands of Euros)	Euros	GBP	USD	CAD	NOK	Other	Total 31 December 2011
Cash	4 747	297	349	-	-	3	5 396
Cash equivalent	1 907	-	-	-	-	-	1 907
Bonds	3 609	620	-	162	408	-	4 799
Total	10 263	917	349	162	408	3	12 102

Note 9 Cash and cash equivalent, restricted use

A breakdown of cash and cash equivalent, restricted use is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
Carry forward of committed appropriations to the budget of ensuing financial periods	949	505
Carry forward of non-committed appropriations to the budget of the ensuing financial period	1 512	1 546
Invoices not received as at 31 December	82	74
Current payables	474	583
Payables - Employee benefits	9	4
Other payables	134	28
BIPM Pension and Provident Fund	0	59
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	204	794
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	0	6
Payment from Cameroon – advance made to Cameroon to be reimbursed to other Member States	76	22
Payment from the Dominican Republic– advance made to the Dominican Republic to be reimbursed to other Member States	112	0
Reserve Fund for Health Insurance	242	305
Staff social loans Fund	126	79
Reserve Fund	4 071	4 012
Capital Investment Fund	5 323	3 689
Total	13 314	11 706

Note 10 Employee benefits

Staff cost

(in thousands of Euros)	2012	2011
Salaries	4 880	4 724
Family and social allowances	1 073	963
Social contributions	498	479
Subsistence allowance to the staff seconded to the BIPM	99	88
Change in health insurance provision	1 284	593
Staff cost included in BIPM assets during the period	(476)	(236)
Total staff cost	7 358	6 611

Number of staff

	31 December 2012	31 December 2011
Staff members under indefinite-term appointment	73	72
Staff members under fixed-term appointment	3	3
Staff seconded to the BIPM	1	1
Total number of staff	77	76

An IT officer was appointed on 2 May 2011. A Research Fellow was appointed to the Chemistry Department on 3 January 2011 and two Research Fellows finished their engagements respectively on 28 February 2011 in the Chemistry Department and on 31 August 2011 in the Electricity Department.

Professor Michael Kühne, Director of the BIPM since 1 January 2011, retired on 31 December 2012. Dr Martin Milton, who joined the BIPM on 1 October 2012 as Deputy Director, Director Designate, became the new Director of the BIPM on 1 January 2013.

A new Director of the Ionizing Radiation Department was appointed on 1 July 2012 to fill the vacancy left after the retirement of the previous Director of the Ionizing Radiation Department who retired on 31 May 2012. The Head of the Secretariat Section retired on 31 December 2012. The Quality, Health and Safety Manager left the BIPM on 31 December 2012 at the end of his fixed-term appointment.

Contribution to the BIPM Pension and Provident Fund

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 369 thousand Euros in 2012 and 2 270 thousand Euros in 2011.

Current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
Annual leave provision	372	368
Total current employee benefits	372	368

Changes in the annual leave provision are included in salaries.

Non current employee benefits

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
Retirement indemnity provision	303	204
Health insurance provision	8 585	7 301
Total non current employee benefits	8 888	7 505

Retirement indemnity provision

The changes in the retirement indemnity provision are included in Family and social allowances.

Health insurance provision

In 2009 the BIPM reviewed its main financial actuarial assumptions: discount rates and future medical costs. All demographic assumptions are reviewed at least every five years and the last review was in 2009.

The BIPM performs an actuarial valuation of the health insurance provision at the reporting date to measure its employee benefits obligation.

The following tables set out the changes in the accumulated benefits obligation concerning the health insurance, the amounts recognized in the Statement of financial position, in the Statement of financial performance, the evolution of actuarial gains and losses and the main actuarial assumptions used.

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
<i>In the Statement of financial position</i>		
Health insurance provision	8 585	7 301
Health insurance provision	8 585	7 301
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	326	320
Interest costs	272	263
Actuarial (Gains) losses	686	10
Change in health insurance provision	1 284	593
<i>Main actuarial assumptions (expressed as weighted averages)</i>		
Discount rate at the end of the period	3.19 %	3.72 %
Health cost increase (medical cost increase only, the impact of the aging of the population is taken into account in the model)	3.8 %	3.8 %

Assumed healthcare cost trends have a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position. A one percentage point change in assumed healthcare cost trend rates would have the following effects:

(in thousands of Euros)	One percentage point increase	One percentage point decrease
Impact on service cost and interest cost	255	(180)
Impact on health insurance provision	2 956	(2 128)

Note 11 Other current debtors

A breakdown of Other current debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
Contributions received during the financial period and related to the ensuing financial period	204	794
Subscriptions received during the financial period and related to the ensuing financial period	0	6
BIPM Pension and Provident Fund liability	0	59
Other	225	125
Total Other current debtors	429	984

Note 12 Contributions

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
Contributions	11 517	11 238
Additional discretionary contribution	358	352
Total	11 875	11 590

Contributions

The total sum of the contributions recognized in 2011 exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2011, as the Kingdom of Saudi Arabia became a Member State on 11 February 2011. The BIPM notified its entry contribution which was recognized in Other income (see Note 14) as well as its Contribution for 2011.

The total sum of the contributions recognized in 2012 also exceeded that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2012, as the Republic of Tunisia became a Member State on 1 February 2012. The BIPM notified its entry contribution which was recognized in Other income (see Note 14) as well as its Contribution for 2012.

Additional discretionary contribution

The total sum of the additional discretionary contribution recognized in 2011 differs from that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2011 as a number of Member States have declared that they would not pay this additional discretionary contribution for 2011 and as this additional discretionary contribution was therefore not recognized. The same situation happened in 2012.

Note 13 Subscriptions of Associates

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
Subscriptions of Associates	320	271

The total sum of subscriptions recognized in 2011 exceeds that notified in the *NOTIFICATION DES PARTS CONTRIBUTIVES DUES PAR LES GOUVERNEMENTS DES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES POUR L'ENTRETIEN DU BUREAU INTERNATIONAL DES POIDS ET MESURES ET DES SOUSCRIPTIONS DUES PAR LES ETATS ET ENTITES ECONOMIQUES ASSOCIES A LA CONFERENCE GENERALE* for 2011 as Bosnia and Herzegovina and Montenegro became Associates of the CGPM on 24 May 2011 and 1 August 2011 respectively and were notified of their subscriptions for 2011.

The same applies in 2012 because the Sultanate of Oman, the Republic of Botswana, the Syrian Arab Republic and the Republic of Namibia became Associates of the CGPM on 8 May 2012, 30 May 2012, 31 May 2012 and 10 August 2012 respectively and were notified of their subscriptions for 2012.

Note 14 Other income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
Other income		
<i>Metrologia</i>	114	93
Interest revenue	225	253
Entry contribution of new Member States	29	111
Grants	60	88
Meeting registration fees	25	17
Fair value adjustments on financial assets	389	0
Other	156	424
Total Other income	998	986

Metrologia

Net revenue from the *Institute of Physics Publishing* (IOPP) which publishes the journal *Metrologia*, owned by the BIPM, on behalf of the BIPM was 114 thousand Euros in 2012 and 93 thousand Euros in 2011.

Interest revenue

Interest revenue received as a result of financial asset investments amounted to 225 thousand Euros in 2012 and 253 thousand Euros in 2011.

Entry contribution of new Member States

The Kingdom of Saudi Arabia became a Member State on 11 February 2011 and was notified of its entry contribution in 2011. The Republic of Tunisia became a Member State on 1 February 2012 and was notified of its entry contribution in 2012.

Grants

The BIPM received several grants in 2011 for:

- Participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 52 thousand Euros,
- A grant of 29 thousand Euros from the *Ministère des affaires étrangères et européennes de la République française* to provide financial support for the rental of rooms for the 24th meeting of the CGPM,
- A grant of 7 thousand Euros made by the *National Measurement Institute* (Australia).

The BIPM received several grants in 2012 for:

- Participation of the *International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine* (IFCC) in the Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine (JCTLM) secretariat amounting to 53 thousand Euros,
- A grant of 7 thousand Euros made by the *National Measurement Institute* (Australia).

Meeting registration fees

The BIPM charged 17 thousand Euros in respect of registration fees for meetings held at the BIPM headquarters in 2011, in particular the ‘BIPM Workshop on Development of Advanced Time and Frequency Transfer Techniques’.

The BIPM charged 25 thousand Euros in respect of registration fees for meetings held at the BIPM headquarters in 2012, in particular the ‘Workshop on Challenges on Metrology for Dynamic Measurement’.

The BIPM received a contribution of 2 thousand Euros from the *National Institute of Metrology of Japan* (Japan) supporting the ‘Workshop on Challenges on Metrology for Dynamic Measurement’ in 2012.

Other

Foreign currency conversion gains amount to 51 thousand Euros for the year ending 31 December 2011 and 43 thousand Euros for the year ending 31 December 2012.

In 2011, the BIPM notably:

- charged royalties of 19 thousand Euros following a licence agreement signed in 2000 with a private company for the commercialization of the FB-2 balance,
- sold two mass prototypes to the Kenyan and Mexican national metrology institutes for 113 thousand Euros and tangible assets for 7 thousand Euros,
- and recognized 49 thousand Euros for one year of a two-year award from the *National Institute of Standards and Technology* (NIST, United States of America) for a project in the Chemistry Department.

In 2012, the BIPM notably:

- recognized 30 thousand Euros for designing and constructing an air kerma primary standard graphite cavity ionization chamber for the ININ (Mexico),
- charged 20 thousand Euros to Euramet for collaboration in the field of international research programming,
- and recognized 41 thousand Euros for one year of a three-year award from the *National Institute of Standards and Technology* (NIST, United States of America) for a project in the Chemistry Department.

Note 15 General services

General services’ expenses are detailed as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
General services		
Heating, water, electricity	287	206
Insurances	34	34
Publications	31	58
Office expenses	133	153
Meeting expenses	116	246
Travel and transportation of equipment	277	243
Library	42	125
Bureau of the CIPM	38	27
Total General services	958	1 092

Note 16 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
Other operating expenses		
Inventory variation	2	104
Audit/review	47	41
Loss on disposal of tangible assets	2 343	62
Impairment of intangible assets	1 214	
Foreign currency conversion loss	12	18
Other	42	15
Total Other operating expenses	3 660	240

BUDGET OUTTURN

2012 Budget outturn

(in thousands of Euros)

	Actual amounts 2012 (A)	Budget 2012 (B)	Difference (A) - (B)
REVENUE			
1. Contributions from Member States	11 875	11 814	61
2. Interest	225	246	-21
3. Miscellaneous income	226	139	87
4. Subscriptions from Associates	320	280	40
5. <i>Metrologia</i>	114	90	24
TOTAL REVENUE	12 760	12 569	191

(in thousands of Euros)												
	Actual amounts 2012 (A)	Carry forward of committed appropriations in 2011 to the 2012 budget (B)	Carry forward of committed appropriations in 2012 to the 2013, 2014 and 2015 budget (C)	Execution of the 2012 budget (D) = (A) - (B) + (C)	Budget 2012 (E)	Carry forward of non- committed appropriations in 2011 to the 2012 budget (F)	Revised 2012 budget (G)	Total Budget 2012 (H) = (E) + (F) + (G)	Difference (I) = (D) - (H)	Carry forward of committed appropriations in 2011 to the 2013 budget	Carry forward of non- committed appropriations in 2012 to the 2013 budget	Net difference
EXPENSES												
<i>A. Staff expenditure</i>												
1. Salaries	4 876			4 876	5 000	28		5 028	-152			152
2. Family and social allowances	1 073			1 073	1 072	16		1 088	-15			15
3. Social contributions	479			479	488	2		490	-11			11
	6 428	0	0	6 428	6 560	46	0	6 606	-178	0	0	178
<i>B. Contribution to the Pension Fund</i>												
2. 325	2 325	0	0	2 325	2 325	0	0	2 325	0	0	0	0
<i>C. Operating expenses</i>												
1. Heating, water, electricity	287			287	234			234	53			-53
2. Insurances	34			34	39			39	-5			5
3. Publications	31			31	56			56	-25		18	18
4. Office furniture	133			133	158			158	-25			25
5. Costs of meetings	116			116	139			139	-23			23
6. Travels and transport of material	277			277	321			321	-44		34	44
7. Library	42			42	150			150	-108			108
8. Bureau of the CIPM	38			38	39			39	-1			1
	958	0	0	958	1 136	0	0	1 136	-178	0	52	126
<i>D. Laboratory expenditure</i>												
920	920	279	365	1 006	1 335	582	0	1 917	-911	20	964	-73
<i>E. Buildings (maintenance and renovation)</i>												
650	650	10	125	765	641	919		1 560	-795	5	496	294
<i>F. Miscellaneous</i>												
61	61	0	260	321	90	0	300	390	-69	0	0	69
TOTAL EXPENSES	11 342	289	750	11 803	12 087	1 547	300	13 934	-2 131	25	1 512	594
BUDGET SURPLUS/DEFICIT OF THE PERIOD	1 418	289	750	957	482	1 547	300	-1 365	2 322	25	1 512	785

The 2012 budget was adopted by the CIPM at its 100th meeting in October 2011. It included total expenses for 2012 amounting to 12 087 thousand Euros and total revenue amounting to 12 569 thousand Euros. When it adopted the budget, the CIPM decided that the corresponding budget surplus of 482 thousand Euros would be transferred to the Capital Investment Fund. The CIPM also approved by correspondence in August 2012 a revision of the budget for an amount of 300 thousand Euros so as to order platinum-iridium material necessary to manufacture 1 kilogram mass prototypes ordered by National metrology institutes of Member States.

Budget outturn

Revenue

Revenue corresponds to the total operating revenue in the Statement of financial performance except foreign currency conversion gains and fair value adjustment.

Expenses

Expenses correspond to the total operating expenses in the Statement of financial performance except:

- Depreciation and amortization,
- Changes in the inventories and work in progress,
- Changes in provisions such as health insurance provisions, annual leave provision,
- Participation in payment of health insurance contributions from pensioners taken from the Reserve Fund for Health Insurance,
- Staff costs included in BIPM assets during the period,
- Foreign currency conversion loss,
- Loss on disposal of tangible and intangible assets,

plus expenses to purchase tangible and intangible assets during the period, prepayments included.

The 2012 budget outturn shows a budget surplus of 957 thousand Euros, to which should be deducted 1 512 thousand Euros of non-committed appropriations in 2011 and 2012 carried forward to the 2013 budget. These non-committed appropriations are mainly related to scientific equipment for an amount of 964 thousand Euros, the purchase of which was delayed given the slower progression than expected in some projects as well as renovation building projects for an amount of 496 thousand Euros for some of which feasibility studies have been required before their launching.

Revenue

The actual amount of revenue is 12 760 thousand Euros and exceeds the budgeted amount by 191 thousand Euros due in particular to the contribution paid by Tunisia at the time of its accession to the Metre Convention for an amount of 55 thousand Euros, additional subscriptions of States which became Associates during the 2012 period (see Note 13) and various additional revenue, in particular the payment by Tunisia of its entry contribution.

Expenses

The actual amount of expenses amounts to 11 342 thousand Euros, of which 289 thousand Euros should be deducted relating to carry forward of committed appropriations in 2011, and 750 thousand Euros should be added for carry forward of committed appropriations in 2012 to the 2 013 budget. The resulting amount of 11 803 thousand Euros is to be compared with the amount of 13 934 thousand Euros i.e. the budgeted amount as adopted by the CIPM amounting to 12 087 thousand Euros to which should be added an amount of 1 547 thousand Euros, concerning non-committed appropriations to the 2011 budget carried forward to the 2012 budget, as well as a revised budgeted amount of 300 thousand Euros to fund the purchase of platinum-iridium material.

The 2012 actual expenses are 2 131 thousand Euros lower than the budgeted expenses. Taking into account non-committed appropriations in 2012 carried forward to the 2013 budget for an amount of 1 512 thousand Euros, the budgetary surplus amounts to 594 thousand Euros and is mainly related to staff expenditure, operating expenses and building expenditure.

Staff expenses

Staff expenses are 178 thousand Euros under budget essentially because one position was not filled in 2012 as originally expected.

Family and social allowances include 99 thousand Euros of subsistence allowances for scientists on secondment to the BIPM, 17 thousand Euros more than the amount budgeted, since the BIPM has been successful in attracting staff from NMIs on secondment.

General services

General services expenses amount to 958 thousand Euros and are 178 thousand Euros lower than budgeted. Taking into account non-committed appropriations in 2012 carried forward to the 2013 budget for an amount of 52 thousand Euros, the budgetary surplus amounts to 126 thousand Euros. This reflects a reduction in costs of the general services expenses due to efficiency savings.

The difference is mainly under the headings "Library" and "Travel and transportation of equipment". A review of the subscriptions took place in 2012. A revised policy was put in place consisting in buying articles when needed rather than subscribing to journals as well as subscribing to less costly electronic subscriptions rather than paper version. As regards "Travel and transportation of equipment", a number of travels to attend conferences as well as to carry out on-site comparisons which have been budgeted could not be carried out, which explains the difference between the actual amounts and the budgeted amounts.

The expenses related to "Heating, Water, Electricity" are higher than budgeted as a result of an increase of the price of supply services combined with an increase in the consumption of electricity which makes urgent the need to implement a number of planned energy rationalization actions.

Laboratory expenses

Laboratory expenses amount to 920 thousand Euros, from which should be deducted 279 thousand Euros related to committed appropriations in 2011 to the 2012 budget, and added 365 thousand Euros corresponding to committed appropriations in 2012 which will be paid in 2013, 2014 and 2015. The resulting amount of 1 006 thousand Euros is to be compared with the 1 335 thousand Euros budget as adopted by the CIPM to which should be added an amount of 582 thousand Euros of carry forward of 2011 non-committed appropriations to the 2012 budget. The resulting amount of 1 917 thousand Euros is 911 thousand Euros lower than the budgeted expenses as a result of non-committed appropriations in 2012 carried forward to 2013 for 964 thousand Euros. However some scientific equipment was purchased at a higher price than budgeted and orders for some

multi-year maintenance of scientific equipment were placed given that they are significantly more advantageous than for a single year. As a result, a transfer of the amount of 73 thousand Euros from another chapter of the Budget was needed.

Buildings (maintenance and renovation)

Building maintenance and renovation expenses amount to 650 thousand Euros, to which should be deducted 10 thousand Euros of appropriations committed in 2011 and carried forward to 2012 and added 125 thousand Euros corresponding to committed appropriations in 2012 which will be paid in 2013. The resulting amount of 765 thousand Euros is to be compared with the 641 thousand Euros budget as approved by the CIPM, to which should be added 919 thousand Euros of carry forward of 2011 non-committed appropriations to the 2012 budget. The gap between the actual expenses on buildings and the budgeted amount is 795 thousand Euros. However 501 thousand Euros of carry forward of 2011 committed appropriations and 2012 non-committed appropriations to the 2013 budget should be deducted. This amount is related in particular to renovation work such as the completion of the modernization of the IT infrastructure and the renovation of partition walls in the Nouveau Pavillon to repair damages caused by problems of waterproofness. The amount of 294 thousand Euros resulting from the difference between the execution of the 2012 budget and the 2012 budget is to be transferred to the Capital Investment Fund. This amount results from technical solutions retained for the cabling of the IT infrastructure which finally required neither to dig trenches in the courtyard nor to carry out the corresponding renovation of the courtyard as was budgeted.

As regards the maintenance expenses, it was as well possible to make some efficiency savings of some 33 thousand Euros.

Miscellaneous

Miscellaneous is 69 thousand Euros lower than the revised budget of 390 thousand Euros due mainly to the lower final cost of the purchase of platinum-iridium material necessary to manufacture 1 kilogram mass prototypes.

3. — CONTRIBUTIONS SETTLED IN 2012 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS							
	DATE DES VERSEMENTS	DATE OF PAYMENT	2009 et antérieures- 2009 and former financial periods	2010	2011	2012	2013	
Afrique du Sud - South Africa	10 mai	10 May				54 806.00		
Allemagne - Germany	16 mars	16 March				1 081 590.00		
Arabie saoudite - Saudi Arabia	28 mars	28 March				112 969.00		
Argentine - Argentina	2 avril	2 April				54 806.00		
Australie - Australia	17 mai	17 May				257 803.00	6 163.00	
Autriche - Austria	19 avril	19 April				116 324.00		
Belgique - Belgium	20 juin	20 June				146 524.00		
Brésil - Brazil	5 juillet	5 July				220 345.00		
Bulgarie - Bulgaria	19 mars	19 March				54 806.00		
Cameroun - Cameroon	18 juillet	18 July	54 809.59					
Canada - Canada								
Chili - Chile	14 mai	14 May				54 806.00		
Chine - China	21 novembre	21 November				436 216.00		
Croatie - Croatia	18 octobre	18 October				54 806.00		
Danemark - Denmark	2 mai	2 May				100 665.00		
Égypte - Egypt	7 mars	7 March				54 806.00		
Espagne - Spain	23 juillet	23 July				429 481.00	4 498.00	
États-Unis d'Amérique - United States of America	11 juin	11 June				330 803.00		
	12 novembre	12 November				551 339.00		
	13 décembre	13 December				199 448.00		
Fédération de Russie - Russian Federation	28 février	28 February				219 226.00		
Finlande - Finland								
France - France	10 février	10 February				836 639.00		
Grèce - Greece	16 mars	16 March				93 954.00		
Hongrie - Hungary	12 avril	12 April				54 103.00	703.00	
Inde - India	1 ^{er} mars	1 March				72 703.00		
Indonésie - Indonesia	21 décembre	21 December				54 806.00		
Iran (République islamique d') - Iran (Islamic Republic of)								
Irlande - Ireland	14 décembre	14 December					69 462.00	
Israël - Israel								
Italie - Italy	30 avril	30 April				656 735.00		
	4 octobre	4 October				26 669.00		
Japon - Japan	19 juillet	19 July				1 081 590.00		
Kazakhstan - Kazakhstan	29 juin	29 June				53 307.00	1 499.00	
Kenya - Kenya	5 mars	5 March				54 806.00		
Malaisie - Malaysia	13 mars	13 March				54 806.00		
Mexique - Mexico	30 mars	30 March				322 129.00		
Norvège - Norway	31 décembre	31 December					121 558.00	
Nouvelle-Zélande - New Zealand	28 mars	28 March				54 806.00		
Pakistan - Pakistan	2 janvier	2 January	8 410.00					
	10 février	10 February	14 271.13	42 722.87				
	7 juin	7 June		2 500.00				
	14 juin	14 June		7 457.13	50 090.87			
Pays-Bas - Netherlands	26 mars	26 March				253 900.00		
Pologne - Poland								
Portugal - Portugal	6 janvier	6 January				69 347.00		
République de Corée - Republic of Korea	29 mars	29 March				295 877.27		
République dominicaine - Dominican Republic	6 juillet	6 July				54 806.00		
	19 octobre	19 October	57 536.17					
République populaire démocratique de Corée - Democratic People's Republic of Korea								
République tchèque - Czech Republic	1 ^{er} mars	1 March				54 806.00		
Roumanie - Romania	3 février	3 February				54 806.00		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	10 janvier	10 January				902 630.00		
Serbie - Serbia	6 février	6 February				54 806.00		
Singapour - Singapore	10 février	10 February				54 806.00		
Slovaquie - Slovakia	27 janvier	27 January				54 806.00		
Suède - Sweden	21 décembre	21 December				145 405.00		
Suisse - Switzerland	12 janvier	12 January				154 353.00		
Thaïlande - Thailand	27 mars	27 March				54 806.00		
Tunisie - Tunisia	11 décembre	11 December				54 806.00		
Turquie - Turkey	13 février	13 February				83 888.00		
Uruguay - Uruguay	8 mars	8 March			53 733.00			
Venezuela (République bolivarienne du) - Venezuela (Bolivarian Republic of)	5 septembre	5 September			52 219.65	1 847.50		
								TOTAUX - TOTAL
Versements effectués - Payments made	en 2012 - in 2012		135 026.89	52 680.00	156 043.52	10 294 317.77	203 883.00	10 841 951.18

4. — OUTSTANDING CONTRIBUTIONS AS AT 31 DECEMBER 2012 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS				
	2009 et antérieures - 2009 and former financial periods	2010	2011	2012	
Afrique du Sud - South Africa					
Allemagne - Germany					
Arabie saoudite - Saudi Arabia					
Argentine - Argentina					
Australie - Australia					
Autriche - Austria					
Belgique - Belgium					
Brésil - Brazil					
Bulgarie - Bulgaria					
Canada - Canada					
Chili - Chile					
Chine - China					
Croatie - Croatia					
Danemark - Denmark					
Égypte - Egypt					
Espagne - Spain					
États-Unis d'Amérique - United States of America					
Fédération de Russie - Russian Federation					
Finlande - Finland				77 177.00	
France - France					
Grèce - Greece					
Hongrie - Hungary					
Inde - India					
Indonésie - Indonesia					
Iran (République islamique d') - Iran (Islamic Republic of)	38 577.12				
Iran (République islamique d') - Contributions réparties entre les autres Etats - Iran (Islamic Republic of) - Distributed contributions among the other Member States	1 301 383.95	52 680.00	53 733.00	54 806.00	
Irlande - Ireland					
Israël - Israel				54 806.00	
Italie - Italy					
Japon - Japan					
Kazakhstan - Kazakhstan					
Kenya - Kenya					
Malaisie - Malaysia					
Mexique - Mexico					
Norvège - Norway					
Nouvelle-Zélande - New Zealand					
Pakistan - Pakistan			3 642.13	54 806.00	
Pays-Bas - Netherlands					
Pologne - Poland					
Portugal - Portugal					
République de Corée - Republic of Korea				12 828.73	
République dominicaine - Dominican Republic	0.00				
République dominicaine - Contributions réparties entre les autres Etats - Dominican Republic - Distributed contributions among the other Member States	986 774.30	52 680.00	53 733.00	0.00	
République tchèque - Czech Republic					
Roumanie - Romania					
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland					
Serbie - Serbia					
Singapour - Singapore					
Slovaquie - Slovakia					
Suède - Sweden					
Suisse - Switzerland					
Thaïlande - Thailand					
Tunisie - Tunisia					
Turquie - Turkey					
Uruguay - Uruguay				54 806.00	
Venezuela (République bolivarienne du) - Venezuela (Bolivarian Republic of)				52 958.50	
				TOTAUX - TOTAL	
Totaux dus - Total	2 326 735.37	105 360.00	111 108.13	362 188.23	2 905 391.73
dont total des contributions réparties - Including total distributed contributions	2 288 158.25	105 360.00	107 466.00	54 806.00	2 555 790.25

6. — OUTSTANDING ADVANCES MADE TO THE STATES IN ARREARS AS AT 31 DECEMBER 2012 (EUROS)

	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS				
	2009 et antérieures - 2009 and former financial periods	2010	2011	2012	
Afrique du Sud - South Africa					
Allemagne - Germany					
Arabie saoudite - Saudi Arabia					
Argentine - Argentina					
Australie -Australia					
Autriche - Austria					
Belgique - Belgium					
Brésil - Brazil					
Bulgarie - Bulgaria					
Cameroun - Cameroon					
Canada - Canada					
Chili - Chile					
Chine - China					
Croatie - Croatia					
Danemark - Denmark					
Égypte - Egypt					
Espagne - Spain					
États-Unis d'Amérique - United States of America					
Fédération de Russie - Russian Federation					
Finlande - Finland				1 504	
France - France					
Grèce - Greece					
Hongrie - Hungary					
Inde - India					
Indonésie - Indonesia					
Iran (République islamique d') - Iran (Islamic Republic of)					
Irlande - Ireland					
Israël - Israel				1 068	
Italie - Italy					
Japon - Japan					
Kazakhstan - Kazakhstan					
Kenya - Kenya					
Malaisie - Malaysia					
Mexique - Mexico					
Norvège - Norway					
Nouvelle-Zélande - New Zealand					
Pakistan - Pakistan			1 060	1 068	
Pays-Bas - Netherlands					
Pologne - Poland					
Portugal - Portugal					
République de Corée - Republic of Korea				6 020	
République dominicaine - Dominican Republic					
République tchèque - Czech Republic					
Roumanie - Romania					
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord - United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland					
Serbie - Serbia					
Singapour - Singapore					
Slovaquie - Slovakia					
Suède - Sweden					
Suisse - Switzerland					
Thaïlande - Thailand					
Tunisie - Tunisia					
Turquie - Turkey					
Uruguay - Uruguay				1 068	
Venezuela (République bolivarienne du) - Venezuela (Bolivarian Republic of)				1 068	
					TOTAUX - TOTAL
Totaux dus - Total	0	0	1 060	11 796	12 856

8. — SUBSCRIPTIONS SETTLED IN 2012 (EUROS)

Associés - Associates	DATE DES VERSEMENTS	DATE OF PAYMENT	AU TITRE DES ANNEES - FINANCIAL PERIODS		
			2010	2011	2012
Albanie - Albania	31 décembre	31 December			5 593.00
Bangladesh - Bangladesh	12 mars	12 March			5 593.00
Bélarus - Belarus	30 mars	30 March			5 593.00
Bolivie (Etat plurinational de) - Bolivia (Plurinational State of)	12 juillet	12 July		5 483.00	5 593.00
Bosnie-Herzégovine - Bosnia Herzegovina	1 ^{er} mars	1 March			5 593.00
Botswana - Botswana	23 avril	23 April			10 966.00
	30 mai	30 May			219.00
CARICOM - CARICOM	11 juin	11 June			8 948.00
Costa Rica - Costa Rica	17 mai	17 May	651.70	4 941.30	
Cuba - Cuba	24 mai	24 May		12 019.00	
Équateur - Ecuador	1 ^{er} juin	1 June	220.73	5 483.00	214.83
	18 décembre	18 December			5 183.98
Estonie - Estonia	12 janvier	12 January			5 593.00
Ex-République yougoslave de Macédoine - Former Yugoslav Republic of Macedonia	7 juin	7 June		4 987.00	606.00
Géorgie - Georgia	24 octobre	24 October			5 593.00
Ghana - Ghana	20 janvier	20 January			5 593.00
Hong Kong, Chine - Hong Kong, China	12 janvier	12 January			21 252.00
Jamaïque - Jamaica	28 février	28 February			2 796.50
	17 mai	17 May			2 796.50
Lettonie - Latvia					
Lituanie - Lithuania	1 ^{er} juin	1 June			2 000.00
	29 juin	29 June			2 000.00
	12 octobre	12 October			4 948.00
Malte - Malta	13 mars	13 March			5 593.00
Maurice - Mauritius	9 juillet	9 July			5 593.00
Monténégro - Montenegro	12 avril	12 April			5 593.00
Namibie - Namibia	10 août	10 August			11 185.00
Oman - Oman	8 mai	8 May			12 304.00
Panama - Panama					
Paraguay - Paraguay	9 août	9 August			5 593.00
Pérou - Peru	1 ^{er} mars	1 March			12 304.00
Philippines - Philippines	15 février	15 February			12 304.00
République arabe syrienne - Syrian Arab Republic	25 avril	25 April			5 593.00
	31 mai	31 May			5 592.00
République de Moldova - Republic of Moldova	8 août	8 August			5 593.00
Seychelles - Seychelles	15 novembre	15 November			5 593.00
Slovénie - Slovenia	2 juillet	2 July			14 541.00
Sri Lanka - Sri Lanka	7 mars	7 March		5 483.00	110.00
TAÏPEI chinois - Chinese Taipei	14 février	14 February			39 148.00
Ukraine - Ukraine	21 février	21 February			12 304.00
Viet Nam - Viet Nam	30 mai	30 May			5 593.00
Zambie - Zambia	16 avril	16 April			5 593.00
Zimbabwe - Zimbabwe	29 février	29 February			5 593.00
					TOTAUX - TOTAL
Versements effectués en 2012 - Payments made in 2012			872.43	38 396.30	282 396.81
					321 665.54

9. — OUTSTANDING SUBSCRIPTIONS AS AT 31 DECEMBER 2012 (EUROS)

Associés - Associates	AU TITRE DES ANNÉES - FINANCIAL PERIODS			
	2010	2011	2012	
Albanie - Albania				
Bangladesh - Bangladesh				
Bélarus - Belarus				
Bolivie (Etat plurinational de) - Bolivia (Plurinational State of)				
Bosnie-Herzégovine - Bosnia Herzegovina				
Botswana - Botswana				
CARICOM - CARICOM				
Costa Rica - Costa Rica		541.70	5 593.00	
Cuba - Cuba			10 067.00	
Équateur - Ecuador			194.19	
Estonie - Estonia				
Ex-République yougoslave de Macédoine - Former Yugoslav Republic of Macedonia			4 987.00	
Géorgie - Georgia				
Ghana - Ghana				
Hong Kong, Chine - Hong Kong, China				
Jamaïque - Jamaica				
Lettonie - Latvia				
Lituanie - Lithuania				
Malte - Malta				
Maurice - Mauritius				
Monténégro - Montenegro				
Namibie - Namibia				
Oman - Oman				
Panama - Panama		63.37	5 593.00	
Paraguay - Paraguay				
Pérou - Peru				
Philippines - Philippines				
République arabe syrienne - Syrian Arab Republic				
République de Moldova - Republic of Moldova				
Seychelles - Seychelles				
Slovénie - Slovenia				
Sri Lanka - Sri Lanka			5 483.00	
TAÏPEI chinois - Chinese Taipei				
Ukraine - Ukraine				
Viet Nam - Viet Nam				
Zambie - Zambia				
Zimbabwe - Zimbabwe				
			TOTAUX - TOTAL	
Totaux dus - Total	0.00	605.07	31 917.19	32 522.26

10. — BUDGET FOR 2013

	euros
<i>PRODUITS/REVENUE</i>	
1. Contributions des États/ <i>Contributions from Member States</i>	11 632 570
2. Intérêts/ <i>Interest</i>	218 000
3. Recettes diverses/ <i>Miscellaneous income</i>	369 700
4. Souscriptions des Associés/ <i>Subscriptions from Associates</i>	554 541
5. <i>Metrologia</i>	123 500
TOTAL DES PRODUITS/TOTAL REVENUE	12 898 311
<i>CHARGES/EXPENSES</i>	
A. <i>Dépenses de personnel/Staff expenses</i>	6 728 100
B. <i>Contribution à la Caisse de retraite/Contribution to the Pension Fund</i>	2 328 500
C. <i>Services généraux/Operating expenses</i>	1 028 900
D. <i>Dépenses de laboratoires/Laboratory expenses</i>	1 487 000
E. <i>Bâtiments (entretien et rénovation)/Buildings (maintenance and renovation)</i>	879 500
F. <i>Divers/Miscellaneous</i>	446 311
TOTAL DES CHARGES/TOTAL EXPENSES	12 898 311
<i>SOLDE BUDGETAIRE DE L'EXERCICE/BUDGET BALANCE</i>	0

11. — TABLE OF REPARTITION OF THE DOTATION FOR 2013

	Barème ONU	Pourcentage de répartition	Contribution sur la base de 11 577 000 euros	Remboursement d'avances faites pour le Cameroun (1997 et 1998) et la République dominicaine (1966 à 1976 et 2012)	Contribution nette pour 2013
<i>États Membres</i>			euros	euros	euros
Afrique du Sud *	0,385	0,48	55 570,00	1 029,00	54 541,00
Allemagne*	8,018	9,53	1 103 288,00	17 474,17	1 085 813,83
Arabie saoudite	0,830	1,00	115 770,00	551,00	115 219,00
Argentine *	0,287	0,48	55 570,00	850,12	54 719,88
Australie	1,933	2,33	269 744,00	3 995,14	265 748,86
Autriche	0,851	1,03	119 243,00	1 991,28	117 251,72
Belgique	1,075	1,29	149 343,00	2 657,20	146 685,80
Bésil	1,611	1,94	224 593,00	3 444,09	221 148,91
Bulgarie *	0,038	0,48	55 570,00	883,09	54 686,91
Canada	3,207	3,86	446 872,00	7 672,84	439 199,16
Chili *	0,236	0,48	55 570,00	409,18	55 160,82
Chine	3,189	3,84	444 556,00	3 084,58	441 471,42
Croatie *	0,097	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Danemark	0,736	0,89	103 035,00	1 725,94	101 309,06
Égypte *	0,094	0,48	55 570,00	883,09	54 686,91
Espagne	3,177	3,83	443 399,00	5 636,52	437 762,48
États-Unis d'Amérique*	22,000	9,53	1 103 288,00	17 474,17	1 085 813,83
Fédération de Russie	1,602	1,93	223 436,00	9 486,90	213 949,10
Finlande	0,566	0,68	78 723,00	1 344,46	77 378,54
France	6,123	7,38	854 382,00	15 566,03	838 815,97
Grèce	0,691	0,83	96 089,00	458,00	95 631,00
Hongrie *	0,291	0,48	55 570,00	963,03	54 606,97
Inde	0,534	0,64	74 092,00	1 756,14	72 335,86
Indonésie *	0,238	0,48	55 570,00	859,85	54 710,15
Iran (Rép. islamique d') *	0,233	0,48	55 570,00		55 570,00
Irlande	0,498	0,60	69 462,00	949,09	68 512,91
Israël *	0,384	0,48	55 570,00	668,43	54 901,57
Italie	4,999	6,02	696 935,00	11 784,50	685 150,50
Japon *	12,530	9,53	1 103 288,00	16 690,23	1 086 597,77
Kazakhstan *	0,076	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Kenya *	0,012	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Malaisie *	0,253	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Mexique	2,356	2,84	328 786,00	3 154,99	325 631,01
Norvège	0,871	1,05	121 558,00	1 544,09	120 013,91
Nouvelle-Zélande *	0,273	0,48	55 570,00	668,43	54 901,57
Pakistan *	0,082	0,48	55 570,00	353,86	55 216,14
Pays-Bas	1,855	2,23	258 167,00	3 899,76	254 267,24
Pologne	0,828	1,00	115 770,00	1 874,69	113 895,31
Portugal	0,511	0,62	71 777,00	970,49	70 806,51
République de Corée	2,260	2,72	314 894,00	2 753,20	312 140,80
République dominicaine *	0,042	0,48	55 570,00		55 570,00
République tchèque *	0,349	0,48	55 570,00	979,49	54 590,51
Roumanie *	0,177	0,48	55 570,00	901,90	54 668,10
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	6,604	7,96	921 529,00	14 291,51	907 237,49
Serbie *	0,037	0,48	55 570,00	267,00	55 303,00
Singapour *	0,335	0,48	55 570,00	668,43	54 901,57
Slovaquie *	0,142	0,48	55 570,00	979,49	54 590,51
Suède	1,064	1,28	148 185,00	2 918,26	145 266,74
Suisse	1,130	1,36	157 447,00	2 725,25	154 721,75
Thaïlande *	0,209	0,48	55 570,00	883,37	54 686,63
Turquie	0,617	0,74	85 669,00	1 112,92	84 556,08
Uruguay *	0,027	0,48	55 570,00	327,58	55 242,42
Venezuela (République bolivarienne du) *	0,314	0,48	55 570,00	533,94	55 036,06
Totaux		100,00	11 577 000,00	173 164,72	11 403 835,28
<i>État ayant adhéré après la Vingt-quatrième réunion de la Conférence générale</i>					
Tunisie *	0,030	0,48	55 570,00		55 570,00
Totaux			11 632 570,00	173 164,72	11 459 405,28

**12. — TABLE OF SUBSCRIPTIONS OF ASSOCIATES STATES AND ECONOMIES
OF THE CGPM FOR 2013**

	Barème ONU	Coefficient BIPM	Souscription sur la base de 11 577 000 euros
			euros
Albanie	0,010	0,100	11 577
Bangladesh	0,010	0,100	11 577
Bélarus	0,042	0,126	14 587
Bolivie (État plurinational de).....	0,007	0,100	11 577
Bosnie-Herzégovine.....	0,014	0,100	11 577
Botswana	0,018	0,100	11 577
CARICOM		0,080	9 262
Costa Rica	0,034	0,126	14 587
Cuba	0,071	0,158	18 292
Équateur	0,040	0,126	14 587
Estonie	0,040	0,100	11 577
Ex-République yougoslave de Macédoine	0,007	0,100	11 577
Géorgie	0,006	0,100	11 577
Ghana	0,006	0,100	11 577
Hong Kong, Chine		0,180	20 839
Jamaïque	0,014	0,126	14 587
Lettonie	0,038	0,126	14 587
Lituanie	0,065	0,150	17 366
Malte	0,017	0,100	11 577
Maurice	0,011	0,100	11 577
Monténégro	0,004	0,100	11 577
Namibie	0,008	0,100	11 577
Oman	0,086	0,100	11 577
Panama	0,022	0,126	14 587
Paraguay	0,007	0,100	11 577
Pérou	0,090	0,110	12 735
Philippines	0,090	0,110	12 735
République arabe syrienne	0,025	0,100	11 577
République de Moldova	0,002	0,100	11 577
Seychelles	0,002	0,100	11 577
Slovénie	0,103	0,190	21 996
Sri Lanka	0,019	0,100	11 577
TAIPEI chinois		0,340	39 362
Ukraine	0,087	0,174	20 144
Viet Nam	0,033	0,126	14 587
Zambie	0,004	0,100	11 577
Zimbabwe	0,003	0,100	11 577
Totaux.....		4,334	517 957

6. — 2012 BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND FINANCIAL STATEMENTS

INDEPENDENT AUDITOR'S REPORT

Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures

Registered office:
Pavillon de Breteuil
F-92312 Sèvres cedex

Independent Auditors' Report on 2012 financial statements

Period ended December 31st, 2012

To the members of the International Committee for Weights and Measures,

In accordance with the engagement entrusted to us by the International Committee of Weights and Measures (CIPM), we hereby report to you on the financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures as of and for the period ended December 31st, 2012.

We have audited the accompanying financial statements of the Pension and Provident Fund of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM) as of and for the period ending December 31st, 2012, which comprise

- The statement of financial position,
- The statement of financial performance,
- The statement of changes in net assets,
- Cash flow statement for the year then ended, and
- Notes to the financial statements.

Management's Responsibility for the Financial Statements

The management of the Pension and Provident Fund of the BIPM is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements. This responsibility includes: the design, implementation and follow-up of an internal control as management determines it necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error, as well as reasonable accounting estimates under the circumstances. These financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).



Auditors' Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on our judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, we consider internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements give a true and fair view of the financial position of the Pension and Provident Fund of the BIPM as of and for the period ended December 31st, 2012, and of its financial performance, its changes in net asset for the year then ended in accordance with International Public Sector Accounting Standards.

Without additionally qualifying our opinion, we draw your attention to the following matter.

The funding of the BIPM does not balance the Pension and Provident Fund engagements. The coverage of these engagements depends on an asset/liability management and the guarantee of the State Members.

Paris La Défense, June 13th, 2013

KPMG Audit
A division of KPMG S.A.

Baudouin Griton
Partner

STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

(in thousands of Euros)	Notes	31 December 2012	31 December 2011
Assets			
Plan assets	9	13 002	12 973
Other receivables	10	17	73
Cash and cash equivalent	9	1 374	1 087
Total Assets		14 393	14 133
Net Assets			
Net result for the period		(10 105)	(847)
Other reserves		(58 352)	(57 505)
Net Assets		(68 457)	(58 352)
Liabilities			
Present value of retirement vested benefits	8	75 214	66 996
Present value of retirement non-vested benefits	8	7 633	5 489
Other debtors	11	3	0
Total Liabilities		82 850	72 485

STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

(in thousands of Euros)	Notes	2012	2011
Operating revenue			
Contributions from Member States	5	2 369	2 270
Contributions from BIPM staff members	6	493	475
Investment income	9	442	433
Other operating income	12	64	83
Total operating revenue		3 368	3 261
Operating expenses			
Pensions	7	2 799	2 790
Change in pension provision	8	10 363	1 214
Other operating expenses	13	291	82
Total operating expenses		13 453	4 086
Result from operating activities		(10 085)	(825)
Financial expenses		20	22
Result from ordinary activities		(10 105)	(847)
Net result for the period		(10 105)	(847)

STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS

(in thousands of Euros)	Net result for the period	Other reserves
Balance at 1 January 2011	(4 182)	(53 323)
Allocation of prior period net result	4 182	(4 182)
Net result for the period	(847)	
Balance at 31 December 2011	(847)	(57 505)
Allocation of prior period net result	847	(847)
Net result for the period	(10 105)	
Balance at 31 December 2012	(10 105)	(58 352)

CASH FLOW STATEMENT

(in thousands of Euros)	Notes	2012	2011
Cash flows from operating activities			
Contributions from Member States		2 411	6 833
Contributions from BIPM staff members		493	1 376
Pensions		(2 796)	(8 146)
Financial payments		(20)	(22)
Other operating expenses		(237)	(26)
Total cash flows from operating activities		(149)	15
Cash flows from investing activities			
Investment income		436	861
Total cash flows from investing activities		436	861
Cash flows from financing activities			
		0	0
Total cash flows from financing activities		0	0
Net increase / (decrease) in cash and cash equivalent		287	876
Cash and cash equivalent at beginning of period		1 087	211
Cash and cash equivalent at end of period	9	1 374	1 087

NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS

Note 1 General information

The BIPM Pension and Provident Fund was established, in 1901, by the Third General Conference on Weights and Measures (CGPM) for the staff of the International Bureau of Weights and Measures (BIPM); responsibility for its administration was entrusted, by the Tenth General Conference on Weights and Measures, to the International Committee for Weights and Measures (CIPM).

The purpose of the BIPM Pension and Provident Fund is the payment to BIPM staff members of pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund, to the exclusion of any other payment.

BIPM

The BIPM is an intergovernmental organization established by the Metre Convention in 1875, through which Member States, the number of which was 54 at 31 December 2012, act together on matters related to measurement science and measurement standards.

The mission of the BIPM is to ensure and promote the global comparability of measurements, including providing a coherent international system of units for:

- Scientific discovery and innovation,
- Industrial manufacturing and international trade,
- Sustaining the quality of life and the global environment.

The unique role of the BIPM is based on its international and impartial character enabling it:

- To coordinate the realization and improvement of the world-wide measurement system to ensure it delivers accurate and comparable measurement results,
- To undertake selected scientific and technical activities that are more efficiently carried out in its own laboratories on behalf of Member States,
- To promote the importance of metrology to science, industry and society, in particular through collaboration with other intergovernmental organizations and international bodies and in international forums.

The unique role of the BIPM enables it to achieve its mission by developing the technical and organizational infrastructure of the International System of Units (SI) as the basis for the world-wide traceability of measurement results.

This is achieved both through technical activities in its laboratories and through international coordination.

The Metre Convention, the constituent instrument of the BIPM, created a permanent and scientific International Bureau of Weights and Measures (BIPM), located at the Pavillon de Breteuil, Sèvres, on the outskirts of Paris together with an organizational structure for its governance.

The **General Conference on Weights and Measures** (CGPM) is the plenary organ of the BIPM and is formed by the delegates of all the Member States. It meets at least once every six years, in general once every four years, to discuss the state of the International System of Units (known as the SI) and plan its evolution to meet the world's future technological, scientific and commercial needs. The CGPM also adopts Resolutions that address the most important needs of international metrology, thus setting a path for the evolution of the science of metrology. It receives the Report of the International Committee for Weights and Measures (CIPM) on work accomplished and proceeds by secret ballot to the renewal of half of the CIPM.

The **CIPM** is the organ which exerts the exclusive direction and supervision of the BIPM and is made up of 18 individually elected members, each of a different nationality. The CIPM meets every year and directs all metrological work that the Member States have decided to carry out in common, provides for cooperation between experts on metrology matters and coordinates the results of their work, and draws up the detailed regulations for the BIPM and the work of the BIPM. It approves the text of the *Convocation* of the CGPM and of the *Programme of Work* to be submitted for the approval of the CGPM; it reports on the work accomplished to the CGPM; it submits to the Member States, through the bureau of the CIPM, the *Annual Report on the financial and administrative situation of the BIPM*; it draws up, based on a proposal from the Director, the annual budget; it approves the annual financial statements and the administrative and financial regulations; and it supervises the management of the BIPM Pension and Provident Fund.

The laboratories and offices of the BIPM located at the Pavillon de Breteuil include a number of metrology laboratories in areas of mass, time, electricity, ionizing radiation and chemistry. The BIPM is staffed with about 75 metrologists and support staff members who ensure the harmonious operation of the international metrology system.

Administration of the BIPM Pension and Provident Fund

Investment policy

The CIPM is responsible for formulating the investment policy relating to the assets of the BIPM Pension and Provident Fund.

Investments

The Director is responsible, within the framework of the guidelines adopted by the CIPM, for supervising the financial investment of the resources allocated to the BIPM Pension and Provident Fund; to this end, he may take any steps to ensure the implementation of the said guidelines.

Annual Report

Every year, as part of the approval of the BIPM accounts, the Director shall submit to the CIPM details of the investments made and of the financial situation of the Pension and Provident Fund.

Resources of the BIPM Pension and Provident Fund

Guarantee by Member States

The Member States of the BIPM jointly guarantee the payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of transformation or dissolution of the BIPM, the Member States shall take the necessary measures to ensure uninterrupted payment of the pensions, allowances, indemnities or any other benefits payable under these Rules, until the cessation of entitlement of the last beneficiary.

Contributions

The BIPM Pension and Provident Fund's resources comprise:

- a mandatory contribution equal to 10 % deducted each month from the gross salary paid to serving BIPM staff members, including those benefiting from BIPM accommodation, and from the invalidity allowances of staff members with invalid status;
- the contributions from Member States, voted by virtue of the dotation and allocated by the CIPM when adopting the annual budgets of the BIPM; and
- the interest on such contributions, accruing from the investment of the BIPM Pension and Provident Fund's financial assets.

The purpose of the contributions from staff members and Member States is to maintain the long-term actuarial balance of the BIPM Pension and Provident Fund.

The staff members' contribution rate is adjustable every five years, on the basis of an actuarial study commissioned by the Director.

Minimum service requirement to be entitled to a retirement pension

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, is entitled to a retirement pension.

A staff member who terminates his service before the normal retirement age may request that payment of his pension be:

- deferred until the first day of the month following that in which he reaches the normal retirement age; or
- paid early and immediately, provided that he is at least 50 years old for staff members recruited before 1 January 2010 or 55 years old for staff members recruited after 1 January 2010. In that case, the amount of the early retirement pension shall be reduced by reference to the age of the staff member when payment of his pension begins, as shown in the tables in the *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND*.

Leaving allowance

Any BIPM staff member, recruited before 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 3 times the amount deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, together with interest at the rate of 4 % per annum.

Any BIPM staff member, recruited after 1 January 2010, whose service with the BIPM terminates and who is not entitled to a retirement pension is entitled, at the end of his appointment, to payment of a leaving allowance equal to 2.25 times the amount in *points* deducted from his gross salary in respect of his contribution to the BIPM Pension and Provident Fund throughout his years of service, these *points* being converted into Euros at the rate used for the salary statements of serving staff as at the date on which the staff member's service terminates.

Note 2 Adoption of the new Accounting Standards

At its 2009 meeting, the CIPM decided that the BIPM Pension and Provident Fund accounting system would move from a cash accounting system to an accrual accounting system and that the new accounting rules and policies would be implemented starting with the financial statements for 2010.

The CIPM decided to change the BIPM Pension and Provident Fund accounting system to IPSAS (*International Public Sector Accounting Standards*, designed to apply to the general purpose financial statements of public sector entities) to increase the effectiveness and efficiency of the BIPM Pension and Provident Fund financial management and to reinforce accountability and transparency.

The IPSAS adopted for the 2012 financial statements are all standards effective for periods beginning on 1 January 2012 (even those which are not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements), as well as IPSAS 32 – Service Concession Arrangements: grantor (10/11) which has been anticipated. This standard is not applicable to the activities of the BIPM Pension and Provident Fund and therefore without impact on the financial statements.

The following standards, replacing IPSAS 15 for financial instruments and applying to annual financial statements covering periods beginning on or after 1 January 2013, have not been anticipated:

IPSAS 28—Financial Instruments: Presentation (01/10)

IPSAS 29—Financial Instruments: Recognition and Measurement (01/10)

IPSAS 30—Financial Instruments: Disclosures (01/10)

IAS 26 – Accounting and Reporting by Retirement Benefit Plans (01/87 – reformatted in 1994) has been applied, except for provisions relating to financial instruments in the scope of IPSAS 15.

Note 3 Significant accounting policies

Basis of accounting

The financial statements have been prepared in accordance with International Public Sector Accounting Standards (IPSASs) issued by the IPSASB, based on *International Accounting Standards* (IASs) and *International Financial Reporting Standards* (IFRSs) issued by the International Accounting Standards Board (IASB).

When the IPSASs do not include any specific standard, IFRSs and IASs are applied.

The financial statements have been prepared on a going-concern basis and the accounting policies have been applied consistently throughout the period. The financial statements have been prepared on the historical cost basis, except for actuarial present value of retirement benefits which has been valued using the Projected Unit Credit Method.

Financial statements have been prepared in accordance with the Regulations and Rules of the BIPM Pension and Provident Fund revised by a decision of the CIPM on 16 October 2009 and which entered into force on 1 January 2010.

The main accounting policies adopted are set out below.

Functional and presentation currency

The unit of account of the BIPM Pension and Provident Fund is the Euro. Therefore, the BIPM Pension and Provident Fund financial statements are prepared in Euros and presented in thousands of Euros.

Foreign currencies

Foreign currency transactions are recorded at the exchange rate prevailing on the date of the transactions.

Assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted into Euros at the exchange rate prevailing on the date of the Statement of financial position.

At each reporting date, monetary assets and liabilities that are denominated in foreign currencies are converted at the rates prevailing on the reporting date. Both realized and unrealized gains and losses resulting from the settlement of such transactions and from the conversion at the reporting date of assets and liabilities denominated in foreign currencies are recognized in the Statement of financial performance in Other operating income or in Other operating expenses.

Plan assets

Plan assets include bonds and mutual investment funds invested in shares and bonds. They are valued on the face of the financial statements at their nominal value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

The BIPM Pension and Provident Fund policy concerning management of plan assets is oriented for the long term. Plan assets are not impaired when some plan assets face a temporary decline in value, since there are enough cash flows and other financial assets whose value has not declined below their carrying amount, to be able to pay pensions and allowances specified under the Rules of the BIPM Pension and Provident Fund. In the event of this happening, the BIPM Pension and Provident Fund owns, on the one hand liquid financial assets, and on the other hand assets whose value has not declined below their carrying amount, which would be sold without being forced to sell plan assets facing a temporary decline in value.

Cash and cash equivalent

Cash and cash equivalent consists of cash in the bank, highly liquid investments and cash equivalents which are not subject to significant changes in value and with an original maturity date of generally less than 3 months from the time of purchase. Cash equivalents are valued on the face of the financial statements at their nominal value. Their fair value at the end of each period presented is disclosed in the notes to the financial statements.

Financial risks

The BIPM Pension and Provident Fund is exposed to a variety of financial risks, including liquidity and credit risks. The BIPM Pension and Provident Fund does not use derivative financial instruments to hedge risk exposures.

- Liquidity risk

The BIPM Pension and Provident Fund has not negotiated bank credit facilities in the event of liquidity requirements.

- Credit risk

BIPM Pension and Provident Fund Credit risk represents the risk of default of payment of contributions from Member States and BIPM staff members, such payments being made through the BIPM. Therefore Credit risk is associated with the risk of default of payment by the BIPM.

Provisions

Provisions are recognized when the BIPM Pension and Provident Fund has a present obligation as a result of a past event, and it is probable that the BIPM Pension and Provident Fund will be required to settle that obligation. Provisions are measured at best estimate of the expenditure required to settle the obligation at the date of the Statement of financial position.

Retirement benefits

The BIPM Pension and Provident Fund is a defined-benefit scheme. The *REGULATIONS AND RULES OF THE BIPM PENSION AND PROVIDENT FUND* were revised by decision of the CIPM on 16 October 2009 and entered into force on 1 January 2010. There are two Rules, the Rules applicable to staff recruited before 1 January 2010, and the Rules applicable to staff recruited after 1 January 2010.

In 2008, the BIPM Pension and Provident Fund reviewed its main financial actuarial assumptions. All demographic assumptions are reviewed at least every 5 years and the last review was in 2008.

An actuarial valuation of the pension provision is performed at the reporting date to measure the employee benefits obligation towards the BIPM staff members using the Projected Unit Credit Method. The Projected Unit Credit Method sees each period of service as giving rise to an additional unit of benefit entitlement and measures each unit separately to build up the final obligation.

Any BIPM staff member, who has completed seven years of service, shall be entitled to a retirement pension. The amount of the retirement pension depends on the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

For staff members recruited before 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's:

- 63rd birthday, if he is aged 45 years or less on 1 January 2010;
- 62nd birthday, if he is over 45 but not more than 50 years of age on 1 January 2010;
- 61st birthday, if he is over 50 but not more than 55 years of age on 1 January 2010;
- 60th birthday, if he is over 55 years of age on 1 January 2010.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.02 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the annual gross salary in *points* corresponding to the grade and step held by the staff member for at least six months prior to his termination of service or, where appropriate, to his highest grade and step held for at least six months in his career with the BIPM.

For staff members recruited after 1 January 2010:

Payment of a retirement pension may be requested, save in the case of early retirement, on the first day of the month following the staff member's 65th birthday.

The annual amount, in *points*, of the retirement pension shall be equal to:

$$N \times 0.019 \times S \times 1.085.$$

N: the number of years of service with the BIPM since the date of appointment and during which the staff member contributed to the BIPM Pension and Provident Fund, the maximum number of years being 35.

S: the average annual gross salary in *points* corresponding to the grades and steps held by the staff member for the last 36 months prior to his termination of service or, where appropriate, to the highest grades and steps held in his career with the BIPM over 36 months.

Borrowings

The BIPM Pension and Provident Fund does not have any borrowings. If the CIPM decided the use of borrowings, borrowing costs would be recognized as expenses when incurred.

Note 4 Estimates and judgments

Estimates

The preparation of financial statements in conformity with IPSAS recognition and measurement principles requires the use of estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and of revenue and expenses.

Such estimates are prepared on the assumption of going concern, and are established based on currently available information.

Changes in facts and circumstances may result in revised estimates, and actual results could differ from the estimates. Revisions to accounting estimates are recognized in the period in which the estimate is revised, if the estimate affects only that period, or in the period of the revision and future periods, if the revision affects both current and future periods.

The measurement of some assets and liabilities in the preparation of these financial statements include assumptions made, particularly on provisions for pension benefits, either on the face or in the notes of the financial statements. The actuarial techniques used to assess the value of the defined-benefit scheme involve financial assumptions, such as discount rate, rate of return on assets, and demographic assumptions, such as mortality tables, employee turnover rate etc. Every year, the BIPM Pension and Provident Fund uses the assistance of an external independent actuary in the assessment of these assumptions.

Judgments

The accounting for certain provisions, certain assets, liabilities and contingent liabilities at the date of the financial statements is judgmental. The items subject to judgment are detailed in the corresponding disclosures.

Note 5 Contributions from Member States

The BIPM contribution to the BIPM Pension and Provident Fund amounts to 2 270 thousand Euros in 2011 and 2 369 thousand Euros in 2012.

Note 6 Contributions from BIPM staff members

The mandatory contribution, equal to 10 % in 2011 and in 2012, deducted each month from the gross salary paid to BIPM serving staff members and from the invalidity allowances of BIPM staff members with invalid status, amounts to 475 thousand Euros in 2011 and 493 thousand Euros in 2012.

They relate to the following number of BIPM staff:

	31 December 2012	31 December 2011
Serving staff members and staff members with invalid status (service > 7 years)	54	51
Serving staff members and staff members with invalid status (service < 7 years)	24	26
Total number of staff	78	77

Note 7 Pensions

Pensions served amount to 2 790 thousand Euros in 2011 and 2 799 thousand Euros in 2012.

A breakdown of the number of pensions served is as follows:

	31 December 2012	31 December 2011
Retirement pensions	51	52
Reversion pensions	8	7
Orphans' pensions	4	4
Invalidity allowances	2	2
Total number of pensions served	65	65

Note 8 Pension provision

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
<i>In the Statement of financial position</i>		
Present value of vested retirement benefits for served pensions	43 262	40 895
Present value of vested retirement benefits for active staff members (service > 7 years)	31 952	26 101
Present value of vested retirement benefits	75 214	66 996
Present value of unvested retirement benefits (service < 7 years)	7 633	5 489
Pension provision	82 847	72 485
<i>In the Statement of financial performance</i>		
Service cost	2 385	2 026
Interest costs	2 670	2 834
Benefits paid	(3 056)	(2 872)
Actuarial (Gains) losses	8 364	(774)
Change in pension provision	10 363	1 214
<i>Main actuarial assumptions</i>		
<i>- Economic assumptions</i>		
Inflation	2 %	2 %
Discount rate	3.0 %	3.7 %
Annual salary increase 2013 – 2015	1 %	2 %
Annual salary increase 2016 and onwards	2 %	2 %
Contribution rate (in % of salaries)	56 %	56 %
<i>- Demographic assumptions</i>		
Assumed mortality rate of pensioners (Assumption no death in service)	ICSLT 2008	ICSLT 2008
Turnover	Not taken into account	Not taken into account
Invalidity	Not taken into account	Not taken into account
Retirement age	Full rate pension apart from exceptional cases	Full rate pension apart from exceptional cases
Spouse or partner's age	Age specified by the BIPM	Age specified by the BIPM
<i>- Technical assumptions</i>		
Pension increase	Equal to <i>point</i> increase	Equal to <i>point</i> increase
Pension payment frequency	At the end of each month	At the end of each month
Reversion pension	60 % to the spouse or partner	60 % to the spouse or partner

The mortality table used was changed in 2011. It is henceforth the mortality table for international civil servants based in Europe, called ICSLT 2008. This is a prospective mortality table, meaning that it takes into account the probable longer life expectancy in the future.

Service cost corresponds to the rights to benefits acquired during the financial period, i.e. the unit of credit acquired by BIPM staff members during the financial period.

Interest cost is interests accrued during the year on pension provision at the end of the year depending on the discount rate assumption.

Benefits paid are pensions paid during the year.

Actuarial gains or losses equal the difference calculated to balance the account depending on the pension liability at the end of the year.

Discount rate

Discount rate assumption has a significant impact on the amounts recognized in the Statement of financial performance and in the Statement of financial position.

- At 31 December 2012:

For active BIPM staff members, the following table represents the results for different discount rate assumptions at 31 December 2012:

(in thousands of Euros)	Liabilities for active staff members	Liabilities for pensioners	Total	Service cost
Discount rate at 2.75 % (0.75 % net of inflation)	42 053	44 369	86 422	3 143
Discount rate at 3.00 % (1.00 % net of inflation)	39 586	43 262	82 847	2 933
Discount rate at 3.25 % (1.25 % net of inflation)	37 308	42 202	79 510	2 737

- At 31 December 2011:

For active BIPM staff members and pensioners, the following table represents the results for different discount rate assumptions at 31 December 2011:

(in thousands of Euros)	Liabilities for active staff members	Liabilities for pensioners	Total	Service cost
Discount rate at 3.45 % (1.42 % net of inflation)	33 462	41 908	75 371	2 550
Discount rate at 3.70 % (1.67 % net of inflation)	31 590	40 895	72 485	2 385
Discount rate at 3.95 % (1.91 % net of inflation)	29 857	39 924	69 781	2 233

Note 9 Plan assets, cash and cash equivalent, investment income

A breakdown of carrying value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2012	Total 31 December 2011
Cash	47	3
Cash equivalent	1 327	1 084
Total	1 374	1 087

A breakdown of fair value of Cash and cash equivalent is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2012	Total 31 December 2011
Cash	47	3
Cash equivalent	1 329	1 085
Total	1 376	1 088

A breakdown of carrying value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2012	Total 31 December 2011
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	2 177	2 177
- United States of America	256	259
- Japan	608	608
- Asia other than Japan	114	114
- Others	115	117
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	3 270	3 275
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>		
- Europe high yield	250	250
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>	250	250
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone including:	5 866	5 866
- OAT 2009-2019, 4.25 %	850	850
- OAT 2029, 3.4 % indexed	825	825
- Europe outside Euro zone	1 442	1 383
- United States of America	1 489	1 518
- Canada (Canada 2003-2013, 5.25 %)	685	681
<i>Total Bonds</i>	9 482	9 448
Total	13 002	12 973

A breakdown of fair value of Plan assets is as follows:

(in thousands of Euros)	Total 31 December 2012	Total 31 December 2011
<i>Mutual investment funds (shares)</i>		
- Europe	2 139	1 828
- United States of America	306	282
- Japan	448	440
- Asia other than Japan	209	189
- Others	77	70
<i>Total Mutual investment funds (shares)</i>	3 179	2 809
<i>Mutual investment funds (bonds)</i>		
- Europe high yield	413	325
<i>Total Mutual investment funds (bonds)</i>	413	325
<i>Bonds</i>		
- Europe Euro zone including:	7 271	6 627
- OAT 2009-2019, 4.25 %	1 038	959
- OAT 2029, 3.4 % indexed	1 529	1 260
- Europe outside Euro zone	1 631	1 600
- United States of America	1 684	1 757
- Canada (Canada 2003-2013, 9 %)	704	727
<i>Total Bonds</i>	11 290	10 711
Total	14 882	13 845

A breakdown of the portfolio invested in bonds in currencies other than Euro is as follows:

(in thousands)	Total 31 December 2012	Total 31 December 2011
USD	1 965	1 965
GBP	444	444
CAD	900	900
NOK	6 600	6 600

A breakdown of the portfolio invested in bonds according to the duration is as follows:

	Total 31 December 2012	Total 31 December 2011
(in thousands of Euros)	11 290	10 711
1-3 years	38.81 %	30.08 %
4-5 years	31.60 %	13.84 %
6-7 years	20.89 %	31.82 %
8-10 years	-	12.50 %
> 10 years	8.70 %	11.76 %
Total	100.00 %	100.00%

Investment income relate to income (interest, coupons, dividends) from the following:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
Mutual investment funds (shares)	5	3
Bonds	434	424
Cash equivalent	3	6
Cash	-	-
Total Investment income	442	433

Note 10 Other receivables

A breakdown of Other receivables outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
Transactions with the BIPM	0	59
VAT on purchases	3	2
Interest receivables	14	0
Income receivables	0	12
Total Other receivables	17	73

Note 11 Other debtors

A breakdown of Other debtors, outstanding at the end of the period is as follows:

(in thousands of Euros)	31 December 2012	31 December 2011
Pensions to be paid	3	0
Transactions with the BIPM	0	0
Total Other debtors	3	0

Note 12 Other operating income

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
Foreign currency conversion gains	64	83
Total Other operating income	64	83

Note 13 Other operating expenses

A breakdown of other operating expenses is as follows:

(in thousands of Euros)	12 months ended 31 December 2012	12 months ended 31 December 2011
Foreign currency conversion loss	34	0
Other operating expenses	257	82
Total Other operating expenses	291	82

Other operating expenses represent the leaving allowance paid, at the end of their appointment, to staff members whose service with the BIPM terminated in 2011 and 2012 and who were not entitled to a retirement pension.

14. — LIST OF ACRONYMS AND INITIALISMS USED IN THE PRESENT VOLUME

BIPM	International Bureau of Weights and Measures/ <i>Bureau International des Poids et Mesures</i>
CENAM	<i>Centro Nacional de Metrología</i> (Mexico)
CGPM	General Conference on Weights and Measures/ <i>Conférence Générale des Poids et Mesures</i>
CIPM	International Committee for Weights and Measures/ <i>Comité International des Poids et Mesures</i>
CIPM MRA	CIPM Mutual Recognition Arrangement
EURAMET	European Association of National Metrology Institutes
IAS	International Accounting Standards
IASB	International Accounting Standards Board
IFCC	International Federation for Clinical Chemistry and Laboratory Medicine
IFRS	International Financial Reporting Standards
ININ	<i>Instituto Nacional de Investigaciones Nucleares</i> (Mexico)
INMETRO	<i>Instituto Nacional de Metrologia, Qualidade e Tecnologia</i> (Brazil)
INRIM	<i>Istituto Nazionale di Ricerca Metrologica</i> (Italy)
INTI	Institute for Industrial Quality (Argentina)
IOPP	Institute of Physics Publishing
IPSAS	International Public Sector Accounting Standard
IPSASB	International Public Sector Accounting Standards Board
JCRB	Joint Committee of the Regional Metrology Organizations and the BIPM
JCTLM	Joint Committee for Traceability in Laboratory Medicine
KCDB	Key Comparison Database
LNE	<i>Laboratoire National de Métrologie et d'Essais</i> (France)
NIM	National Institute of Metrology (China)
NIST	National Institute of Standards and Technology (United States of America)
NMI	National Metrology Institute
NMIA	National Measurement Institute, Australia (Australia)
NMIJ	National Metrology Institute of Japan (Japan)
NMISA	National Measurement Institute of South Africa (South Africa)
NPL	National Physical Laboratory, Teddington (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland)
PPE	Property, Plant and Equipment
PTB	<i>Physikalisch-Technische Bundesanstalt</i> (Germany)
SI	International System of Units/ <i>Système international d'unités</i>
UNSAM	National University of San Martín (Argentina)
UTC	Coordinated Universal Time/ <i>Temps universel coordonné</i>
VAT	Value Added Tax

Pour le Comité international des poids et mesures (CIPM) :

Le Secrétaire

R. KAARLS

Zoeterwoude, Lindfield, 19 juin 2013.

Le Président

B. INGLIS

For the International Committee for Weights and Measures (CIPM):

The Secretary

R. KAARLS

Zoeterwoude, Lindfield, 19 June 2013.

The President

B. INGLIS
